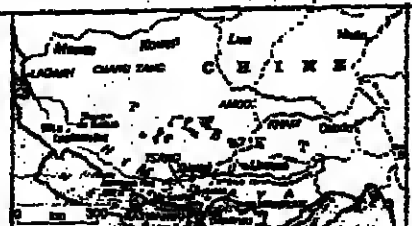


enquête

Tibet : l'uniforme d'amiral

par JULIEN BESANÇON



A Lhassa, le palais-monastère du dalaï-lama, symbole de la féodalité théocratique, est aujourd'hui ouvert aux visiteurs étrangers (le Monde du 24 juillet). Entra le dieu vivant et Pékin, les contacts ont repris par aménagements interposés. Et la Chine multiplie les appels au retour en direction du chef du bouddhisme tibétain exilé en Inde.

Lhassa. — Avant de monter au Potala, dans le petit jardin public agrémenté de minuscules pièces d'eau qui est le seul parc public de tout le Tibet, il faut sacrifier à une coutume étrange. Là, sous les meubres saules, quelques photographes ambulants défilent tous les jours leur trépied de bois et installent une boîte photographique à soufflet comme on en voyait en Europe dans les foires des années 30. L'emplacement est idéal, la toile de fond gigantesque et naturelle du palais est là pour authentifier le souvenir, le pèlerinage à Lhassa.

Maie, pour accroître le dépassement, le photographe ambulante loue pour quelques sous un déguisement. Non pas une robe de moine, cela serait sacrilège, mais un uniforme d'amiral, vareuse bleu marine à épaulettes et casquette marquée d'une ancre. Le Tibet n'a pas de marine. Jamais un Tibétain n'a vu la mer, élément qu'il imagine merveilleux et quasi divin. Dans les objets du culte tibétain, les coquillages, les conques marines, sont appréciés comme les symboles les plus rares d'un monde inconnu et presque surnaturel. La mer et le ciel, là-bas, se fondent dans l'imaginaire. La marine est au Tibet ce que la mer est aux marins. Alors on se fait tirer le portrait en amiral devant le Potala — je l'ai fait faire — et l'on est sûr d'amuser ses amis.

Des peaux d'enfant tannées

Cette mission accomplie, un escalier à longues marches permet d'accéder aux premières salles du Potala. Comme toute ascension de monument, l'escalade met en condition le visiteur. Si ce palais est imposant avec quelque recul, les venelles étroites qui courent à sa base sont sordides : les poules et les cochons y flânent sans restriction. Les cent mètres d'escalier, au contraire, tiennent de l'architecture monumentale et débouchent, de poterne en poterne, sur des cours d'honneur en granit. Quelques ombres grises suivent les touristes : fils chinois ou moines sécularisés ayant l'œil à tout, ils canalisent vers les salles ouvertes et font en sorte que personne ne s'égarer dans les pièces interdites.

Parce que la réhabilitation du Potala est récente, les Chinois estiment que la vision de ce qui n'est pas tout à fait propre, brique

et repeint à neuf peut encore porter préjudice à leur politique récente d'acceptation de la culture tibétaine. Et aussi parce que le Potala, en dix ans, a changé de signification pour Pékin.

Dans les années 70, le Potala devait être le symbole la plus évidente de la monstruosité de la féodalité théocratique, du luxe insensé et immoral de ses dirigeants, de l'ignorance, de l'obscurantisme, de la barbarie et de la cruauté des anciens maîtres du Tibet. Le dalaï-lama, alors, n'était qu'un « agent de l'étranger » manipulé par les Anglo-Saxons, dont le départ avait précipité le pays dans une guerre civile armée et féroce de l'extérieur. On montrait alors

aux rares visiteurs des instruments de torture, des carcasses, des chaînes, des fûts taillés dans des tibias humains, des peaux d'enfant tannées et des coupes taillées dans des crânes humains. Ça musa à été fermé. Dix fois, j'ai demandé à le voir.

« Il n'existe pas, m'a-t-on dit. Il n'a jamais existé. »

Montrant à mon guide des vieilles documentations avec des reproductions de cette fameuse peau d'enfant, il a eu cette réponse : « Le musée est fermé en ce moment, on le restaure. Mais il ne faut rien exagérer. Le bouddhisme tibétain a toujours utilisé les crânes humains pour faire des tambours ou des tambours tendus notamment de peaux de jaunes vierges. Quant aux fûts en tibet, il y en a eu dans tous les temps. C'est une coutume qui est banale ici et ne doit en rien vous inquiéter. » Quant au luxe, il est vrai que construire cet édifice sur cette montagne avec des blocs de granit de 3 mètres d'épaisseur empilés sur 150 mètres de haut n'a pas été une petite entreprise. Les colonnes de cèdre ou de sycomore hautes de 15 à 20 mètres utilisées pour les fondations ont fait le chemin de la frontière birmane — 1 000 kilomètres à dos d'homme. Travail comparable à la construction du Mont-Saint-Michel, des Pyramides d'Egypte ou... de la Grande Muraille.

Toutes les salles, les temples, les caveaux qui abritent les sépultures des huit derniers dalaï-lamas, embaumés dans du vinaigre et roulés dans le soie, sont visitables et le guide ne tarit pas sur l'évaluation du poids en or des statues, la finesse des tapisseries, les peintures murales représentant les avatars des bouddhas ou des scènes de la vie courante, comme l'arrivée des ambassadeurs étrangers en haut de forme ou bicorne à plumes au dernier siècle à la cour du dalaï-lama.

On aperçoit, dans les cours ou les salles de réunion, quelques belles peintures érotiques où des hommes-dieux gris font

électrique pour ne pas manquer les marches raides des escaliers de bois grésés par les offrandes de beurre des pèlerins. De nombreux dévots se bousculent vers le sommet du palais. Quand on monte de la partie blanche, fraîchement repeinte, et que l'on accède aux bâtiments rouges du sommet, on quitte les étages du sanctuaire pour arriver dans le palais, appartement privé du dalaï-lama. Et là, surprise : aussi large et monumental est le Potala à sa base, aussi mince et élancé devient-il en haut.

De ce point, on embrasse une vue extraordinaire sur la plaine de Lhassa. Les biches de Bouddha, la roue mystique, les grands cylindres dorés, donnent des premiers plans somptueux et aveuglants de lumière. Contraste d'autant plus frappant avec la demeure du dieu vivant : elle fait plus penser à un F3 de Sarcelles aménagé par un sergent de la coloniale retour de Saigon qu'à un château de Versailles. Deux petites salles d'audience avec des trénes-couronnes modèle 1925 de chez Léviton couvertes de soie jaune. Un oratoire grand comme une salle de bains, une chambre à coucher de 2 mètres sur 3 à quatre « tanks » (1) modernes. Le lit ? Un tube d'acier peint au Ralpin blanc, un lit d'hôpital tout bonnement. Sur la table de nuit, un calendrier perpétuel anglais qui marque un Tuesday 19, mais l'année et le mois sont illisibles. Le papier a été mangé aux mites. Une pendule en bois noir, un petit bouddha en bronze d'inspiration indienne ou thaïlandaise comme on en trouve dans les restaurants vietnamiens du quartier Latin. Une théière en cuivre et, sous un globe de verre posé sur un socle de bois noir, un bouquet de mariée identique à ceux qui décorent les cheminées de quelques formes normandes.

Le Norburlingka

A voir cet appartement de curé de campagne, meublé par la section « Asie éternelle » d'un magasin à succursales multiples, on comprend que la campagne des Chinois pour discréditer le dalaï-lama, homme perdu de l'ère et anéanti par le dalaï-lama, n'est pas grand effort. Il suffit de voir l'immensité des offrandes et échappes de félicité sur le trône, le lit ou l'oreiller du dalaï-lama pour se rendre compte que les Tibétains d'aujourd'hui ne sont pas jaloux des avantages d'hier de leur grand homme.

Comme si les Chinois estimaient que la démonstration n'était pas suffisante, ils tiennent à ce que l'on visite le Norburlingka, palais d'été construit pour le dalaï-lama en 1954, c'est-à-dire après l'occupation chinoise. C'est un pavillon-pagode de style très chinois au milieu d'un jardin ombragé, à 3 kilomètres seulement du Potala. Comme superficie, rien de plus que la résidence

secondaire d'un cadre moyen français : quatre pièces en bas, quatre pièces en haut. On dit que, pour se rendre une fois par an du Potala au Norburlingka, le dalaï-lama s'est fait transporter en pièces détachées, à travers l'Himalaya, une Daimler jaune, automobile décapotable qui ne lui servait que deux ou trois fois. Je n'ai pas pu savoir ce qu'était devenue cette pièce de musée.

Dans ce palais d'été, outre les canapés-trônes, les oratoires et la salle d'audience avec tapis et tapisserie, les appartements privés recèlent encore quelques meubles genre tourne-disque et radio en acoustique massif, comme on en voyait à Moscou à la période soviétique, et, comble de luxe, une salle de bains avec une baignoire émaillée et un lavabo. Sans doute la première adoration d'eau tiède en Asie centrale. En cela, c'est une curiosité. Le reste ne vaudrait pas le détour si, là encore, on ne pouvait observer en permanence la foule des dévots et des pèlerins prosternés qui attendent parfois une journée entière pour effleurer les objets qui ont appartenu à leur ancien souverain.

Il est sûr que les relations directes ou indirectes n'ont jamais cessé entre le dalaï-lama et Pékin. Des dizaines d'ambassadeurs chinois, soit de façon occulte, soit officiellement, sont allés voir le dalaï-lama en Inde. Le seigneur du dieu vivant s'est promené au Tibet presque librement il y a moins de trois ans, et sa cousine a été élue au comité central du Parti communiste du Qinghai.

En septembre 1983, le deuxième homme du Tibet, le panchen-lama, a lancé un appel à son maître et rival pour qu'il mette fin à son exil et vienne visiter la Chine. Il a bien dit la Chine et non le Tibet puisque, vu de Pékin, le Tibet fait partie intégrante de la Chine. La porte est toujours ouverte, a précisé le panchen-lama. Notre invitation ne concerne pas seulement l'ancien leader spirituel des Tibétains, mais tous les Tibétains qui vivent avec lui en Inde. Ceux-ci sont estimés à 80 000 personnes. En décembre 1984, une délégation du dalaï-lama reçut officiellement à Pékin à l'occasion de son retour de ce dernier au Tibet. Seulement, c'est précisément cette année que doit être célébré le 25^e anniversaire de la création de la région autonome, c'est-à-dire de l'annexion du pays par les Chinois. Et il semble bien difficile que « retour » et annexion soient fêtés de la même façon.

(A suivre.)

(1) Baignoires peintes à représentation religieuse et utilisées pour les besoins du culte.

TRIBUNE INTERNATIONALE

« Une authentique mesure de confiance pour le désarmement »

Le Parti socialiste unifié (SED) a adhéré d'autant plus facilement à cette idée que les Etats du traité de Varsovie avaient fait, dès le 10 janvier 1984, une proposition très précise à tous les Etats européens sur la libération de l'Europe des armes chimiques. Comme l'a récemment souligné Erieh Honecker, le SED est parti du principe, dans cette initiative politique avec le SPD, que le monde est parvenu à un point où tous les Etats — grands, moyens ou petits — ont une immense responsabilité à assumer.

La tâche principale pour éviter une catastrophe thermonucléaire consiste à empêcher la militarisation de l'espace et mettre un terme à la course aux armements nucléaires sur terre. C'est l'objet des négociations de Genève, dont la RDA souhaite sans réserve la réussite. Notre parti souligne également que des progrès dans des domaines particuliers de la limitation des armements et du désarmement pourraient améliorer le climat international et avoir une influence favorable sur les négociations de Genève entre l'URSS et les Etats-Unis. C'est dans cet esprit que nous plaçons pour que notre continent s'affranchisse des armes nucléaires et chimiques et que soient créés à cet effet, comme premières mesures, des zones exemptes de toute arme nucléaire et chimique. Les armes chimiques constituent une catégorie de moyens de destruction massive particulièrement terrible. Leur utilisation est interdite par le Protocole de Genève de 1925, mais non leur production, leur stockage, ni leur perfectionnement. C'est ainsi qu'il existe aujourd'hui en Europe des arsenaux gigantesques constitués par des milliers de tonnes de ces armes dangereuses. Le recours aux armes chimiques apporterait à des millions d'êtres

humains une mort ou des souffrances permanentes, rendant notre environnement inhabitable. Même en temps de paix, des défaillances techniques sur des produits stockés peuvent entraîner des conséquences catastrophiques.

Il est donc extrêmement urgent d'éliminer pour toujours ces armes abominables de notre planète. Aussi la RDA, conjointement avec les autres pays socialistes, s'engage-t-elle, au sein de la conférence des Nations unies sur le désarmement à Genève, en faveur d'une interdiction des armes chimiques à l'échelle mondiale. De même, nous aspirons à ce que soient prises des mesures régionales allant dans la voie de l'élimination de ces armes chimiques. La création d'une zone exempte d'armes chimiques en Europe contribuerait au désarmement à l'échelle mondiale, en diminuant le risque d'une guerre chimique en Europe de manière notable. La constitution d'une telle zone ferait pièce à l'escalade des armements chimiques, la production et le stockage d'armes chimiques binaires.

Les documents publiés par le SED et le SPD ont pour base les principes d'égalité et de sécurité égale, de respect strict de la souveraineté des Etats. Ils ne remettent pas en question l'appartenance de quelque Etat aux différents systèmes d'alliance. Les intérêts de sécurité de deux partis sont pleinement garantis.

par HERMANN AXEN (*)

Pour progresser sur la voie d'une Europe dégagée des armes chimiques, une zone exempte d'armes chimiques pourrait en un premier temps comprendre la région de l'Europe centrale, telle qu'elle avait été définie par les Etats du traité de Varsovie et l'OTAN pour les négociations de Vienne, à savoir la Belgique, la République socialiste tchécoslovaque, la RDA, la RFA, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Pologne. Cette zone serait ouverte, naturellement, à l'adhésion d'autres Etats. D'après les propositions du SED et du SPD, cette zone devrait au moins comprendre la République démocratique allemande, République fédérale d'Allemagne et la République socialiste tchécoslovaque, pays qui se trouvent donc immédiatement sur la ligne de démarcation des deux systèmes d'alliance en Europe. Les Etats appartenant à cette zone devraient s'engager à libérer ou à maintenir libre leur territoire des armes chimiques, à ne produire ni se procurer d'armes chimiques à ne pas laisser déployer, produire ou transporter à travers leur territoire des armes chimiques.

Les Etats membres de cette zone devraient inviter les pays détenteurs de l'arme chimique à respecter le statut de zone exempte d'armes

(*) Membre du Bureau politique du comité central du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), président de la commission de la politique étrangère à la Chambre du peuple de la République démocratique allemande.

chimiques, à n'avoir jamais recours, ou à ne jamais menacer d'avoir recours, aux armes chimiques contre les territoires exempts d'armes chimiques.

Le SED et le SPD se prononcent en faveur d'un contrôle national et international efficace, dont l'ampleur et le caractère doivent être adaptés à l'ampleur de la mesure de désarmement.

L'accord passé entre nos deux partis doit encourager les négociations d'Etat à Etat, sans pouvoir toutefois les remplacer ni devoir les devancer.

En ce qui concerne l'engagement de négociations d'Etat à Etat, nous sommes très confiants. Il se développe dans de nombreux pays d'Europe un mouvement puissant en faveur du dégelage de notre continent des armes chimiques.

Avec leur participation, les deux Etats allemands peuvent prendre une mesure pratique pour que plus jamais une guerre n'éclate à partir du sol allemand. Cela aiderait à créer un climat favorisant d'autres négociations.

La paix est le bien le plus précieux, son maintien et son renforcement est la question primordiale. Elle a toujours été l'idéal et l'objectif des luttes du mouvement ouvrier, et l'est d'autant plus aujourd'hui. Aussi le Parti socialiste unifié d'Allemagne se prononce-t-il pour une coalition universelle de la raison et du réalisme avec toutes les forces intéressées par la paix. Un traité ayant un caractère de validité au niveau du droit international pour la création d'une zone exempte d'armes chimiques — ce serait une authentique mesure de confiance en vue de la limitation des armements et du désarmement.

COURRIER DES LECTEURS

Rester français !

J'ai lu avec délectation l'article de Jacques Laurent qui demande s'il est français, ayant moi-même connu semblable aventure.

Venant d'Angleterre, en France, avec la nationalité anglaise en 1937 pour épouser un officier de l'armée française, j'ai dû demander la nationalité française. C'était la condition sine qua non. Ma demande a été acceptée et dûment enregistrée par les services consulaires britanniques. Mais depuis cette date j'ai dû, au moins à deux reprises, essayer de prouver que j'étais française. Le fait d'avoir un passeport français, une carte d'identité nationale, un permis de conduire, une carte d'électrice n'y faisait rien. J'ai couru de bureau en bureau, de commissariat en commissariat, chez le juge du tribunal d'instance. Personne n'a voulu prendre la responsabilité de me croire. Il a fallu — grâce quand même à un juge — produire le livret de famille de mes beaux-parents pour prouver qu'ils étaient nés en France après la guerre de 1870. Leur père devait donc être français, donc leur fils... etc.

M'a-t-il dit : « Vous comprenez, Madame, il y a tellement de faux qui circulent, et maintenant avec la photocopie, comment voulez-vous que nous acceptions votre histoire ? Une copie certifiée d'un document certifié... Et même l'original ! Qu'est-ce qui prouve qu'il est authentique ? »

M^{me} BALTHEMANN (Chambéry).

Pour la contraception dans la fonction publique

Un cadre d'une grande entreprise — rare dirigeant non fonctionnaire du groupe — et qui nous demande de préserver son anonymat nous écrit :

Je vous soumets quelques réflexions qui pourraient s'intituler « Pour l'introduction de la contraception dans la fonction publi- que... ».

L'opposition fait campagne, en particulier, sur le thème « moins d'Etat ». Il est intéressant d'observer que tient ce discours : M. Giscard d'Estaing (inspecteur des finances), M. Chirac (conseiller à la Cour des comptes) et son adjoint M. Toubon (ENA), M. Barre (professeur) et son mentor M. Mestre (profes- seur).

Da côté des dirigeants d'entreprises il s'agit de M. Lévyque (inspecteur des finances), de M. A. Roux (ingénieur du corps des mines), etc.

Tiens, c'est drôle, ils sont tous fonctionnaires. Faut-il continuer ? Continuons. Quelle est la profession de MM. Rocard, Fabius, Chevènement, Lecanuet, Jospin, Chaban-Delmas, Joxe ? Et de MM. Calvet, Pébereau, Mousset ?

Ne cherchez pas : tous fonctionnaires d'origine (ENA et/ou Polytechnique et/ou Normale sup.). On peut continuer indéfiniment ce petit jeu, la conclusion est simple : la France est en totalité dirigée par des fonctionnaires, dans l'administration (c'est — presque — normal), dans la vie politique (ce n'est pas normal) et dans les grandes entreprises (c'est une aberration).

Dans notre système éducatif, les meilleurs élèves font des études qui les transformant, volens nolens, en fonctionnaires. Or l'organe crée la fonction : que fait un ENA ou un X-Ponts dans une sous-préfecture où il remplit une fonction qui pourrait être assurée par un chef de bureau ou un conducteur de travaux ? Il travaille, car il est intelligent, et développe la fonction pour pouvoir disposer de chefs de bureau ou conducteurs de travaux.

C'est une véritable pression démographique, exercée par les plus doués, au bénéfice presque involontaire des administrations. Sait-on que certains corps (les Ponts, par exemple) ont un véritable problème de débouchés et cherchent désespérément de nouveaux domaines d'intervention pour leurs membres ? On marche sur la tête !

سكوا من الأصل

étranger

EUROPE

LA PRÉPARATION DU PROCHAIN SOMMET ANGLO-IRLANDAIS

Un terrain d'entente enfin dégagé à propos de l'Ulster ?

Londres. — Longtemps différé, le prochain sommet réunissant les premiers ministres britannique et irlandais devrait avoir lieu en septembre ou en octobre, et si tout se passe bien dans les semaines qui viennent, il pourrait être l'occasion de la signature d'un important accord définissant une certaine collaboration entre les deux gouvernements en Irlande du Nord. Depuis des mois, des hauts fonctionnaires des deux pays travaillent dans la plus grande discrétion à l'élaboration d'un compromis.

La prudence est de règle, d'autant que le dernier sommet, en novembre 1984, avait fait apparaître les malentendus entre Londres et Dublin. M. Thatcher avait, d'une façon assez rude, rejeté les différentes propositions « ébauchées » six mois plus tôt à Dublin par le Forum pour une Irlande nouvelle, y compris celle d'une « administration conjointe » de l'Irlande du Nord, qui était apparemment la moins inacceptable du point de vue britannique. Les relations bilatérales s'en sont quelque peu ressenties et la date d'un nouveau sommet n'a cessé d'être repoussée. Malgré cet incident et en dépit de divergences persistantes, les rapports entre les deux gouvernements n'ont jamais été aussi « encourageants », comme se plaisent à le souligner M. Thatcher et le premier ministre irlandais, M. Garret FitzGerald. On a donc changé de tactique en laissant aux diplomates et aux experts le soin de préparer, hors du débat public, un terrain d'entente.

Créer un climat de détente

Bien que le silence soit officiellement convenu, on laisse entendre du côté irlandais que les grandes lignes d'un arrangement sont déjà « ébauchées aux trois quarts ». Du côté britannique on se montre plus prudent, sans plus résister, en indiquant que les plus grandes difficultés résident toujours dans la limite plus d'une négociation. Les travaux devraient s'achever au cours des deux ou trois prochaines semaines pour que le sommet puisse se tenir fin septembre ou début octobre.

Les ambitions sont limitées. Il ne s'agit que de jeter les bases d'un long processus de détente en Irlande du Nord. On veut créer les condi-

De notre correspondant
tions « externes » de cette évolution — puisque toutes les recherches d'un accord direct entre nationalistes et unionistes ont fait long feu — et tentent ainsi de faire naître un climat de confiance et d'espoir pour la minorité catholique, sans trop heurter la sensibilité d'une majorité protestante très soucieuse de maintenir l'Union avec la Grande-Bretagne.

Cet exercice extrêmement délicat consisterait à donner au gouvernement de Dublin une sorte de droit de regard sur la gestion des affaires de la province sans pour autant remettre en cause le principe de la souveraineté britannique, que les autorités de Londres s'engagent à respecter selon le désir de la majorité.

Des organismes paritaires entre les deux gouvernements seraient créés pour permettre une consultation à propos de l'économie, de l'administration locale, de la justice ou de la « sécurité », et, pour tout cela, un secrétariat pourrait même être installé à Belfast. L'idée générale est plus ou moins acquise depuis longtemps, mais à Dublin on estime que cette collaboration devrait avoir un caractère « effectif », tandis qu'à Londres on considère que le rôle des représentants de la République voisine ne devrait être que « consultatif ».

Cette différence de conception est essentielle et, dans le détail, l'application du compromis s'avère très problématique. Par exemple, pour Dublin, les questions de sécurité englobent celles du maintien de l'ordre et la réorganisation de forces de police, actuellement composées en très grande majorité de protestants. A Londres, en revanche, on ne songe guère qu'à un renforcement de la coopération de la lutte contre le terrorisme de part et d'autre de la frontière. Autre exemple : les Britanniques seraient prêts à admettre la présence d'un juge venu de la République dans certains tribunaux, mais les Irlandais voudraient que ce magistrat puisse participer à la décision et ne pas être un simple observateur.

Sur ces points comme sur d'autres, on retrouve à chaque fois un décalage fondamental entre les deux positions : le gouvernement irlandais ne veut pas que sa participation à cette initiative serve seule-

ment de caution à l'établissement d'un nouveau *status quo*, alors que le gouvernement britannique ne veut pas du tout donner l'impression de faire exception au principe de la souveraineté et de concéder à Belfast ce qu'il a refusé aux Malouines.

Alarmisme chez les protestants

Les deux gouvernements sont d'accord sur l'objectif de l'opération : débloquer un tant soit peu la situation de manière à réduire l'attraction que peuvent exercer les mouvements extrémistes dans chaque communauté. Comme toujours, cependant, la perspective d'un compromis politique entraîne un regain de tension attisé par les activistes des deux bords.

La « campagne d'été » que l'IRA préparait en Angleterre et qui a été déjouée fin juin par la police avait sans doute, entre autres buts, celui de torpiller les efforts actuellement déployés à Londres et à Dublin. Par ailleurs, craignant d'être « abandonnés » par Londres, certains dirigeants protestants — le révérend Ian Paisley en tête — ont tenu des propos particulièrement menaçants au moment des processions traditionnelles qui marquent chaque année en juillet la commémoration de la victoire des troupes de Guillaume d'Orange sur les catholiques en 1690.

Pour la première fois, à l'instigation discrète de Londres, la police locale a voulu montrer son indépendance en interdisant, à quelques exceptions près, les défilés orangistes dans le cœur des quartiers catholiques. Au prix de heurts souvent violents, elle y est parvenue. Ce geste a été publiquement apprécié par le premier ministre irlandais, mais plusieurs dirigeants unionistes ont déclaré que le gouvernement de Dublin avait ainsi son « ingratitude » dans les affaires de la province et que cela préfigurait le rôle « inadmissible » que la République entendait se voir reconnaître dans le projet en préparation.

De pareilles protestations donnent la mesure de la résistance au changement chez les unionistes et ne peuvent qu'inciter le cabinet de M. Thatcher à une prudence qui ne facilitera pas l'accord recherché.

FRANCIS CORNU.

Grande-Bretagne

L'AUGMENTATION DES TRAITEMENTS DES HAUTS FONCTIONNAIRES

Quand M^{me} Thatcher exaspère jusqu'à ses partisans...

Londres. — En décidant d'augmenter de 12 à 48 % les traitements des hauts fonctionnaires, des officiers de grade élevé et des magistrats, M^{me} Thatcher n'est attirée au Parlement non seulement les foudres de l'opposition, mais celles de son propre parti. Quarante-huit d'entre eux ont voté contre le gouvernement et une cinquantaine se sont abstenus le 24 juillet à la Chambre des communes, si bien que la confortable majorité d'environ cent vingt voix dont dispose d'ordinaire le cabinet s'est trouvée réduite à dix-sept.

Cette « rébellion » dans les rangs conservateurs n'est pas la première, mais elle est la plus grave à laquelle M^{me} Thatcher ait dû faire face depuis son arrivée au pouvoir, il y a six ans. Certes les « rebelles » ne mettent pas en péril l'existence du gouvernement, mais il est évident qu'un nombre croissant de parlementaires conservateurs, même parmi les plus fidèles, s'interrogent de ce qui leur paraît être une propension à multiplier les mesures impopulaires. Beaucoup ont dû mal à partager la superbe assurance de leur chef de file, alors que la cote du gouvernement ne cesse de baisser dans les sondages et que les derniers résultats électoraux du parti sont préoccupants.

On ignore la raison de la dernière mesure maintenue par le gouvernement en dépit d'un tollé général. Une seule explication a pour le moment retenu l'attention sans convaincre : de plus en plus de hauts fonctionnaires ou

De notre correspondant
d'experts militaires ont une fâcheuse tendance à céder aux avances du secteur privé.

En acceptant la semaine dernière, sur recommandation d'une commission consultative, d'augmenter jusqu'à près de 50 % les salaires qui sont déjà les plus élevés de la fonction publique, le gouvernement est allé à l'encontre de ses propres objectifs, en particulier celui de limiter à 3 % cette année l'augmentation globale des salaires des fonctionnaires.

13 % de chômeurs

Le moment était d'autant plus mal choisi que le gouvernement, quelques jours plus tôt, avait refusé d'augmenter de plus de 5 % les enseignants et de mettre ainsi fin à un conflit qui perturbe sérieusement depuis des mois la vie des écoles. M. Roy Hattersley, leader adjoint du Parti travailliste, n'a pas provoqué de haute cris sur les bancs conservateurs en déclarant que le gouvernement venait de se livrer à une « intolérable provocation ». M. Hattersley et les autres membres de l'opposition ont déploré cette mesure comme particulièrement choquante au moment où le premier ministre envisage de réduire ou de limiter les rémunérations des jeunes travailleurs, en supprimant la garantie de salaire minimum.

Avec ce que l'un des députés conservateurs a qualifié d'« erreur grossière », M^{me} Thatcher

s'expose une nouvelle fois à un reproche devenu maintenant leit-motiv : celui de se montrer « insensible ». Même au sein du cabinet, on pense que le gouvernement devrait avoir parfois fait preuve de « compassion », alors que le chômage a plus que doublé depuis 1979 et affecte désormais plus de 13 % de la population active, alors que les écarts de revenus s'accroissent rapidement et que de plus en plus de Britanniques vivent à la limite du seuil de pauvreté. Le petit groupe des conservateurs « modérés », conduits par MM. Edward Heath et Francis Pym, n'est apparemment plus seul à demander que l'on mette un frein à la rigueur du « thatcherisme ».

Le gouvernement vient, en outre, d'annuler une vaste réforme de la Sécurité sociale qui risque fort de se traduire pour beaucoup d'ayants droit par une soudaine diminution des prestations. Les députés conservateurs, même si les élections sont encore loin, commencent à s'alarmer des réactions de l'opinion, surtout après les sonnettes locales qui ont marqué un net recul du parti au pouvoir dans ses places fortes, sans parler de l'élection partielle qui a eu lieu le mois dernier au Pays de Galles où les Tories ont perdu leur siège et se sont retrouvés pour la première fois en troisième position derrière les libéraux et les travaillistes, position qui est aujourd'hui confirmée par plusieurs sondages réalisés à l'échelle nationale.

F. C.

Turquie

Amnesty International invite les autorités à lutter beaucoup plus énergiquement contre la torture

Tout en « saluant les initiatives prises par les autorités turques pour mettre fin à la torture », l'organisation de défense des droits de l'homme Amnesty International estime que ces efforts restent « totalement inefficaces » et invite les dirigeants d'Ankara à prendre des mesures beaucoup plus énergiques pour que cessent ces pratiques.

Amnesty rappelle que les tortures infligées aux détenus politiques étaient déjà « l'une de ses principales préoccupations » en Turquie, avant même le coup d'Etat militaire de septembre 1980. Cependant, ajoute Amnesty, « le nombre d'allégations de torture et de décès consécutifs s'est accru brusquement et de façon alarmante » après le coup d'Etat.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Le dossier établi à Londres, et dont la section française de l'organisation vient de rendre publics des extraits, ne comporte pas de témoignages postérieurs au début de 1984. Cependant, selon Amnesty, les tortures n'ont pas cessé depuis, même si l'on n'est pas en mesure d'obtenir des « témoignages détaillés », qui ne peuvent, en règle générale, être connus qu'après la libération des détenus, et même le plus souvent après leur départ de Turquie.

Les tortures, indique Amnesty — confirmant ce qu'admettent responsables et hommes politiques turcs — semblent essentiellement avoir pour cadre les commissariats, aussitôt après l'arrestation. Mais Amnesty a aussi reçu des témoignages sur les tortures pratiquées dans diverses prisons, y compris des prisons militaires, à Diyarbakir, Erzurum, Ankara et Istanbul, et dans la prison civile « spéciale » de Malatya, réservée aux prisonniers politiques et aux trafiquants d'armes.

Des démarches auprès des autorités

Parmi les témoignages cités, l'un des plus terrifiants provient de la célèbre prison militaire de Diyarbakir, où sont notamment incarcérés des militants kurdes. Diyarbakir est d'ailleurs l'une des prisons où des détenus ont observé des grèves de la faim, avec parfois des conséquences tragiques.

Amnesty rend compte de ses démarches auprès des autorités turques, qui ont accepté une sorte de « dialogue » en autorisant, par exemple, un représentant de l'organisation humanitaire à visiter Diyarbakir en janvier 1984, et en répondant à certaines demandes concernant le sort de prisonniers. Réponses plus ou moins précises, cependant : sur une centaine de cas de prisonniers qui seraient morts en détention, les autorités ont répondu dans vingt-cinq cas qu'une enquête

ou un procès était en cours (manière de reconnaître qu'ils avaient pu pérorer des suites de mauvais traitements). Dans huit autres cas, la personne concernée était toujours en vie, et pour les autres cas, les officiels ont évoqué des « causes naturelles de décès », ou le « manque d'informations », ou encore l'absence de toute trace de détention.

D'autres réponses ne laissent, hélas ! guère de place au doute. Ainsi, à propos de Mustafa Hayrullahoglu, arrêté à l'automne 1982 et mort peu après, la famille du prisonnier apprenait, par une lettre du procureur de la loi martiale d'Istanbul, que l'intéressé, arrêté le 21 octobre, s'était donné la mort cinq jours plus tard, tandis que le procureur de la République avançait une version légèrement différente : arrêté le 5 novembre, il était « tombé malade » onze jours plus tard et avait succombé pendant son transfert à l'hôpital...

J. K.

(Publicité)

A M. GORBATCHEV

L'intérêt et le respect de l'enfant d'abord.

Je suis algérien. Je vis en France depuis douze ans. Elias Ouahab, mon fils (huit ans aujourd'hui) est né en France de mon mariage avec une citoyenne soviétique. Actuellement, je suis divorcé. Dès la séparation du couple (début 1982), je me suis engagé à assumer tous mes devoirs à l'égard de l'enfant et j'ai demandé à le recevoir chez moi chaque été. Cela est légitime, conforme à son intérêt et profondément moral : il pourra décider, en connaissance de cause, de sa vie d'adulte quand il aura dix-huit ans.

Depuis 1982, je demande avec insistance à le recevoir pour des vacances. En vain. J'ai écrit trois lettres à M. Tchernenko. Je vous ai déjà écrit, le 11 avril 1983. L'ONU, plusieurs organismes officiels et personnalités sont intervenus auprès des autorités soviétiques : la grand-mère paternelle de l'enfant a réclamé à M. Tchernenko la possibilité de recevoir et de connaître son petit-fils, Elias. Vos ambassades à Paris et à Alger ont reçu un courrier abondant sur cette question.

Cette situation a trop duré. Sa prolongation vise une dépersonnalisation de l'enfant. Il est privé d'informations directes sur ses racines paternelles, sur le pays où il est né. Il est privé de l'affection de sa famille paternelle. Il est privé d'une connaissance approfondie de son père et de son cadre de vie.

Je vous rappelle les faits dans cette lettre ouverte pour bien délimiter les responsabilités pour le présent et l'avenir.

Dès 1982, le bureau du service consulaire de l'ambassade de Paris me conseilla d'oublier cet enfant et de « refaire ma vie ». En août 1982, je partis le voir. Mais je fus informé par l'entourage qu'il n'y avait pas de place dans les hôtels de la ville d'Odesa (un million d'habitants). Je dus donc loger chez les grands-parents de l'enfant. Je ne pus rester seul avec mon fils ; pas un seul instant. A mon retour à Paris, le consul général soviétique m'expliqua que ces rencontres avec mon fils à Odesa, où je ne connais personne, remplaçaient avantageusement les vacances de mon fils chez moi.

En 1983, j'engageai, en URSS, un procès en divorce, acceptant d'avance la garde de la mère, d'accord pour prendre en charge la totalité des frais alimentaires, d'habillement, d'éducation et de loisirs de l'enfant. Je demandai en retour un droit de visite et d'hébergement pendant les vacances d'été.

Mais je ne fus astreint à aucune obligation alimentaire, je n'obins pas le droit de visite et d'hébergement de mon fils. A ce jour, les motivations du tribunal ne me sont toujours pas notifiées.

Je fis appel. Les avocats soviétiques me répondirent que mon appel n'était pas recevable.

Du côté soviétique, la situation juridique était ainsi verrouillée, définitivement.

Dans le même temps, la mère « refit sa vie » : nouveau mariage, second enfant. Mais Elias fut laissé à ses grands-parents, très âgés et malades.

En juin 1984, fut rendue, en France, une ordonnance de justice qui, à ma demande, accordait la garde de mon fils à sa mère et me reconnaissait un droit de visite et d'hébergement de mon fils pendant les vacances d'été. En mai 1985, un jugement définitif confirma cette décision. Les documents correspondants furent promptement communiqués à la partie soviétique. Ce jugement est une garantie supplémentaire pour la partie soviétique.

Le 10 septembre 1984, suite à une campagne de presse, l'ambassade d'URSS à Paris et la mère de l'enfant me prièrent, simultanément et publiquement, un voyage de l'enfant pour l'été 1985.

En juin 1985, le service des visas d'Odesa refusa d'indiquer si les visas seraient prêts avant la fin des vacances. J'exigeai alors de l'ambassade à Paris une confirmation de la promesse publique de 1984.

Sans réponse, j'entamai une grève de la faim qui se termina à l'hôpital. Le service consulaire refusait de me recevoir. J'expédiai alors un télégramme, avec réponse payée, à la mère, pour me renseigner sur les visas. Pas de réponse télégraphique.

A ma sortie de l'hôpital, par téléphone, les parents maternels (la mère, la grand-mère, le grand-père) me répondirent qu'ils étaient informés de mon appel désespéré et de l'écho qu'il avait eu dans la presse, que « je sciais la planche sur laquelle j'étais assis », que « j'avais porté atteinte au crédit international de l'URSS » et que « j'allais être puni : mon fils refusait de me parler au téléphone ».

Depuis, les agents des PTT soviétiques informent les PTT français que ce numéro ne répond pas.

En quatre ans, j'ai épuisé toutes les procédures juridiques sérieuses et toutes les démarches décentes. Ce 12 juillet, l'ambassade soviétique à Paris n'avait rien à me proposer.

De fait, il existe à travers le monde des pratiques étatiques de complicité avec des raptis et des séquestrations d'enfants. Si tel est l'objectif de l'URSS en ce qui concerne mon fils, il faut alors le proclamer clairement et en assumer la responsabilité. Dans ce cas, il serait grotesque de chercher à masquer la responsabilité de l'Etat soviétique derrière la soi-disant volonté d'une mère.

— Mon fils Elias pourra-t-il me rendre visite cet été 1985 ?

— La partie soviétique respectera-t-elle la parole donnée, publiquement, le 10 septembre 1984 ?

Je demande aux plus hautes autorités soviétiques d'assumer toutes leurs responsabilités à l'égard de cet enfant, c'est-à-dire de lui assurer un développement affectif normal, des relations approfondies avec ses deux parents. Je demande expressément que sa personnalité originale soit respectée : des visites annuelles de l'enfant à son père sont absolument nécessaires.

Si la mère, qui l'a abandonné depuis deux ans, y fait obstacle, les plus hautes autorités du pays, le PCUS, doivent remplir leur rôle juridique, pédagogique et moral à son égard. Vous êtes à la veille d'un voyage en France. L'été n'est pas fini. Dans le cadre de votre politique de rapprochement entre les peuples, nites que je puisse passer un mois avec mon fils, chez moi, cet été 1985. C'est du ressort de vos obligations d'homme d'Etat éminent, et cela résoudrait, dans la dignité pour toutes les parties, ce problème épineux dont la première victime est un garçon qui souffre depuis quatre ans.

En ce jour, le 19 juillet 1985, à Montreuil.

M. AMELIA OUABAH, 7, avenue de Président-Scholar-Alanis, 93100 MONTREUIL.

EUROPE

A L'OCCASION DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE
DES ACCORDS D'HELSINKI

Une « croisière » d'exilés baltes au large de leurs pays

Deux manifestations organisées en Europe du Nord par les associations d'exilés baltes doivent débiter à la fin de cette semaine, à quelques jours de la célébration du dixième anniversaire des accords d'Heelsinki. Quelque quatre cents exilés baltes s'embarqueront le 26 juillet à Stockholm sur le navire suédois *Baltic Star*, pour une « croisière de la paix et de la liberté ». Ils longeront les côtes baltes dans les eaux internationales et feront escale pour vingt-quatre heures à Helsinki le 28 juillet. Des conférences seront organisées à bord. Les manifestants veulent protester contre la russification des républiques baltes, les violations des droits de l'homme et la présence de deux cent mille militaires et de bases de missiles dans ces régions.

Le dissident soviétique Vladimir Boukovski, qui doit participer à la croisière et prendre la parole dimanche à Helsinki, attend depuis cinq semaines un visa pour la Finlande. Selon un porte-parole du groupe finlandais de surveillance des accords d'Heelsinki, Vladimir Boukovski (qui réside aux États-Unis) pourrait ne pas obtenir ce visa en raison du soutien de la Finlande d'éviter toute friction avec l'URSS à quelques jours de la commémoration.

Les représentants de la Fédération mondiale des Lettons libres, qui présentent le projet de croisière, le mardi 23 juillet à Stockholm, ont affirmé que cinq cents à huit cents jeunes âgés de treize à dix-neuf ans

ont participé à des rassemblements les 9 et 15 mai dernier à Riga (capitale de la Lettonie). Trois cents d'entre eux auraient été momentanément appréhendés et brutalisés par la police.

Par ailleurs, les associations d'exilés des trois républiques, rassemblées au sein du Conseil mondial des pays baltes, organisent les 25 et 26 juillet, à Copenhague, la session d'un « tribunal » composé de juristes et de sociologues moscovites. « accusé d'occupation militaire illégale des pays baltes, de manipulation des populations et de mépris des droits de l'homme ». — (AFP.)

■ Les « victimes d'Heelsinki » en URSS. — Quarante-neuf membres de groupes de surveillance des accords d'Heelsinki ou d'autres mouvements semblables créés en URSS après la signature des accords de 1975 sont détenus ou relégués, a indiqué mardi 23 juillet la Société internationale pour les droits de l'homme (IGFM), à Francfort. Ces groupes avaient pour but de surveiller l'application par l'Union soviétique des clauses prévoyant la libre circulation des idées et des hommes entre l'Est et l'Ouest. Un document de l'IGFM intitulé « Les victimes d'Heelsinki » sera remis aux ministres des affaires étrangères, réunis pour le dixième anniversaire au début de la semaine prochaine dans la capitale finlandaise. — (AFP.)

URSS

Le fils d'un dissident condamné à son tour

Ivan Koriaguine, âgé de dix-sept ans, fils d'un dissident soviétique condamné pour avoir dénoncé l'utilisation répressive de la psychiatrie, a été frappé à son tour d'une peine de trois ans de camp, a annoncé, lundi 22 juillet, la Société internationale des droits de l'homme de Francfort (IGFM). Ivan Koriaguine avait été condamné une première fois en mai dernier à une brève détention pour « hooliganisme », et ses proches craignent cette nouvelle condamnation, dont le motif officiel n'est pas connu.

Sam père, Anatoli Koriaguine, médecin psychiatre, avait décidé à

la fin des années 70 de s'engager dans la lutte menée par le Groupe de travail sur le démantèlement de la psychiatrie à des fins politiques, ce qui lui valut en 1981 une condamnation à sept ans de camp et cinq ans de relégation. Il est détenu depuis 1982 à la prison de Tcheboksar, et l'on est sans nouvelles de lui depuis plusieurs mois. Il est, depuis 1983, membre d'honneur de la Fédération mondiale de psychiatrie.

D'autre part, IGFM a annoncé que le dissident Anatoli Teberkassov, libéré au printemps après six ans d'internement « psychiatrique », avait été à nouveau arrêté le 12 juillet dernier. — (AFP.)

■ Le patriarche Pimène décoré. — Mgr Pimène, patriarche de Moscou et de toutes les Russies, a été décoré de l'ordre du Drapeau rouge du travail à l'occasion de son soixante-quinzième anniversaire, a annoncé lundi 22 juillet l'agence Tass. Le patriarche — qui appuie régulièrement la politique étrangère soviétique — a reçu cette distinction pour « ses activités patriotiques en faveur de la défense de la paix ». Mgr Pimène, qui est patriarche depuis 1971, est déjà titulaire de nombreuses décorations. — (AFP.)

AMÉRIQUES

Colombie

CINQ SYNDICALISTES AURAIENT ÉTÉ ASSASSINÉS

Selon Amnesty International et Lutte ouvrière, cinq dirigeants syndicaux colombiens auraient été assassinés au cours des derniers mois. Ils étaient tous les co-organisateurs de la grève nationale du 20 juin 1985, décidée par une coalition de fédérations syndicales et de groupes politiques.

Nicolas Lopez Londono, président du syndicat d'une usine de Medellín, au nord-ouest de la capitale, aurait été tué dans un café à la fin du mois de mai. A la même époque, José Leon Roldan, dirigeant d'une organisation civique et du Syndicat des ingénieurs mécaniciens, aurait été tué par des hommes armés qui passaient en voiture. Il représentait son syndicat au comité de la coordination syndicale A luehar (Lutemos).

Trois autres membres de A luehar auraient été appréhendés par des civils armés et leurs corps auraient été retrouvés un peu plus tard non loin de Bogotá. Il s'agirait de Luis Enrique Correa Balbin, ingénieur, Guillermo Lugo et Maria Cecilia Yepes. Ils avaient reçu des menaces de mort par téléphone s'ils n'abandonnaient pas toute activité syndicale.

Yougoslavie

■ Six jeunes Yougoslaves condamnés pour « propagande hostile ». — Six jeunes Yougoslaves, reconnus coupables de « propagande hostile contre l'Etat », ont été condamnés, jeudi 18 juillet, à des peines allant de six mois à deux ans de prison par le tribunal de Split. Il était notamment reproché aux jeunes gens d'avoir romboé, entre 1982 et 1985, des textes « au contenu hostile à la Yougoslavie », ainsi que d'avoir tenu des propos sur la « position inégale » de la Croatie face aux cinq autres républiques de la Fédération yougoslave. Ils auraient également, selon les attendus du jugement, prépu l'instauration en Yougoslavie socialiste du pluralisme politique. — (AFP.)

PROCHE-ORIENT

Israël

LES FUTURES DISCUSSIONS AVEC M. MURPHY

M. Pérès « accepte » deux des sept Palestiniens pressentis

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël juge « acceptable » deux des sept personnalités palestiniennes susceptibles de participer prochainement, dans le cadre d'une « délégation jordanienne-palestinoise », à des conversations avec le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy.

Il s'agit des représentants des territoires occupés : MM. Hassan Siniora, rédacteur en chef du quotidien de Jérusalem, *Al Fajr*, et Fayez Abou Rahme, ancien président de la chambre syndicale des avocats de Jérusalem (*le Monde* du 20 juillet). Ce dernier a d'ailleurs été autorisé mardi 23 juillet à se rendre la semaine prochaine à Amman, où il aura des contacts avec des responsables de l'O.L.P. et du gouvernement jordanien.

M. Shimon Pérès, premier ministre israélien, a donné mardi son accord à la candidature des deux « Palestiniens de l'intérieur » dans une déclaration devant la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset.

Le semaine dernière, il avait rejeté en bloc la liste des Palestiniens choisis par M. Arafat en les identifiant clairement à l'O.L.P. M. Pérès a précisé mardi que la centrale palestinienne avait soumis une liste originale de vingt-deux noms à la

Jordanie, laquelle en a écarté quinze. « La Jordanie pense, a ajouté M. Pérès, que 1985 doit être l'année des progrès dans les négociations de paix. »

Sans hâte

Washington continue d'examiner la liste que lui a remise le gouvernement d'Amman, indique-t-on de source palestinienne à Jérusalem. Il a été convenu dès l'origine, entre les futurs interlocuteurs, que seuls quatre des sept Palestiniens sélectionnés par M. Arafat prendront effectivement part aux « conversations Murphy ». Il s'agit de MM. Siniora, Fayez Abou Rahme, Khaled El Hassan, proche collaborateur de M. Yasser Arafat, et Nabil Chahat.

Selon des informations circulant dans les milieux informés de Jérusalem, il est improbable que la rencontre entre M. Murphy et la délégation jordanienne-palestinienne ait lieu début août, comme certains l'avaient tout d'abord pensé. Le département d'Etat, qui ne semble pas vouloir se hâter dans cette affaire, attendrait qu'on lui suggère une nouvelle liste de candidats.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

DANS LE PORT DE SAÏDA

La marine israélienne coule un cargo libanais

Un navire de guerre israélien, escorté de cinq vedettes, s'est approché à 400 mètres de la côte et a bombardé, le mardi après-midi 23 juillet, pendant une demi-heure, un cargo libanais dans le port de Saïda (chef-lieu du sud du Liban). Le *Rula*, qui venait de Chypre et devait décharger sa cargaison, notamment du ciment, dans le port de Saïda, a été atteint par une quarantaine d'obus et a coulé après avoir pris feu. Les trois autres bateaux amarrés dans le port n'ont pas été touchés. Le capitaine du *Rula* et les onze membres d'équipage ont été repêchés dans les eaux du port. Deux ont été blessés par les obus.

Le bombardement israélien a semé la panique dans la ville, et des voitures équipées de haut-parleurs ont sillonné les rues, appelant les habitants à rejoindre les abris. La « mobilisation générale » a été décrétée par l'Armée populaire de libération (A.P.L.), milice musulmane qui contrôle la ville. Au cours du bombardement, les miliciens ont tiré à la mitrailleuse lourde contre les navires israéliens, qui ont riposté. En fin de matinée, une vedette israélienne s'était approchée à deux reprises à quelques centaines de mètres du port de Saïda et avait dû s'éloigner après un échange de tirs avec les miliciens de l'A.P.L. en position à l'embouchure du fleuve Awali, au nord de la ville.

Les incidents avec des vedettes israéliennes sont devenus presque quotidiens le long de la côte libanaise au sud et jusqu'à Beyrouth. Mais c'est la première fois depuis le retrait des forces israéliennes de

Saïda, le 16 février dernier, qu'un navire de guerre intervenait dans le port.

A Tel-Aviv, un porte-parole militaire a indiqué que des canonniers israéliens qui effectuaient une patrouille de routine au large des côtes libanaises avaient eu des difficultés à distinguer des bâtiments que de la côte, et avaient « riposté ». Le porte-parole a affirmé que le *Rula* était engagé dans des « activités suspectes » non précisées.

Libération de cent détenus du camp d'Atlit

Cent détenus libanais, en grande majorité chiites, ont été libérés mercredi matin de la prison d'Atlit, proche de Haïfa.

Les détenus, qui portaient des vêtements bleus fournis par l'armée israélienne, ont pris la direction du Liban à bord d'autobus. Cette mesure de libération est la deuxième depuis le dénouement de la crise des otages américains du Boeing de la TWA, début juillet.

Le 3 juillet, trois cents prisonniers d'Atlit avaient été relâchés par Israël. Après les nouvelles libérations, le centre de détention d'Atlit abrite encore trois cent trente-cinq Libanais ou Palestiniens capturés par l'armée israélienne lors de ses opérations de « ratissage ». Ils seront libérés le lendemain, remis en liberté en trois étapes à des intervalles de deux semaines. La prochaine opération aurait donc lieu dans environ quinze jours. — (AFP, AP.)

AFRIQUE

République sud-africaine

L'opposition noire lance un appel à une « offensive générale »

(Suite de la première page.)

Pour ce premier enterrement placé sous le signe du régime d'exception, l'évêque Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, s'est vu attribuer le rôle de l'évêque anglican de Canterbury, l'évêque Keith Sutton. L'évêque Tutu a lancé un appel à la discipline, condamnant fermement le lynchage et l'immolation par le feu samedi dernier. D'autre part, il a appelé les femmes à résister à l'oppression de la police. Il a imploré l'assistance de garder son calme et de rejeter la violence. « Si de tels actes se reproduisent, je quitte le

pays avec ma famille », a-t-il ajouté. La foule nombreuse, près de trente mille personnes, l'a écouté. L'immolation terminée, chacun est rentré chez soi tranquillement. Les ergues blindés qui sillonnaient la cité ont laissé les différents cortèges se disperser sans intervenir, et leur présence n'a donné lieu à aucun incident.

Kwathema n'est pas la cité noire la plus déshéritée. Un nouveau quartier y est en cours d'achèvement, et les maisons y sont plutôt coquettes, même si leur prix est prohibitif. Cependant, cette cité ressemble à

toutes les autres. Elle est stérile à bon droit, car la ville blanche en application des règles qui imposent à chacun, en fonction de la couleur de sa peau, de résider dans un endroit précis. Et comme ailleurs de petites maisons basses, constituées de deux pièces et recouvertes d'un toit de tôle, sont alignées de façon rectiligne le long de rues en terre battue qui se transforment en boue à la saison des pluies.

Le confort y est des plus rudimentaires et la place nettement insuffisante pour toute une famille qui compte, en moyenne, de huit à dix membres. Quand ils ne peuvent plus s'entasser dans les deux pièces, les habitants construisent, avec des matériaux de fortune, des appentis qui, très vite, font ressembler les cités à des bidonvilles. Si à Kwathema la majorité des habitants ont l'électricité, ce n'est pas le cas ailleurs. A Duduza, par exemple, située à quelques kilomètres, les habitants s'éclairaient avec des lampes à paraffine. Le système du tout-à-égout n'existe pas, et les points d'eau sont dans la rue, tous les 200 à 300 mètres. Pourtant cette cité est vieille d'à peine vingt ans. « Ce devrait être le terre promise, une sorte de *Canaan* », disent les habitants, qui attendent toujours une poste et des améliorations de leurs conditions de vie, toujours remises au lendemain pour des raisons financières.

Impuissant à satisfaire les revendications, le conseil municipal a démissionné. Un jour de colère les habitants sont allés déverser leurs vœux hygiéniques devant les bureaux de l'administration. L'augmentation générale des loyers à l'automne dernier a mis le feu aux poudres. Dans certaines townships, aucun loyer n'a été versé depuis cette époque, notamment dans la région du triangle du Vaal, au sud de Johannesburg. Les habitants de l'administration ont été mis à sac et incendiés, comme à Kwathema.

Contraints d'habiter à l'écart et de payer des transports qui amputent leur salaire, les Noirs ont dit non. Non aux ghettos, non aux conditions de vie précaires, non à la pénurie d'installations sportives et loirs, non au « parage ». Aujourd'hui, ils refusent le « travail et la loi » des autorités. Mardi, à Kwathema, des tracts reproduisaient les principes de la Charte de la liberté, dont le 30 anniversaire a été fêté le 25 juin dernier. « Le peuple doit gouverner », proclame cette charte, il doit « partager les richesses du pays, être égal devant la loi, avoir accès à l'éducation, à la culture, à la sécurité et au confort ». Le cahier de doléances ne s'arrête pas là, mais le cadre de vie occupe une place importante.

Les Noirs vivent dans des quadrilatères insalubres sur lesquels, en hiver, plane l'horrible fumée des pailles de charbon. La tuberculose fait des ravages. Des bidonvilles, toujours situés près des townships, sont peuplés par les ressortissants des homeland venus s'installer à proximité des villes dans l'espoir de trouver du travail. Leur unique atout est une maison de fortune entourée de tas d'ordures et de détritus qui s'accumulent au coin des rues défoncées. Ils viennent quêter dans les villes un emploi de jardinier ou de bonne, ou un travail dans une entreprise qui les licenciera du jour au lendemain, à la moindre inconvénience. Ils n'ont le droit de devenir propriétaires de leur logement qu'après dix ans passés au service d'un même employeur ou de quinze ans de travail quand ils changent de patron. Ils ne possèdent que 13 % de la superficie totale du pays en vertu de lois édictées il y a un demi-siècle.

Le pouvoir réduit la révolte des Noirs à des « menées communistes » ou aux méfaits de « voyous » et de « bandits ». Mais si l'état d'urgence s'attaque aux symptômes d'une colère, ses causes demeurent. S'y attaque-t-on avant que l'insurrection générale ne balaye tout ?

MICHEL BOLE-RICHARD.

Rafles et perquisitions démantèlent les organisations anti-apartheid

De notre correspondant

Johannesburg. — Quatre cent quatre-vingt-seize personnes ont été arrêtées, selon un dernier bilan, depuis l'instauration de l'état d'urgence, dimanche 21 juillet. Le président bien se décomposait de la façon suivante : trois cent soixante-dix-huit Noirs, quarante-sept blancs, dix-sept indiens et quatre Blancs.

L'appareil dirigeant des certaines organisations anti-apartheid, comme le Congrès indien du Transvaal (TIC) ou des sections locales du Front démocratique uni (UDF), notamment dans la partie orientale de la province du Cap, a été pratiquement démantelé. Des perquisitions ont, d'autre part, été opérées au siège de l'UDF à Johannesburg, ainsi qu'à celui du conseil des Eglises sud-africaines (SACC). Les rafles ont également frappé plusieurs comités de résidents des cités noires dans la province du Transvaal.

Une soixantaine de nouvelles interpellations ont été effectuées mardi dans les townships at, au total, dix Noirs ont été tués lors d'affrontements depuis la proclamation de l'état d'urgence, qui n'a pas mis un terme aux troubles. Des incidents sont signalés un peu partout à travers le pays et plus particulièrement dans les deux régions « chaudes » habituelles, celles de Johannesburg et de Port-Elizabeth. Dans un communiqué diffusé depuis Lusaka (Zambie), le président de l'ANC (Congrès national africain), M. Oliver Tambo, a proclamé « l'offensive générale pour faire de l'apartheid un système impraticable et rendre l'Afrique du Sud impuissable ». Il a demandé à ce que la lutte soit étendue aux zones blanches et a appelé à « faire face à l'ennemi en utilisant des armes de guerre modernes ».

M. B.-R.

MAROC

APPEL A SA MAJESTÉ LE ROI

NOUS SOUSSIGNÉS : AYANT APPRIS qu'au moins 3 des 9 prisonniers politiques de Marrakech qui ont repris une grève de la faim illimitée le 23 juin se trouvent dans le coma depuis une dizaine de jours.

SOMMES PROFONDEMENT INQUIETS pour la vie de ces jeunes détenus qui ont observé plus de 120 jours de jeûne en un an et en l'absence, semble-t-il, de soins médicaux appropriés.

EN APPELONS A SA MAJESTÉ, le Roi du MAROC, afin qu'elle use des prérogatives qui sont les siennes pour sauver la vie des 9 grévistes de la faim.

- Michel BLUM (Président de la Fédération internationale des droits de l'homme)
- Joe NORDMAN (Président de l'Association internationale des juristes démocrates)
- Louis PETTITI (Président du Mouvement international des juristes catholiques)
- Marc BRUNSWILLER (Secrétaire général de la CIMADE)
- Yves JOUFFA (Président de la Ligue française des droits de l'homme).

★ Pour tout contact : Association de défense des droits de l'homme au Maroc (ASDHOM) C/O Maître Gilman, 11 bis, rue du Lunain 75014 Paris.

LES RÉACTIONS INTERNATIONALES

La France veut aller « plus loin que les Dix »

Sur le plan international, la réprobation de la politique sud-africaine est très large. Le Quai d'Orsay fait savoir que la France souhaite « aller encore plus loin » dans son action que la déclaration du Conseil des ministres des affaires étrangères des Dix (*le Monde* du 24 juillet) qui présente « des faiblesses » et des insuffisances. Le Parti socialiste « souhaite que des initiatives immédiates soient prises par le gouvernement » pour sanctionner Pretoria. Le PS demande la réédition d'urgence du comité sur l'Afrique australe de l'Internationale socialiste afin d'envisager des « actions communes ». L'Humanité, de mardi 23 juillet, lance un appel national de signatures contre l'apartheid. L'organe central du Parti communiste

estime que le gouvernement français « ne peut plus s'en tenir à des condamnations verbales ».

Washington maintient pour sa part sa politique dite « d'engagement constructif envers Pretoria ». « Nous pensons », a déclaré mardi le porte-parole du Département d'Etat, que l'influence américaine peut et doit être utile à des changements positifs dans cette région comme ailleurs. Nous continuerons de travailler à ces fins.

A Moscou, la *Pravda* de mardi assure que Washington a « donné carte blanche au régime d'apartheid pour perpétrer ses crimes ». Pour le journal soviétique, c'est cette politique qui a « encouragé » Pretoria à décréter l'état d'urgence.

150 من الأصل

ne israélienne
cargo libanaise

Les assurances fournies par Pékin ont permis la signature de l'accord de coopération nucléaire

Correspondance

tion de centrales nucléaires en Chine portant sur 5 milliards de dollars sur une période de cinq ans.

Le président chinois a signé également un accord culturel – le plus important passé entre les Etats-Unis et un pays communiste – concernant les échanges de professeurs et d'étudiants. On compte environ 14 000 étudiants chinois aux Etats-Unis, en majorité des spécialistes de la recherche scientifique, et seulement 300 Américains en Chine, pour la plupart des universitaires humanistes enseignant l'histoire américaine.

Apparemment, de nouvelles assurances n'ont été données par les Chinois. Le sénateur Cranston lui-même a déclaré, la semaine passée, que les experts chinois n'étaient plus au Pakistan et que la Chine avait accepté que les Etats-Unis exercent un droit de veto sur la revente de technologies nucléaires à des pays tiers. En outre, la Chine a signé depuis des accords avec le Brésil et le Japon en s'engageant à appliquer les garanties spécifiées par la Commission internationale de l'énergie atomique, plus sévères encore que celles envisagées dans l'accord avec les Etats-Unis.

Néanmoins, il faut s'attendre à un débat animé au Congrès. Il discutera, à partir de jeudi, de l'accord qui entrera automatiquement en vigueur à l'issue d'une période de quatre-vingt-dix jours, à moins bien entendu qu'il ne soit rejeté par les deux Chambres. L'administration aura à expliquer pourquoi un accord jugé insuffisant il y a un an, est considéré aujourd'hui comme satisfaisant. Il semble que le texte sera approuvé, à la grande satisfaction des sociétés américaines, qui espèrent bien empienser leurs absences de commandes aux Etats-Unis par des contrats de construc-

Ce réalisme a déterminé le gouvernement américain à accepter un accord nucléaire qui, dans sa lettre, ne contient pas les garanties demandées antérieurement par Washington pour éviter la prolifération nucléaire. Le texte — non encore publié — serait fondamentalement le même que celui dont M. Reagan avait pris l'initiative au cours de sa

EN RENCONTRANT LEUR DIRIGEANT MODÉRÉ

De notre correspondant

des attentats aveugles : bombes dans les transports publics de New-Delhi en mai dernier et, jusqu'à preuve du contraire, explosion en vol du 747 d'Air India, le mois suivant. Les Indiens attribuent aujourd'hui au terrorisme la perte de l'appareil.

Dans les rangs de l'Akali Dal, l'épreuve de force entre « enlambes » et « faucons » sikhs a tourné à l'avantage des partisans d'une solution négociée. La position de Sant Longowal reste cependant délicate. Pris entre les extrémistes et les tenants d'un retour au calme, il marche sur une corde raide et doit arracher au gouvernement des concessions pouvant satisfaire les espérances et l'honneur sikh. Son échec profiterait à la fraction dure.

Bien que membres du gouvernement et hauts responsables de l'Akali Dal se soient rencontrés naguère à plusieurs reprises jusqu'au début 1983, c'est la première fois depuis avril 1982 que le chef du gouvernement accepte de recevoir en personne un dirigeant sikh. La veille, le gouvernement fédéral avait annoncé la suppression des tribunaux spéciaux mis en place au Pendjab pour juger « les crimes terroristes », accordant ainsi à une des conditions posées par l'Akali Dal pour la reprise des négociations.

Ménager les hindous

Le gouvernement indien a, pour sa part, lâché du lest au cours des derniers mois, répondant, dans une large mesure, aux conditions avancées par San Longowal pour la reprise du dialogue. Mais M. Gandhi doit ménager la sensibilité de la communauté boudhiste du Pendjab et de l'Haryana, hostile à toute solution qui ne tiendrait pas compte de ses intérêts. Plusieurs militants sikhs ont pu quitter les geôles indiennes, et le gouvernement a accepté le principe d'une commission d'enquête sur les émeutes antihindes de New-Delhi qui ont suivi l'assassinat de M. Gandhi.

Lorsque l'agitation sikh avait été lancée, à l'automne 1981, l'Akali Dal présentait un front plus ou moins uni. Cette cohésion avait mal résisté aux manœuvres d'Indira Gandhi, qui parvint à jeter le trouble au sein du mouvement sikh. Ainsi vit-on apparaître le jeune extrémiste Sant Jarnail Singh Bhindranwale, qui devait périr avec presque tout son état-major clandestin lors de la prise du Temple d'or.

Fermiers et commerçants sikhs se retrouvaient sans organisation stable ; de nombreux militants, dont une large part de jeunes, se sentaient acculés à l'action extrémiste. Aux coups de main contre des fonctionnaires du gouvernement, aux agressions contre des dignitaires de la communauté hindoue succédèrent

Un point épineux subsiste cependant : le problème des quelque cinq mille déserteurs des régiments sikhs qui se sont rebellés au lendemain de l'opération militaire contre le Temple d'or. L'Alkali Dal exige une amnistie n'écartant que les meneurs, mais le gouvernement refuse de s'ingérer dans la justice militaire. La cour martiale a récemment chassé de l'armée de nombreux mutins et en a condamné des centaines d'autres à de lourdes peines de prison.

Sur les questions de fond, la situation est plus complexe encore. La plupart des revendications sikhs (partage des eaux des rivières du Pendjab, retour à Pendjab de la Péninsule de Goudiarh, actuellement capitale régionale de deux Etats) ne sont satisfaites, soit dans leur intégralité, soit en partie. Mais les dirigeants sikhs estiment que les membres de leur communauté sont encore traités comme des *citizens de seconde catégorie* - en Inde. La rencontre de mardi n'en fait pas moins renaitre l'espoir d'un règlement pacifique de la crise.

(Inserim.)

**LE GROUPE DE CONTADORA
PRÉSENTE UN PLAN
EN SIX POINTS**

Panama (AFP). — Les ministres des affaires étrangères des quatre pays formant le groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela et Panama) ont présenté le lundi 22 juillet, à l'issue de leurs travaux un plan d'action en six points destiné à accélérer les négociations pour la signature d'un « Acte de paix et de coopération pour l'Amérique centrale ». Les ministres ont annoncé qu'ils se rendront prochainement dans les cinq pays de l'isthme afin de défendre leur projet.

Parmi les six points de ce plan d'urgence, notamment la décision du groupe de prendre un certain nombre d'initiatives, à la réunion prévue en novembre prochain à Luxembourg, entre les ministres des Affaires étrangères des pays d'Amérique centrale et ceux de la CEE. En septembre un rapport détaillé serait présenté au secrétaire général de l'ONU et l'examen de la situation en Amérique centrale serait inscrit à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale de l'organisation.

Le groupe de Contadora a lancé un appel à la reprise des conversations entre Washington et Managua le 17 juillet 1984 et le 18 août, le ministre de Manzanillo et rompues le 18 janvier dernier par les Etats-Unis. Il demande aux gouvernements costariens et nicaraguayens d'engager dès le début d'août des négociations à propos de l'incident frontalier survenu en mai dernier et au cours duquel deux gardes costariens ont été tués. Il demande enfin que « cessent la course aux armements, les manœuvres d'intimidation, la présence de militaires étrangers et le soutien à des éléments armés irréguliers ».

Enfin, au cours du « tour d'horizon international », M. Reagan aurait exprimé son espoir de voir progresser les négociations nucléaires avec la nouvelle direction soviétique. Dans son allocution, le président, dans une référence indirecte à l'Union soviétique, avait déclaré : « Par notre opposition commune à l'agression, non seulement nous augmentons notre sécurité mutuelle, mais nous servons la cause de la paix mondiale. » Il se semble que les Américains aient interrogé le président tchinois sur les petits signes de détente apparus récemment entre Pékin et Moscou.

HENRI PIERRE.

La direction de l'Institut du monde arabe

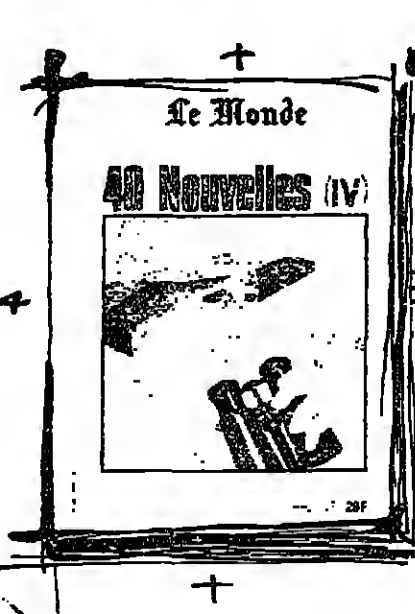
Le vote par lequel j'ai été - minorité - par le conseil d'administration de l'Institut est intervenu sur une résolution présentée sur les instructions du gouvernement français.

deux n'ont pas pris part au vote — dont moi. — six ont voté blâme et trois pour l'adoption du texte demandant mon départ.

Les administrateurs arabes — au nombre de cinq — avaient déclaré, avant le vote, que, s'agissant d'une affaire franco-française, ils ne prendraient pas parti.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

40 Nouvelles



Des nouvelles de Frédéric Pottecher,
Chester Himes, Henrich Böll,
Jean-Louis Terrade, Frédéric Vitoux.

Des écrivains français.
des écrivains du monde entier : russe,
colombien, italien, mexicain, espagnol,
cubain, polonais, égyptien...

Une idée vacances du Monde.

Chez votre marchand de journaux 29 F
ou par correspondance.

Le Monde

BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE BON DE COMMANDE

nom _____ prénom _____

adresse _____

code postal _____ localité _____

nombre d'exemplaires _____ x 34 F (frais d'expédition inclus) = _____ F.

**COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09**

40 NOUVELLES

La logique du consensus

(Suite de la première page.)

Cette mutation ne manque pas déjà de frapper d'humanité tout ce qui, dans les débats politiques, n'est pas fondé en raison et enraciné dans le bon sens. Tout ce qui est excessif est perçu comme faux, sous peine de ne plus être efficace sur l'opinion, la critique et la proposition ne pourront plus désormais s'exercer que dans les strictes limites du raisonnable et du démontable. Or il s'agit bien là des fondements de tout consensus, surtout dans le domaine de la politique étrangère.

Dans les tréfonds de l'opinion se construisent les bases d'un consensus. Le récent débat de politique étrangère a commencé à en exprimer la traduction parlementaire : le débat sur la politique scientifique a été l'occasion d'en tracer le prolongement. Qui ne souscrit, en effet, à l'idée exprimée à cette occasion, selon laquelle il existe « trois grands domaines où l'accord national devrait dominer les divisions partisanes » : la politique démographique, la sécurité extérieure et intérieure, la science et la recherche.

Mais, la traduction parlementaire du consensus naissant est encore insuffisante : à bien des égards, je crains que les débats majoritaires opposés ne revêtent, aux yeux des Français, une allure assez irréaliste. Prenons garde que nos débats, à force d'être passionnés, ne soient perçus comme des polémiques stériles, dont les Français sont visiblement las.

Car les Français sentent que le temps presse et qu'il appartient aux hommes et aux femmes qui ont choisi de les représenter et de les servir, de travailler ensemble, avec sérieux, application, objectivité et compétence, à examiner et à relever les défis d'aujourd'hui et de demain. Ils prennent conscience que la politique étrangère ne se réduit pas à une querelle électorale d'experts distingués ni ne se confond plus avec des débats idéologiques dépassés. Ils comprennent qu'elle n'est rien autre que l'expression, sur la scène mondiale, d'un vouloir-vivre collectif, rien autre que la manifestation d'une volonté et d'une ambition que tous ensemble nous formons pour nous-mêmes et notre pays.

Cette ambition, ce grand projet que, sous peine d'échec, nous devons nous donner de réaliser, quel est-il pour pouvoir recueillir l'assentiment actif de l'immense majorité de nos concitoyens et de la plus grande partie de la classe politique ? Je crois qu'il est assez proche de celui que met en œuvre le gouvernement, sous l'autorité du président de la République.

Que recherchons-nous, en réalité ? Garantir la sécurité physique du pays ; assurer le rayonnement et l'indépendance de la France ; maintenir la fidélité au message de la République.

Garantir la sécurité du pays : mission première de tout gouvernement, l'ensemble des forces politiques souscrivent à cet objectif ; il existe un réel assentiment sur les modalités susceptibles d'y conduire. Personne, de la gauche à la droite, ne remet en cause la force de frappe.

Trois pôles

Notre politique de sécurité s'ordonne autour de trois pôles : maintenir la continuité, la dimension et l'orientation stratégique de notre effort de défense ; rester l'allié fidèle, mais exigeant, de nos alliés ; entretenir avec les autres, et en particulier l'Union soviétique, des relations dont l'équilibre concilie l'ouverture au dialogue, le respect mutuel et l'indispensable fermeté.

Je sais bien que l'on a pu critiquer, et que d'ailleurs l'on critique encore, l'accent mis à tel ou tel moment sur tel aspect, ou tel détail, d'un tout qui se veut cohérent. Mais il s'agit, presque toujours, d'un débat légitime que nos mœurs politiques, à cet égard anachroniques, ont tendance à amplifier : nous devrions nous rendre compte, au contraire, que ce que l'opinion attend de nous, c'est de discuter calmement et lucidement des avantages et des inconvénients, au regard de l'intérêt général, de telle ou telle disposition, et non de nous inventer, pris au piège de nos partis pris, l'assurance d'indépendance et du rayonnement de la France, c'est-à-dire, en réalité, nourrir pour elle une double ambition.

L'ambition, d'abord, de continuer d'exercer une influence dans le monde. Il est clair pour tous, à cet égard, que, outre son statut propre, l'ambition que la France forme pour elle-même est inséparable de l'ambition qu'elle conçoit pour l'Europe, multiplicateur obligé de l'influence de notre pays et dénominateur de la communauté de destin que nous entretenons avec nos voisins. Contribuer à la construction de l'Europe, redonner élan et espoir à l'Union des Européens, telle est la volonté du président de la République et du gouvernement.

Qui peut en contester la sincérité ? Qui peut nier les efforts consentis et le travail déployé par le président, le gouvernement, les fonctionnaires, en particulier durant le

temps de la présidence française ? Qui peut ne pas souhaiter la réussite de tous ces efforts et de toutes ces initiatives ? Qu'il me soit permis de rappeler l'attitude d'un ancien premier ministre, qui, l'an dernier, à l'issue du sommet de Fontainebleau, avait reconnu la valeur de la présidence française et les résultats qu'elle avait obtenus (2).

L'ambition, ensuite, de faire, ou de refaire de la France, en conjugaison avec ses partenaires européens, un foyer de rayonnement intellectuel et d'excellence scientifique et technique. Tout le monde se rend compte que le rétablissement des grands équilibres économiques passe par l'accroissement de notre compétitivité. Or il n'existe pas de compétitivité industrielle sans compétitivité et sans créativité intellectuelles. Donner à la France les moyens et les structures propres à lui permettre de tenir son rang dans la course planétaire à l'acquisition des connaissances scientifiques, à la maîtrise des techniques du futur, telle est notre ambition. Qui ne s'y rallierait ? Qui ne la ferait sienne ?

L'urgence et l'importance des enjeux méritent que l'on défende les divisions partisanes. M. Barre l'a bien compris qui a souscrit au principe du programme Eureka lancé par le président de la République et visant à donner à l'Europe la maîtrise autonome des technologies de l'avenir (3).

Francophonie

Mais l'ouvrir aux vents du large, se mettre à l'écoute du futur ne signifie pas rompre avec notre identité. Préserver cette identité culturelle et fortifier le cercle de nos solidarités, tel est aussi notre projet et telle est la raison de notre attachement à la francophonie, et notre souci de son renouveau. J'ai constaté que, sur ce thème, également, le consensus n'est pas un vain mot. Les débats l'ont prouvé.

Fidélité, enfin, au message de la République. Message lui-même double, car vecteur à la fois de dignité et de liberté. Point d'équilibre entre l'affirmation de nos principes et la défense de nos intérêts, notre politi-

que étrangère ne compromet jamais la dignité de la France lorsqu'elle s'exprime par la voix de son président ou de ses représentants officiels : la République n'a qu'une seule parole. Elle dit la même chose aux Israéliens et aux Palestiniens, aux Iraniens et aux Irakiens, aux Soviétiques et aux Américains. Elle ne pratique pas le double langage. Elle a le courage de ses opinions. Qui ne le souhaiterait ? Qui, parmi les Français, n'en serait pas fier ? M. Peyrefitte - peu tendre d'ordinaire - a rendu hommage, lors du débat de politique étrangère, aux « fiers attitudes du président de la République à Concorde, à Washington, à Beyrouth, au Kremlin, devant la Knesset, devant le Bundestag », qui ne souscriraient à ce jugement ?

Mais fille de la révolution, bérêtère de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, la République est à l'avant-garde du combat pour les libertés et les droits de l'homme. Dans ce combat, il y a les initiatives spectaculaires - ce qui est ostensible, nos critiques disent ostentatoire - et l'action quotidienne de nos diplomates - ce qui, par souci d'efficacité, doit rester discret. Mais qui, dans son for intérieur, oserait mettre en doute et, à plus forte raison, en cause notre engagement pour la défense des droits de l'homme ?

La France entend, en effet, lancer aux peuples du monde, et en particulier aux plus déshérités, un message d'espoir. Elle a voulu être et elle est demeurée la pionnière des efforts entrepris pour introduire un peu de justice, un peu de solidarité, un peu d'humanité dans les rapports entre le Nord et le Sud. Dans ce domaine comme dans d'autres, la politique menée à l'initiative du président Mitterrand s'inscrit dans la continuité d'un sillon tracé depuis longtemps.

La recherche d'un nouvel ordre économique international, qui substituerait rationalité et justice au désordre et à l'inégalité, participe d'une volonté ancienne des présidents successifs de la Ve République. Cette politique correspond à l'évidence morale que les nations nées, et en particulier les démocraties occidentales, ne peuvent,

sous peine de perdre toute légitimité, condamner, par indifférence et égoïsme, l'autre moitié de la planète à sombrer dans la pauvreté et la famine : elle relève également du constat que la création d'une relance économique durable dans les pays du Nord passe par l'organisation de marchés solvables dans les pays du Sud, qu'en d'autres termes l'aide et la coopération répondent non seulement à l'obligation morale, mais aussi à l'intérêt bien compris bref que le dessin de l'humanité est indivisible.

Qui, parmi nos compatriotes, se refuserait à partager cette conviction et à concourir, envers le tiers-monde, à une action commune à la fois généreuse et réaliste ?

Il est des sujets trop graves ou trop douloureux pour en tirer des effets avantageux. Personne d'ailleurs ne cherche sérieusement à le faire. En réalité, sur de nombreux problèmes, où la suture et la signature de la France sont engagées, le gouvernement et l'opposition ont pu commencer à travailler ensemble, à mener des actions communes : l'affaire des archives d'Algérie constituée, à cet égard, un exemple à méditer ; notre politique au Liban, et plus généralement au Proche-Orient, en est un autre.

Ne doute pas que se manifeste bientôt au grand jour le large assentiment, encore trop latent et discret, que le pays attend de ses vœux. Je ne doute pas non plus que nous ne débattions, les uns et les autres, de telle modalité, de tel accent, de telle inflexion. Mais je suis sûr que l'ensemble de la tâche et la hauteur des ambitions auront raison des habitudes ou des réticences partisanes. Sur l'essentiel, le consensus qui se forme finira par se dégager pour exprimer à la face du monde l'unité de la nation.

ROLAND DUMAS.

- (1) M. Debré, séance de l'Assemblée nationale, 27 juin 1985.
- (2) M. Raymond Barre : « En ce sens, la présidence française de la Communauté a été un succès. » Cf. *Le Monde* daté 8-9 juillet 1984.
- (3) *Faits et arguments* n° 27, 15 mai-15 juin 1985.

L'AFFAIRE MANOUCHIAN

M. Charles Tillon répond

Mardi 23 juillet, peu après 23 h 20, les télespectateurs d'Antenne 2 ont pu entendre la présentation de la soirée lire un texte précédé de la mention « droit de réponse ».

Le texte diffusé était celui de M. Charles Tillon. Chef des FTP (Francs-tireurs et partisans) et ancien membre du PCF, M. Tillon avait été désigné, au cours du débat sur la chaîne, le 2 juillet dernier après la diffusion du film *Des terroristes*, à la retraite, comme le responsable de la suppression d'une phrase dans la lettre-testament de Manouchian à la veille de son exécution, publiée en 1946 dans un livre intitulé *Lettres de fusillés*. Cette phrase laissait entendre que le groupe Manouchian a été « donné » : « Je pardonne à tous ceux qui m'ont fait du mal ou qui ont voulu me faire du mal, sauf à celui qui nous a trahis pour racheter sa peau et à ceux qui nous ont vendus ».

Au cours du débat des « Dossiers de l'écran », M. Henri Amoureux, approuvé par l'historien communiste M. Roger Bourderon, avait affirmé que les éditions France d'abord, qui avaient publié *Lettres de fusillés*, étaient dirigées par M. Tillon au moment de la « censure » évoquée. M. Tillon devenait ainsi le responsable de la suppression de la phrase de Manouchian. C'est de cette allégation que M. Tillon a voulu faire justice en demandant la lecture de son texte sur Antenne 2.

L'ancien chef des FTP, exclu en 1970 du Parti communiste dont il s'était éloigné en 1952, a déclaré qu'il a bien fondé le journal FTP

France d'abord en septembre 1941 et qu'il l'a rédigé jusqu'à la Libération. Mais, en septembre 1944, le journal - *J'ai remis par le PC aux mains du président du Front national*, Pierre Villon (...). Le contrôle, aussi bien politique que financier de la société des éditions France d'abord, lui assuré par Jean Jérôme, le directeur en titre de l'hebdomadaire était, depuis 1945, le dévoué Roger Roucaute ; le rédacteur en chef, en 1946, Yves Moreau. Voilà M. Amoureux, les éditeurs connus des Lettres de fusillés.

Sur l'affaire Manouchian elle-même, M. Tillon estime que l'accuser d'avoir trahi Manouchian est une ignominie. Il ne se contente pas de se disculper. A son tour, il accuse. Les FTP de la MOI (main-d'œuvre immigrée) étaient soumis, dit-il, « au strict contrôle politique d'une organisation communiste internationale du Komintern qui, elle, ne fut jamais dissoute ». Selon lui, « seul le kommuniste Jacques Duclos - connaissait les secrets et les rouages » de cette organisation. Et M. Tillon soutient que si la sécurité des militants de la MOI n'avait dépendu que des chefs FTP, le groupe Manouchian « eût pu être sauvé » en novembre 1943. Il a été « sacrifié ». « Comme dans l'armée rouge de Staline ».

M. Tillon est très clair dans sa conclusion : le Parti communiste français, « parti des fusillés », remis aux mains de M. Marchais, *tourneur en Allemagne sous l'Occupation nazie*, ce parti, aujourd'hui, « a peur de l'histoire ».

M. Fabius réunit les préfets. Les préfets, commissaires de la République des régions et départements de la métropole ont été réunis, mardi après-midi 23 juillet, au ministère de l'Intérieur, pour entendre une communication du premier ministre, M. Laurent Fabius, qui était accompagné du ministre du travail, de l'emploi et de la formation pro-

fessionnelle, M. Michel Delebarre, leur a donné une série de directives relatives à la lutte contre le chômage, aux travaux d'utilité collective (TUC) et à la formation des jeunes. Cette séance de travail, qui a duré près de deux heures, n'a fait l'objet d'aucun commentaire officiel.

LE CARNET DU Monde

Décès

Le Seigneur a accueilli dans Sa Paix et réuni à son épouse le 22 juillet 1985,

Michel FARÉ

membre de l'Institut de France,

officier de la Légion d'honneur, croix de guerre, officier des Arts et des lettres, chevalier de l'Ordre de Saint-Olav (Norvège),

de l'Ordre du Lion de Finlande, commandeur de l'Ordre militaire du Christ (Portugal),

docteur ès lettres.

Entouré par l'affection et l'admiration des siens, il nous précède, dans sa confiance en la Vie éternelle et silencieuse.

M. et M^{me} Ralph Thompson et leurs enfants Matthew et Laura, M. et M^{me} Fabrice Faré et leurs enfants Maximilien et Aurélien, M. et M^{me} Bernard Houzé et leurs enfants,

M^{me} Claude Faré et ses enfants, Et toute la famille.

Le service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy (10, rue de l'Annonciation, Paris-16^e), le vendredi 26 juillet à 10 h 30.

Et l'inhumation, au cimetière du Père-Lachaise à l'issue de la cérémonie.

28, avenue de Lamballe, 75016 Paris, 20, rue Royale, 75008 Paris, 4320, N.E. 44th Seattle (Wash. 98105) USA.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

M. Albert Lewin, M. et M^{me} Guy Mengesaux et leur fille, Fanny Lewin, Michel Farruch et leur fille, Et toute la famille.

ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère et grand-mère,

Bella LEWIN

combattante volontaire de la Résistance survenue le 20 juillet 1985 dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques auront lieu le 26 juillet au cimetière parisien de Bagneux.

On se réunira à 10 h 45 à l'entrée principale.

11 bis, rue Jean-Lecaille, 75017 Paris.

M. Joseph Nicolet, M^{me} Chantal Nicolet, M. et M^{me} Marc Nicolet-Nassallah et leur fille Myriam, Sœur Marie Nicolet,

ont le profond chagrin de faire part du décès de

M^{me} Gisèle NICOLET-LECHAIRE

leur très chère épouse, mère, belle-mère, grand-mère et belle-sœur, survenue subitement le 16 juillet 1985.

L'inhumation a eu lieu à Amsterdam le 22 juillet 1985.

L'urne funéraire sera inhumée au cimetière de la Tour-de-Peilz (Suisse), le vendredi 26 juillet 1985 à 16 heures.

Domicile : route de Beaumont 1, 1700 Fribourg.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. Tobie Salomon, M. et M^{me} Jean Salomon et leurs enfants, M^{me} Léon Weil et ses enfants et petits-enfants, M. Marcel Salzer et ses enfants et petits-enfants, M. Jules Weil-Salzer et M^{me} Jules Weil et leurs enfants et petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Andrée SALOMON

survenue le 23 juillet 1985 à Jérusalem.

Jérusalem, Fontenay-le-Fleury, Paris, Strasbourg.

Le conseil d'administration de l'OSE - œuvre de secours aux enfants - et ses amis, ont la peine d'annoncer le décès survenu le 23 juillet 1985, à Jérusalem, de leur amie

Andrée SALOMON

qui, sous l'Occupation, s'est dévouée sans limites pour le sauvetage des enfants juifs menacés de déportation.

M. Yabé Simon Troubas, M. et M^{me} Jean-Baptiste Troubas, ses enfants, Jean-Marc et Claudette, Françoise et Michèle, Jean-Christophe, Philippe, ses petits-enfants, Aurélie, son arrière-petite-fille, M^{me} Yvonne Capitain, sa belle-sœur, M^{me} Joëlle Chéza,

ont la tristesse de faire part du décès à quatre-vingt-sept ans, survenu à Venise le 20 juillet 1985, de

M. Louis TROTABAS

doyen honoraire de la faculté de droit de Nice, correspondant de l'Institut.

Ses obsèques ont eu lieu en la cathédrale de Venise le 23 juillet 1985 dans l'intimité familiale.

Il a rejoint les siens, et en particulier son épouse Madeleine.

Une messe à sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Nice.

11, avenue Marcelin-Mauriel, 06140 Venise.

M. Ohan Tuhdarian dit « Jean Vedoume », son mari, MM. Raphaël et Thierry Tuhdarian, ses cofrères, Et toute sa famille,

ont la grande tristesse de vous faire part du décès de

M^{me} Nelly TUHDARIAN

survenue à Paris le 20 juillet 1985 à l'âge de cinquante ans.

Les obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 26 juillet 1985 à 8 h 30 en l'église arménienne (13, rue Jean-Goujon, Paris-8^e), suivies de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière de Montmartre.

Ni fleurs, ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Des dons peuvent être adressés au G.E.R.C., service du professeur Lucien Israël, centre hospitalier universitaire d'Avicenne, 93000 Bobigny, ou à l'école arménienne Saint-Mesrob, 4, avenue Komitas, 94140 Allortville.

Communications diverses

Notre confrère Jean-Claude Courdy, rédacteur en chef à FR 3, ancien correspondant du Monde dans l'Est algérien, vient d'être reçu docteur en science politique après la soutenance d'une thèse intitulée : « Contribution à la définition d'une géopolitique de l'espace pacifique », à l'université Paris-Sud.

LES HOMMES DE LA LOIRE

H. Dussourd - B. et C. Desjeux

De la source à l'embouchure, une histoire riche et passionnante

26 x 28 cm - 204 p. - 250 fr. - 220F

Berger-Levrault

UN GRAND NOM DE FRANCE

10 000 NAISSANCES EN PLUS?

IL EN FAUDRAIT 100 000!

La situation démographique de la France a été au centre du Conseil des ministres du 17 juillet. A cette occasion, Mme Georgina Dufoux, ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale, s'est félicitée des 11 000 naissances supplémentaires enregistrées en 1984 (760 000 naissances) par rapport à 1983. Le ministre a également annoncé une nouvelle hausse d'environ 10 000 naissances en 1985.

S'il faut se réjouir de ce léger redressement, on ne peut oublier que les 770 000 naissances attendues resteront très en deçà du seuil de remplacement des générations. Pour la onzième année consécutive, la France enregistrera un déficit d'environ 100 000 naissances. On ne peut oublier non plus la brutale rupture de 1983 : 749 000 naissances contre 797 000 en 1982. Nous serons loin, en 1985, de retrouver seulement le niveau de 1981 avec ses 805 000 naissances.

Mme Dufoux a par ailleurs rappelé les récentes mesures concernant les familles : allocation au jeune enfant et congé parental rémunéré pour une troisième naissance.

Ces mesures seraient-elles à l'origine du léger redressement de notre natalité, cela suffirait à démontrer leur insuffisance. Ce n'est pas de 10 000 naissances supplémentaires dont la France a besoin, mais de 100 000. Et personne n'ignore plus que, s'il faut en effet soutenir les couples dès l'arrivée de leur premier enfant, c'est surtout pour les naissances de rang 3 et plus qu'un effort prioritaire doit être consenti. Un souci de justice sociale justifierait à lui seul cet effort. A plus forte raison s'impose-t-il quand il s'agit de l'équilibre démographique du pays. Equilibre qui conditionne tous les autres.

Voilà pourquoi l'Alliance Nationale - Population et Avenir (1) ne peut que regretter un bilan démographique aussi médiocre. Les femmes doivent tout à la fois pouvoir penser à leur avenir professionnel et à leur famille. Des mesures sont nécessaires pour y parvenir.

(1) Alliance Nationale - Population et Avenir, 35, rue Marbeuf, Paris 8^e - Tél. : 225-18-81.

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

Kantor, le peintre

LE METTEUR EN SCÈNE EXPOSE A AVIGNON

TADEUSZ KANTOR, dont le spectacle fait salle comble chaque soir, expose, d'autre part, une trentaine de ses œuvres peintes et des dessins dans la salle de théologie du palais des Papes. Très belle salle, presque carrée ; les nervures qui soutiennent les voûtes retombent sur une colonne centrale directement sans chapiteau, si bien que tous ces arcs de pierre s'élancent librement du tronc comme les palmiers d'un palmier. Dans cette salle, un frère prêcheur recruté par le pape, appelé « magister du sacré palais », donnait des lectures de textes saints et des leçons de théologie ; ces séances étaient publiques. Aussi, par prudence, les portes d'accès vers l'intérieur du palais étaient situées non au niveau du sol mais à plusieurs mètres de haut, dans les murs, et l'on y accédait par des échelles mobiles de fer, qui étaient relevées d'un coup si l'un des auditeurs libres présentait une mine inquiétante.

L'Eglise catholique, qui tient un si grand rôle dans le théâtre de Kantor (et des spectateurs, d'origine polonaise, nous ont dit, ces jours-ci à Avignon, que dans nombre de diocèses en Pologne les prêtres continuent d'assumer une action déterminante sur les pensées et la conduite des gens), l'Eglise catholique, donc, est absente, directement du

moins, des peintures du metteur en scène.

Kantor est un vrai peintre (d'ailleurs il peignait avant de faire du théâtre). Il expose d'assez grandes toiles cadrées en hauteur. Le fond est presque toujours clair, d'un gris de cendre fraîche. Sur ce gris apparaissent des figures très nettes en traits noirs violents, d'un style un peu d'affichiste. C'est une peinture d'action, de témoignage. Ces toiles, dont l'expressionnisme est pourtant modéré, « crient ». Et la douleur du cri est ici ou là comme adoucie, consolée, par des touches non figuratives, des couleurs un peu pâles, rose, jaune, mauve...

Il y a une série de peintures titrées par Kantor *les Enfants*. Ils sont en classe, leurs pupitres sont indiqués par quelques traits inscrites. Ils sont à demi-nus, aucun d'eux ne « travaille » ; ils ont des poses plutôt d'acrobates, suspendus ou repoussés, on bien ce sont des

Traits violents sur fond clair,
adoucés par des touches non figuratives.
Le Polonais Tadeusz Kantor montre ses œuvres récentes
à Avignon, pendant le Festival.
Il ne peint pas comme il met en scène.

opérés ou des blessés. Ils n'ont pas du tout des visages livides, des visages sans vie, comme dans le théâtre de Kantor : ils ont les yeux bien ouverts, mais l'étrangeté de l'image tient à ce que ces enfants, saisis dans des poses de démence ou de tragédie, ont des visages d'un calme absolu, comme s'ils étaient entièrement insensibles aux manipula-

tions affreuses qu'ils subissent, qu'ils acceptent. Ce pourrait être le cauchemar réinventé, climatisé, des enfants d'Hérode, juste avant le massacre.

Une autre série, appelée « *Les portraits-embolles* », montre des personnages carrément antipathiques, aux visages obtus et mauvais. Visages monstrueux, irréalistes, imaginaires : les vices seuls sont représentés et n'ont pas les traits du visage. Les corps, dans des attitudes de crise nerveuse ou d'autorité honte, sont moins détaillés encore.

Kantor a peint juste des « intentions de signes », mais chez chacun de ces personnages de Guignol, de cauchemar, un fragment de membre, un tibia, un avant-bras se détache crûment ; c'est un morceau de bois, un bout de vieille caisse, ébréchée, sale, non pas peint mais cloué tel quel sur la toile. Peut-être un éclat de planche de cercueil. On pense à des « prothèses mentales » qui seraient

posées sur des articulations de conscience de dirigeants fous, malades.

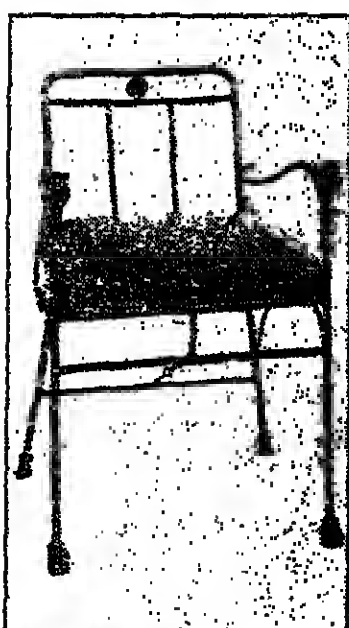
Mais, comme dans la série des *Enfants*, la violence n'est pas là au premier degré ; la force du témoignage repose sur une froideur, un calme.

Un grand dessin très curieux, très beau, à l'encre de Chine sur fond blanc, a pour titre « *les Voyageurs et leurs bogues* ». Ils sont nombreux sur la feuille. Ils viennent vers nous. Ou bien ils fuient quelque chose ; c'est l'exode. Ou bien ils sont en route pour se battre. Ils portent des malles sur l'épaule, de gros sacs à bout de bras. Mais cet homme maigre et âgé porte un grand enfant dans son dos. Un autre brandit son gros instrument de fanfare ; un autre fait voler en l'air ses cuillers et ses fourchettes tout en marchant ; c'est un jongleur. Le plus tragique peut-être, le plus résolu, ne porte rien, avance les mains dans les poches ; c'est toute une ville, tout un pays, dans ses métiers et ses façons, et ses rêves, qui est embrassé là, en route, d'un regard sûr, avec un cœur immense.

Les peintures de Tadeusz Kantor sont belles et attachantes, et le théâtre si singulier de ce grand artiste prend, après la vision de ces tableaux, un air plus convaincant, plus recueilli.

MICHEL CURNOT.

Ces enfants
et ces voyageurs
qui viennent
vers nous
de Pologne



Diego Giacometti

LE Fonds régional d'art contemporain (FRAC) d'Ile-de-France étale son premier tableau de chasse. Les œuvres que six experts ont fait acquérir par le conseil d'administration ne recouvrent certes pas toute l'effervescence créatrice actuelle. On aurait beau jeu de déplorer l'absence de plus d'un nom - il en est ici une soixantaine - si l'on oublie qu'il s'agit aussi de rendre justice à des artistes moins ou mal connus et que le but de l'opération était de jeter une « passerelle entre le public et l'art d'aujourd'hui ». Cette collection s'en charge, et s'en chargera au gré d'une carrière itinérante : réunie hors de tout souci de mode ou d'esprit de chapelle, elle reflète, en dépit de ses manques, la pluralité des goûts, qui ne sont pas forcément tous les nôtres. N'importe. Malgré quelques choix contestables, le bilan nous paraît largement positif.

Autre motif de satisfaction, on a fait appel à cinq artistes disparus. La mort n'est pas une excuse, disait Jules Vallès. Elle n'est pas davantage un handicap. Bienvenue donc au grand Geer Van Velde, à ses formes aux tons assourdis, strictement ordonnées dans un espace à la fois mesuré et sans limites. Et aussi à Mar-

cousis et son cubisme assagi, à Henri Nouveau (Henrik Neugeboren) qui, au Bauhaus, reçut l'enseignement de Klee et de Kandinsky. Ils méritaient cette reconnaissance, comme Boris et André Beaudin, les mal-aimés.

On voit déjà se dessiner, dans les options du FRAC, une certaine dilection pour la spiritualité jointe à la rigueur. Les verticales de Genevieve Assé rayent le verre des apparences, se diluent dans la lumière structurée de *Sénèque*. La *Méditation au carré blanc* de Vera Pagava plane dans une atmosphère pacifiée, Pagava dont on a choisi, en outre, deux huiles plus figuratives - car la plupart des élus sont représentés par plusieurs œuvres. En vérité, les tenants de la pureté géométrique, voire de l'extrême dépouillement, sont bien servis : James Guitet, Luc Peire, Mazas, Marc Devade, Martin Barré, Aurélie Nemours et ses quarante variations. On trouve en regard chez Olivier Debré la « couleur d'une émotion », chez Christian Jaccard une somptueuse toile calcinée, chez Gérard Schneider le lyrisme éternellement jeune de deux grandes compositions.

Le FRAC d'Ile-de-France et sa déléguée générale Edda Maillet n'ont pourtant rejeté nulle for-

mule, nulle forme d'expression. La savoureuse *Femme aux poires* d'André François a conservé l'humour de son auteur revenu à la peinture. On a, d'autre part, fait la part belle au dessin, en pleine renaissance, avec Luis Marsans, Raymond Mason, Masurovsky, Dominique Schmit, Voss. Fred Deux, quant à lui, s'exprime ici par la gravure : les dix eaux-fortes de la pantelante *Parade interne*.

Part belle également à la sculpture : au moins vingt-cinq pièces signées, entre autres, Antoine Poncet, François Stahly, Etienne Hajdu, Parvise Curie dont *Mère Chapelle*, en teck noir, est peut-être un des points culminants de l'exposition. Sculpture encore, ou semi-sculpture, *Continuité noire*, la tapisserie profondément ravivée de Jagoda Buic.

On ignorait, hélas, que l'acquisition de meubles de Diego Giacometti serait un hommage posthume au frère d'Alberto. Ses sièges, sa console en bronze patiné, sobres et foncièrement originaux, porteurs d'un minuscule bestiaire, sont eux aussi d'authentiques sculptures.

JEAN-MARIE DUNOYER.

* Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard. Jusqu'au 4 août.

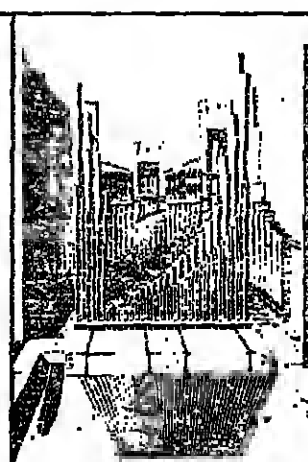
FRAC

ACQUISITIONS D'ILE-DE-FRANCE

Les sigles arides recouvrent
parfois une réalité très esthétique,
ainsi des Fonds régionaux
d'art contemporain. Celui d'Ile-de-France,
aujourd'hui, se fait connaître.

Tout

L'ŒUVRE



Bach

POUR ORGUE

BACH est un géant : un géant pacifique, mais un géant tout de même, et comme tel il attire les eudécieux qui rêvent de se mesurer avec lui. Non pas David contre Goliath, plutôt le combat de Jacob avec l'Ange, symbole classique de la formule : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ». Ainsi Jean Guillou a-t-il choisi d'offrir au Festival festival de Paris l'œuvre d'orgue de Jean-Sébastien Bach en dix concerts, tous les mercredis à Saint-Germain-des-Prés, jusqu'au 18 septembre. De cette intégrale sont exclues les pages inachevées ainsi que la transcription d'œuvres d'autres auteurs. En revanche, quoique suivant la nouvelle édition critique, l'interprète s'est réservé le droit de retenir certaines pièces d'authenticité douteuse mais d'une incontestable valeur intrinsèque.

Plutôt que de grouper arbitrairement les fantaisies (ou préludes) et fugues, les chorals, les toccatas et fugues, ou, pis encore, de suivre l'ordre des numéros attribués par Schmieder en 1950 (les célèbres BWV qui intimident les profanes), Jean Guillou a choisi de disposer les œuvres afin qu'elles se fassent valoir mutuellement par la variété des tonalités, des sujets et des formes. C'est une solution de bon sens, mais qui ne va pas

A Saint-Germain-des-Prés,
le mercredi,
c'est le jour de Bach.
Jusqu'au
18 septembre,
pour le Festival
estival, Jean Guillou
présente,
à sa manière,
les œuvres
pour orgue.

de soi tant elle demande de lect et de réflexion, tant elle échappe à l'esprit de système. On ne poussera pas le purisme jusqu'à lui reprocher de conclure chaque concert avec une fugue, ou chaque première partie avec un morceau brillant, car depuis qu'il est devenu d'usage d'applaudir dans les églises, il est juste de donner à l'auditoire matière à manifester de l'enthousiasme.

On peut seulement regretter que les qualités de l'orgue de Saint-Germain-des-Prés ne soient pas toujours celles qu'on souhaiterait pour rendre justice à la polyphonie ou aux subtilités d'écriture de Bach. Peut-être

s'agit-il aussi d'un choix de Jean Guillou, qui se plait tantôt à colorer vivement certaines voix, tenté à fondre les parties dans une coulée bouillonnante. Le parti le plus frappant est d'utiliser à découvrir les jeux dits « de mutation », qui font entendre plusieurs notes à la fois ; lorsqu'on les combine avec d'autres, ils ajoutent une luminosité acoustique, mais, employés isolément pour exécuter une voix de la polyphonie, ils produisent une impression de fausseté assez douloureuse, ou savoureuse, provoquant l'indignation, le rire ou les deux à la fois.

Nul doute que Jean Guillou ne tente par là de « faire resurgir un peu de cette passion créatrice, de cette fureur poétique qui présidait à la naissance de chacune de ces œuvres », ainsi qu'il le dit lui-même. Des procédés aussi hardis, appliqués aux chorals notamment, ne contribueraient pas à faire l'unanimité autour d'un interprète qui a depuis longtemps divisé le monde des amateurs et des professionnels de l'orgue, mais tout le monde s'accorde à lui reconnaître un sens de la couleur et une virtuosité impressionnantes, qui éclatent dans la *Prélude et fugue en la mineur BWV 542* et dans la *Fantaisie et fugue en sol mineur BWV 542* avec laquelle s'achevait le premier concert.

GÉRARD CONDÉ.

Shanghai-Express

Nos « Trois Mousquetaires » ont trouvé un pays d'adoption. Marcel Maréchal est allé en Chine diriger la Troupe d'art populaire. Rien n'a changé (mise en scène, décors, costumes...), mais bien sûr rien n'est pareil, sauf le succès.



Teheng Tchong

Le 14 juillet, il y avait fête à Shanghai. D'abord, selon la coutume, dans les jardins du consulat français, où la colonie de nos compatriotes et une centaine d'amis du cru buvaient à la prise de la Bastille par 37 degrés de moiteur. Ensuite, le soir, un coorico bien de chez nous a donné le coup d'envoi aux *Trois Mousquetaires*, version chinoise, par la Troupe d'art populaire, qu'a dirigée Marcel Maréchal. Une grande première.

Les *Trois Mousquetaires*, c'est un énorme succès de Marcel Maréchal et du Théâtre national de Marseille. Il a tourné en Amérique latine, en français. Il a été vu et hautement apprécié par une délégation chinoise, qui a tenu à en faire profiter le public de Shanghai. En août dernier, Marcel Maréchal et Raoul Billerey (co-metteur en scène pour les duels) sont invités à rencontrer la Troupe d'art populaire et à choisir la distribution. Une vidéo de la représentation originale a été envoyée, dûment étudiée. Alain

« LES TROIS MOUSQUETAIRES » EN CHINE

Batifoulier fait reproduire exactement ses décors, costumes, perruques. Les autorités culturelles chinoises tiennent à ce que la culture française soit présentée telle quelle, comme on le ferait de tableaux. A la différence de la langue, et des acteurs. Alors, tout est pareil, et tout change.

Extérieurement, tout est pareil, jusqu'au maquillage qui arrondit l'œil bridé. Les comédiens ont assimilé les attitudes, jusqu'aux gestes pour eux insolites, comme de saluer chapeau bas, d'un large mouvement du bras. Tout change parce que, si le roman de Dumas est connu en Chine, il n'a pas pris valeur de symbole, les personnages ne sont pas des stéréotypes légendaires. Les interprètes ont à les découvrir, à comprendre des agissements dont ils ne possèdent pas les arrière-plans historiques et littéraires. Et c'est comme si on assistait à la naissance de la fabuleuse histoire. Comme si, pour la première fois, d'Artagnan, Athos, Porthos et Aramis, brandissant leur épée, se juraient fidélité : « Un pour tous, tous pour un ».

Le d'Artagnan de Shanghai (Teheng Tchong) est un garçon jeune (il a vingt-neuf ans et en paraît à peine vingt) qui découvre avec la même ferveur émerveillée l'amour et l'amitié. Un chérubin délicieux qui fonce dans l'action, traverse les intrigues, côtoie la mort sans rien perdre de sa tendre et pudique candeur. Tous nos héros sont là, parfaitement caractérisés et surprenants de fraîcheur. Les acteurs en jouent à fond l'humanité. En même temps, ils acceptent les clins d'œil, les

anachronismes de la mise en scène avec une sincérité qui apporte un naturel troublant.

C'est la réussite de ce spectacle. Sans doute, Marcel Maréchal est quelqu'un de sociable. Il est lui-même un acteur chaleureux, communicatif. Il a su se faire entendre au-delà des différences, et celle du langage n'est pas la plus insurmontable ! Mais également, les acteurs sont éduqués pour se couler dans la conception des metteurs en scène. Ils ne cherchent pas, disent-ils, à adopter une attitude vis-à-vis des personnages et de la pièce. Ils veulent souligner au plus près les détails, les nuances des rôles. « Ils sont entièrement disponibles », dit Marcel Maréchal, discutent entre eux, parlent, commentent et jouent sans hésiter tout ce qui leur est demandé.

Ce qui leur a été demandé est loin de ce qu'ils ont l'habitude de faire, à en juger par un filage de *Famille*, d'après le roman de P. Kin, auquel on a pu assister : mise en scène statique, jeu très fisible, décomposé, gestes et mimiques précédant les paroles. Ce qui donne un sens de la durée, pour nous déconcertant.

Déconcertant, on l'est à chaque seconde. L'association française d'action artistique, qui a participé techniquement et financièrement à l'opération, a organisé des voyages de presse. Ainsi, quelques journalistes ont pu se rendre compte, physiquement, combien la Chine est loin. Pourtant, les rencontres culturelles de Shanghai ont jalonné le séjour de visites utiles : temples, musées, et un cirque avec un vieux jongleur aux

lèvres fardées qui tient en équilibre sur son nez un invraisemblable échafaudage de verres, de vases, de lampes. Et fonctionnelles : répétition de *Famille*, générale d'un opéra shao-shin, forme traditionnelle interprétée uniquement par des femmes, y compris pour les rôles d'homme. Deux spectacles susceptibles d'être accueillis au Festival d'Automne 1986.

L'opéra a aussi certainement sa place. Pour la pièce, c'est plus difficile à dire. On l'a vu dans une salle non climatisée, avec de simples éléments de décor et de costume. De plus, les représentations sans public autre que professionnel sont délicates à juger quand on ne possède pratiquement aucune référence personnelle. Le public était présent à la première des *Trois Mousquetaires*. S'y mêlaient des Français venus de Marseille en circuit touristique. Une soixantaine. Leur enthousiasme s'est noyé dans celui des spectateurs chinois, qui ont écouté en silence (une rareté, semble-t-il), ont ri, ont longuement applaudi. Le lendemain, les acteurs en étaient encore émus. Sans conteste, c'est un succès. Beaucoup plus coûteux, dit-on, que les productions habituelles. Sera-t-il inscrit au répertoire de la troupe ? Partira-t-il en tournée ? Viendra-t-il en France ? Fidèles à leur légende, les Chinois sont demeurés impénétrables. Il semble en tout cas que le spectacle sera joué jusqu'à la fin du mois de septembre, alors qu'il n'était prévu que pour six représentations.

COLETTE GODARD.

Au gré du jazz

LES FÊTES DE SAINT-SÉBASTIEN

Les grands groupes défilent, mais c'est le public qui fait la différence : à Saint-Sébastien, c'est le Pays Basque.

EN vingt ans d'existence, le Festival de Saint-Sébastien a connu deux révolutions. La première, marquée par Charlie Mingus en 1974, consacre l'irruption du jazz moderne dans un programme jusqu'alors traditionnel ; la seconde, dont témoigne la superbe catalogue des affiches, enregistre en 1979 une nouvelle identité. Comme la ville, le Festival revient à son nom basque et s'appelle désormais Donostia Jazzaldia. Coup double en forme de double naissance. Le Festival de Saint-Sébastien compte désormais parmi les manifestations importantes de l'été. Sans subsides des autorités de Madrid, il est maintenu par la ville, dont le maire, Ramon Labayen, a été longtemps ministre de la culture du gouvernement basque, et par l'Office du tourisme.

Depuis peu, Vitoria (Gasteiz) autre capitale de province, vient de créer son propre festival. En Pays basque, à l'image des rues où la fête quotidienne des promenades et des bistrots est relayée par l'animation politique, le jazz consacre le goût de la liberté, qui se dit ici *askatasuna*. Pas de public blasé, pas de ces fines bouches revenues de tout. A 20 kilomètres de la frontière, le vélodrome d'Anoeta a de quoi faire rêver les organisateurs professionnels ou les âmes entrepreneurs du sud-ouest de la France.

Ici, une soirée consacrée à des orchestres amateurs réunit sans mal mille cinq cents à deux mille personnes. Pour Jack DeJohnette ou Sun Ra, on monte allègrement à six mille. Et avec Keith Jarrett, on frise les dix mille.

Si l'on y réfléchit, le programme n'a rien de particulièrement tranchant. Tous les grands groupes défilent au gré du jazz d'aujourd'hui. Seule singularité au milieu des grands migrants de l'été, que l'on retrouve à Paris,

Montreux, Nice, Vienne ou Antibes : des orchestres amateurs viennent de tous les coins d'Europe, de l'Ouest et de l'Est. Mais ce qui distingue définitivement Saint-Sébastien, c'est la force de son public.

Il y a ici un désir d'aimer, de découvrir et de fêter très caractéristique de ce qui porte aujourd'hui le peuple basque, et dont la contrepartie naturelle est le plaisir du ton, sensible chez tous les musiciens. Puisqu'une foule très jeune attend éternellement, on lui offre le plus possible... Dans une large mesure, le public, qui ne l'oublions pas, est un public de chanteurs, de danseurs, de musiciens et de « goûteurs de fêtes » (*festayre*) fomentant la musique par l'intensité de son désir.

Début juillet, les deux groupes où se produit le batteur Jack DeJohnette étaient de passage à Paris : Special Edition qu'il dirige et le trio de Keith Jarrett avec Gary Peacock à la basse. Dans les deux cas, bons concerts, sans plus, accueil chaleureux, sans plus, salle presque pleine, au revoir et merci. A Saint-Sébastien, les deux groupes ont accroché la musique aux étoiles et Keith Jarrett, dont les grâces, ces dernières années, commencent à lasser, lui qui en venait à évoquer irrésistiblement Groucho Marx, a retrouvé ici le jaillissement impérieux de son talent. Et l'on se prend à respirer soudain, à voir qu'à travers ses minauderies pour gaucher élégant branché et ses arabesques pour chaîne hi-fi, il sait un instant être fier de ce qui l'a curieusement rendu célèbre et redevenir splendidement inventif.

Comme pour mieux montrer que, au fond, il n'y a pas de fumisterie sans feu.

Dans cet endroit comiquement éloigné de l'idée noble de salle de concert, que Keith Jarrett entre-tient, dans ce vélodrome visiblement mieux équipé pour amplifier les bicyclettes que les pianos, la musique est brutalement venue comme il arrive qu'elle vient, à l'improviste. Sur l'écran géant qui détaille les expressions, filmées avec beaucoup de goût ce soir-là, la joie de jouer éclatait, et le trio, plusieurs fois rappelé, s'est abandonné sans réserve à la volupté de cette commande qui le faisait exister.

Toujours sur la crête incertaine de la justesse, Gary Peacock a joué comme on joue en club pour une poignée d'amateurs. Et dix mille personnes retenaient leur souffle. Quant à Jack DeJohnette, alliant l'invention polyrythmique à la beauté du geste, on sait qu'il n'est pas seulement le batteur du trio selon l'idée approximative que l'on se fait du genre. Chaque caresse de ses cuivres, chaque motif placé sur les peaux faisait frissonner la musique et la rendait possible.

C'est la raison qui rend son autre groupe, Special Edition, séduisant malgré sa part de risque : entre l'arrangement soigné des thèmes toujours plaisants et la qualité constante des différents membres de l'orchestre, la place est grande que DeJohnette accorde à l'improvisation des uns et des autres. Pour le meilleur et pour l'ennui. Le vélodrome de Donostia n'a libéré que le meilleur. C'est ainsi : par exemple, un solo construit, déchaîné, éblouissant de Howard Johnson au tube,

dont on sait qu'il est le spécialiste le plus accompli ; et, de façon plus surprenante, une longue improvisation soutenue par les riffs des deux autres saxophonistes, Gregg Osby et John Pureell, pour laquelle Howard Johnson a usé d'un sifflet que l'on peut trouver pour quelques sous chez les marchands de jouets.

Tant d'énergie et de souplesse chez les uns et chez les autres ont fini par réduire ce qui, pendant vingt ans, a assuré à la démarche de Sun Ra, sa singularité et son pouvoir d'étonnement. Sur la scène où tout est pris avec une égale fringale de découverte, l'Inter Galactic Arkestra ne bénéficie pas de l'a-priori de la surprise. C'est peut-être la raison pour laquelle, une fois n'est pas coutume, sa cosmogonie comique a disparu derrière la musique. Par un dernier avatar de sa science-fiction, l'Arkestra remonte de plus en plus nettement vers Flasher Henderson.

Entre Scott Hamilton et Warren Vaché (du Newport Jazz Festival Orchestra) et les plus parisiens des musiciens (Paris Reunion Band : Woody Shaw, Johnny Griffin, etc.), entre l'orchestre de Count Basie, mené de main de maître par Thad Jones et une solide assemblée de musiciens espagnols, basques et catalans, c'est finalement Sun Ra qui aura rappelé les accents les plus délicieusement archaïques du jazz. Avec un autre voyageur interplanétaire à la démarche inversée, génie des formes simples et de l'énoncé incandescente, traquant de réveries et prince de l'humour et du lyrisme, Ray Charles.

A Donostia - Saint-Sébastien, Ray Charles est célébré comme on le fait d'un mythe qui prend enfin forme : avec ferveur et dans la joie. Le sens de la fête en plus.

FRANCIS MARMADE.

VILLE DES IMAGES

On ne sait pas ce qu'est la foule tant qu'on n'a pas marché dans une ville chinoise. Shanghai, douze millions d'habitants, dix-huit avec la banlieue.

Shanghai-Express, la dame, le drame... Amours déchirées, trafics en tout genre, bars glauques, sirènes sur le fleuve gris, opium... Ville de fantasmes. Sternberg, Welles, Babat... Aujourd'hui, les galas de cinéma sont pléins. Difficile aux touristes d'y accéder. Il y a des endroits réservés aux étrangers et aux Chinois d'outre-mer. Comment savoir. Des adolescents revendent des tickets avec un léger bénéfice. Ils s'agglutinent rigolards, la négociation est laborieuse. Le film est un nanar probablement indonésien, doublé. Sur les affiches couvertes de signes, les yeux du héros barbu semblent bridés. Comment savoir.

Aujourd'hui, les murs des bâtiments coloniaux sont noirs, crasseux, colonnés par des palissades de bambous entrecroisés. Dans les ruelles sans trottoirs, grouillantes, les portes restent ouvertes sur de minuscules chambres obscures. On entre aperçoit, antaissés, de vagues meubles. Dehors, le linge sèche partout. Avec une douceur amoureuse les parents rafraîchissent dans des bassines des bébés potelés. Ce sont souvent les pères qui les portent dans les bras. On voit parfois un jeune garçon soutenu dans sa promenade un très vieux homme dont la peau tendue se couvre de taches brunes. Des hommes, jeunes, vieux, accroupis lisent en attendant les autobus. A travers les vitres poussiéreuses, apparaissent les têtes serrées, encadrées les unes dans les autres. Bicyclettes, piétons s'enchevêtrent en zigzag. On n'oublie jamais qu'ils sont un milliard et plus. Plus combien ? Deux cent cinquante, cinq cents millions ?

Is vont, ils filent. Les chemises blanches flottent sur les pantalons de terge gris, ou les shorts. Les femmes portent des chemisettes fines couleur chair, qui mouillent leurs mollets minces. Le soir, sur les avenues tout le long des trottoirs, ils sont étendus sur de vieux transats, retroquevillés sur des

chaises, ils dorment. Ils dorment dans la fraîcheur relative des bosquets du port, près des amoureux qui s'embrassent clandestinement, comme des collégiens. La police veille. La vie noctambule s'achève tôt. Dès 5 heures du matin, par masses, par groupes, individuellement, ils font de la gymnastique, avançaient lentement la jambe, genou plié, posent le talon puis la pointe du pied, arrondissent le bras en un geste gracieux. Des milliers, des millions.

Des gamins jouent aux cartes. Un vieillard avec un brassard saisi au bout d'une longue pince métallique des papiers qui traînent. Sous les ventilateurs des magasins, d'autres vieillards à brassard agitent des fanions rouges à signes jaunes qui disent : « Défense de cracher ». Au marché couvert, une femme pousse prestement le cou de canards blancs, les lances d'un cage où ils s'achèvent de mourir, les ailes rouges de leur sang délavé par l'eau qui coule d'un tuyau.

La femme de Shanghai-Lily Martine, le reflet démultiplié de Rita Hayworth vacillant. On pourrait les rencontrer, peut-être, au Seamen, où une chaise à un robe à fleur bleue assure un tube sinistre venu d'un film de Taiwan. Plutôt au bar des hôtels internationaux. Les ascenseurs brinquebalaient, les tableaux lumineux des étages se réduisent à des loupettes dénuées. Mais entre les murs ternis et toujours aussi somptueusement arts déco, des jazzmen chinois et énergiques dominent le tohu-bohu cosmopolite. Dehors, les rues sont imprégnées d'une odeur mûlée d'épices et de désinfectant. Dedans, on respire l'air d'un drôle de Shanghai, où se retrouvent, forcément, touristes démolis, hommes d'affaires, sportifs, élégances insolites, regards asiatiques à la recherche d'on ne sait trop quoi.

A l'entrée, un jeune garçon moulu dans des jeans s'alignait près de la porte tournante. Dedans, l'orchestre joue Lily Martine.

C. G.

VO : MARIGNAN CONCORDE PATHE - QUINTEITE PATHE
FORUM LES HALLES - LES PARNASSIENS
VF : IMPERIAL PATHE - MAXEVELL - MONTFARASSE PATHE - CLICRY PATHE
FALUYETTE - NATION - RISTAL - ST-LAZARE PASQUER - BASTILLE

KURT RUSSELL / MARTIN LUTHER KING
UN ÉTÉ POURRI

THANKS Belle Epave Pathe • CHAMPIGNY Mouton Pathe • VERSAILLES REXMEX
PARLY 2 • VELEZ 2 • BIGNON François • ARGENTVILLI Gommex • COLOMBES Club
RUER Archel • SAUMONT Ouest • 9 DEFENSE 4 Temps

3^e ANNÉE DE TRIOMPHE
THEATRE DE L'ŒUVRE
MARTHE VILLALONGA • ANDRÉ VALARDY
Comment devenir une mère juive
en dix jours
Comédie de PAUL FUKS
Mets & TOUT MASSON

55 من الأصل

Avignon pour mémoire

LES DESCENDANTS SONT LÉGION

TOUT n'est pas fini. Pour tant, on peut déjà dire que, dans la suite des événements d'Avignon, l'année 1985 restera celle des Indiens et du Mahabharata. Ce juillet-là, ajoutera-t-on, Alain Cuny revenait sur les planches. Et aussi ce fut un festival Ponge : on entendit de ce poète des milliers de mots à travers lesquels Denise Gence telle qu'en elle-même, une déesse, se fraya un chemin fantastique. Sans compter les images du Polonais Kantor, applaudies en un gymnase bondé (la première fois à Nancy, en 1976, c'était aussi un gymnase).

Et encore ? Une pièce de Copi, montée par Lavelli et servie notamment par Maria Casarès... Comme si avec cette cuvée, tout à l'honneur d'anciens, ou d'actuels, on avait désiré — sans forcément le vouloir vraiment, et souvent c'est mieux — remettre à l'heure les pendules du théâtre, repartir d'une sorte de zéro, rassurant ou angoissant, c'est selon. On croit être récompensé ces jours-ci d'une espèce de « Lagarde et Michard » du spectacle, mais attention, joliment vivant.

C'est le vingtième siècle presque achevé qui vient se rassembler là en un delta aux branches nettes : autant de pans d'histoire.

Même les quelques expositions alentour ont un côté comme ça, d'accrochages fervents. Regardez les dessins de Roger Blin, c'était hier, et déjà c'est la légende mise en espace, en perspective.

Alors les petits, même ceux qui n'ont jamais joué avec lui, se déclarent héritiers de Blin, ce gaucher, ce sourcier qui avait la confiance d'artistes essentiels. De même, on achète les yeux fermés le nouveau bouquin consacré à Vilar.

Côté cinéma, on remonte encore plus loin, à la naissance des choses, on se précipite sur les projections de fées muettes, datées de 1900 et même de 1895.

Pour la danse, pareil. On a eu droit à une pièce de musée avec le *Rosario* signé Merce Cunningham, sur la musique inventée par John Cage à la mémoire de James Joyce. Cela fait bientôt vingt ans que Cunningham vient et revient en France ; cela fait si longtemps que l'indispensable Cage est son complice. Leurs descendants sont légion (pour certains indignes, qu'importe). Eux, les deux très jeunes vétérans qui, de mardi à vendredi dernier, officiaient dans la cour d'honneur, eux sont les véritables enfants de Duchamp. Vive Duchamp !

CUNNINGHAM ET LES IRLANDAIS

Il y a eu chaque soir des gens — un petit quart, disons, du public de la cour d'honneur — pour huer les danseurs de Cunningham. Qu'importe : les mêmes trouveraient encore Picasso trop moderne, les mêmes ou presque auraient dit que les papiers collés de Matisse ou les derniers travaux de Dubuffet étaient de la foutaise. On ne siffle pas Cunningham. Quand bien même certains auraient le sentiment qu'il creuse un sillon désormais abandonné, qu'il raconte une histoire décalée par rapport à nos bien peu ludiques années 80. On ne siffle pas Cunningham, on se réjouit de l'avoir vu danser, là, sur ce plateau, immense et très intime à la fois : à l'âge de soixante-six ans.

Ses pieds sont maintenant si cambrés qu'ils semblent se cramponner, s'accrocher au point de rappeler les serres de quelque grand oiseau inquiet de s'envoler. Oiseau royal. Dans une mélancolie qu'il pousse à des paroxysmes folant la sérénité ou, qui sait, l'éternité, le chorégraphe apparaît à trois reprises au long du *Rosario*, suite pour quatorze danseurs et cinq musiciens irlandais répartis sur les côtés de la scène, à distance les uns des autres.

Élément de décor, à l'égale des projecteurs apparents montés à la façon de lampadaires latéraux, ces hommes de Dublin jouent tour à tour en direct, de la flûte, du violon, de la cornemuse ou du bodhran, tambourin lancinant. Tandis qu'une bande enregistrée dévide des envolées de cloches d'église, des cris d'enfants, des pleurs de bébés, des souvenirs de gigue le dimanche, des voix acides de femmes, des vacarmes de mouettes, de cols-verts on d'orphéons.

John Cage a repéré dans *Finnegans Wake* 2 293 bruits et en a récolté presque autant du coup se placent en Irlande : sirènes de bateaux ou de pompes, vocalises et bientôt pures mélodies, brèves d'orgue ou d'harmonium ou même de clavessin. Bris de verres, mariage de forge, bélements de troupeaux, échos d'une menuiserie, sanglots qui se brisent, ressac de vagues, tramways qui s'éloignent. Un nage passe. Cunningham revient. Le gardien de phare devient le patron d'un pub qui, décidé à faire en catimini la fermeture, serait pris d'un mal de terre... d'un vertige, et se consolerait avec une dernière valse lente dans les bras d'une jeune fille... *Rosario* a été créé en 1983 au festival de Lille ; on ne réexpliquera pas que la chorégraphie, comme toujours,

est indépendante de la musique. On ne redira pas à quel point extrême en fait tout repose, s'appuie sur la voix de John Cage, réchant en simultané un texte bâti de vers scandés pivotant selon un axe vertical où il faut repérer les lettres qui forment constamment le nom de James Joyce.

Plus tard dans la nuit, nous avons rejoint les cinq musiciens à leur quartier général, le bar de l'hôtel Regina, où ils en étaient déjà, pensifs, à leur troisième choppe d'un litre de bière. « Cage a tout compris de l'esprit irlandais. Joyce était anarchiste et aurait aimé qu'on le lise comme ça », a dit Seamus Tansey, le flûtiste aux allures d'ecclésiastique (barbe soignée et bedaine tranquillement proéminente). A ses côtés, plus jeune et en baskets, et de même gagnant sa vie au son du violon dans les cercles de musique traditionnelle, Paddy Glackis a renchérit.

Le visage du troisième joueur de cornemuse était déjà tout rouge, rouge brique. Et dans le coin, le plus âgé, aux cheveux blancs, avec sa casquette, son teint carrément écarlate, sans malice, a résumé. Cage est un homme bumble, très primitif, il fait entendre l'âme des ébènes de chez nous. Ce que nous jouons est réel, pur, traditionnel. Et il a souri. Alors, son fils, Paeder Mercier, l'interrompant, a fait savoir qu'aucun des cinq n'avait lu *Finnegans Wake*. Le violoniste a essayé, mais s'est arrêté au bout de trois pages. Tous semblaient dire, la bière aidant, qu'avant la rencontre avec Cage et Cunningham l'art moderne leur était lointain et incompréhensible. Aujourd'hui, ils résument : « D'un côté il y a de la danse, d'un côté, de la musique. C'est tout. Des choses très simples. Les danseurs accomplissent ce qu'ils savent faire. Il arrive qu'ils nous sourient quand, l'espace de quelques secondes, on se trouve en harmonie avec eux. Ils marchent sur leurs pieds. Et à nous, on demande seulement de jouer à tour de rôle vingt minutes chacun, de remplir au total un peu plus d'une heure. Nous improvisons, d'instinct. Rien de mystérieux, rien du tout, juste une question de rythme. »

Puis, reprenant de Joyce qui « jamais n'a sauté sur le wagon politique, ni utilisé son pays pour son bénéfice » (« ce pays l'a toujours maltraité et exclu »), ils en sont venus à évoquer un autre poète mort, Martin O'Caide. Alors le violoniste a entonné une vieille chanson de marine. Le



Merce Cunningham.

garçon de café, pour la quatrième fois, a remplacé les bocks d'un litre. La voix chantait une histoire d'exilé arrivant à New-York, chez les Yankees. Tout le bar écoutait. Très doucement, Paeder, le fils de Mel, nous expliquait qu'il a travaillé dans une firme d'électronique après avoir été masseur ; aujourd'hui, il s'occupe des sans-abri. Son vieux, le poète, est en retraite, ou plutôt son métier à plein temps est d'être le père de dix enfants... Il lui arrive de vendre des aspirateurs. Surtout, a dit le fils, « c'est un jardinier superbe ».

Brusquement, les cinq, comme un seul homme, se sont tous levés. Dans la rue, des plus en plus proche, arrivait l'équipage tumultueux du cirque Zingaro : une volée de cloches lancées

comme pour une sortie de mariage, ou de Pâques ensoleillées. Il était une heure et demie du matin. Fascinés, alignés sur le bord du trottoir, les Irlandais ont regardé passer les deux ânes harnachés de tambours, le cheval blanc savant monté d'un cavalier qui tient sur sa main un faucon, puis la haute calèche tirée par deux canassons attelés l'un derrière l'autre.

Chaque soir vers la même heure, après leur numéro sous chapiteau, dans l'île Piot, lieu off-off, les plus vaillants du cirque Zingaro, hériu de la famille Alligre, défilent ainsi dans la ville. Tirant avec fureur sur les cordes des trois gros carillons ou bourdons fixés sur leur charrette à poulies — fouette cocher ! — les deux sonneurs sont assis à

l'arrière, dans une impériale construite avec la moitié d'une ancienne chaire d'église... A 2 mètres au-dessus d'eux, un gymnaste lance des prospectus. Midi à minuit. Les badauds ouvrent des yeux ronds, des bouches interloquées. Les dormeurs, dans les maisons, peut-être se réveillent-ils ?

Tambours et cloches. La charrette du cirque fait l'unanimité : on la préfère ici à tous les défilés et parades qui ponctuent le grabuge du festival.

Les Irlandais ont adoré. « Je n'oublierai jamais ça », a dit le flûtiste. « Est-ce que c'est une coutume en France ? »

ROCK ET CIRQUE ZINGARO

Le lendemain, nous rencontrons les deux musiciens qui jouent dans *Double duo*, le spectacle de Karole Armitage, cette élève de Balanchine et... de Merce Cunningham. Eh bien, voulez-vous savoir ce que le compositeur David Linton et son compère, Conrad Kinnard, ont préféré à Avignon (où ils n'ont guère vu de spectacles ailleurs que dans la rue) ? Ce qui vraiment les a impressionnés ? Les cloches ambulantes des Zingaro... Cet équipage remue chez ceux qui le croisent des choses profondes.

Autant nos Dubliners étaient de la vieille Dublin, autant ces deux jeunes New-Yorkais précis, sérieux, pâles, sobres et « clean » ressemblent à un New-York 85 où il convient d'être professionnel, efficace.

Le rock de David Linton est un rock violent et beau, tout brodé d'allusions à l'opéra de Verdi et de ellins d'œil, entre autres, à Stravinski. S'ils se méfient d'entrer dans le circuit purement commercial, Linton et Kinnard sont agacés d'être classés dans la « nouvelle musique », tout comme ils souffrent des vibrations hostiles qu'ils ressentent de la part du public au cours des sept pas de deux où ils en remettent à la batterie, à la basse électrique, ou frappant sur une barre métallique qui rappelle celle où s'exercent les danseurs.

Eux aussi improvisent sur une bande pré-existante composée de parties imaginées comme étant des chapitres chronologiques d'une histoire de la danse contemporaine. Ils préfèrent, à l'auditorium des balletomanes, un public plus habitué aux concerts de rock, à un certain volume sonore. « Ce que nous faisons n'est pas de l'art au sens où l'on écoute une heure - d'art - dans une église en se forçant à trouver ça - intéressant. » « Tout ce que j'aime, c'est la musique des boîtes à rythme dans les rues de New-York, dit David Linton, en tout cas, en ce moment ! »

Gout du paradoxe : car son travail préliminaire, ce collage inspiré et leurs interventions en direct, intenses et accordées, n'ont rien de basardé ni de mécanique. « Une musique au développement inévitable plus qu'institutionnel », ajoute encore le compositeur, rappelant, bien sûr, qu'il n'y a « pas de mariage », ni même une affaire entre les sons et les figures développées par Karole Armitage et son partenaire John Lennon. Cette aventure sans mot, où, depuis une certaine Isolde moyenâgeuse, ce sont toutes les figures de la femme qui défilent, incarnées par une seule, dense comme la nuit.

MATHILDE LA BARONNIE.

Daniel Larrieu

LE CHORÉGRAPHE IMPRÉVU

Romantisme en trompe l'œil aux Célestins avec Daniel Larrieu, chorégraphe remuant de la jeune génération. Le Festival ne lui a pas tellement réussi, mais ses qualités se confirment.



DANIEL LARRIEU appartient à une vague de jeunes chorégraphes pleins d'idées, imprévisibles, que l'on a assez vite catalogués comme de « nouveaux zazous ». Passé de l'école d'horticulture à la danse, marqué par son passage chez Régine Chopinot, il fonde sa compagnie Astrakan et compose des pièces savamment travaillées, comme les points de triot qu'il aime inventer.

Pudique et secret, il se masque derrière la provocation et joue les méchants à la façon de Tex Avery. Quand il présente Bagnole, en 1982, c'est pour détourner l'image du concours en montant quelque chose d'extravagant. Il obtient le premier prix, les producteurs et les médias le poussent ; alors, il joue le jeu du paradoxe et de l'ambiguïté, amuse la galerie.

« Dans ce domaine, dit-il, je suis expert. C'est facile de connaître les goûts du public ; il y a là un côté manipulation que

j'aime bien. » Mais, derrière les costumes mode, les musiques provocantes, on perçoit un travail sérieux sur les rapports de la danse et de la musique, sur les combinaisons gestuelles.

Un jour, alors que Daniel Larrieu envisage de prendre une année sabbatique (« pour lire un peu »), Alain Crombecque, qui a vu un duo de dix minutes à la soirée d'inauguration du Théâtre contemporain de la danse, lui demande une création pour Avignon. Daniel Larrieu accepte, décide de se donner sans réserve. Mais il doit trouver un bon prétexte, « quelque chose de grandiose », il voudrait rendre hommage au Festival d'Avignon, à tous ces acteurs prestigieux (comme Gérard Philipe, qu'il n'a jamais connu), à toutes ces vieilles pierres ébougées d'énergie et d'émotion. Et le voilà qui se laisse rattraper par le bon vieux romantisme. Il vient justement de lire le *Spi-*

rite, une histoire d'amour fantastique. L'impossible rencontre entre un homme et une jeune fille morte, inspirée à Théophile Gautier par sa passion pour la danseuse Carlotta Grisi.

Reste la forme : comment aborder l'intériorité ? Comment opposer un être terrestre à la transparence d'un pur esprit ? Comment recréer, en somme, une version moderne de la *Sylphide* ? Le chorégraphe choisit de faire une « romance en stue » et se contraint à une écriture simple, lisible, suggérant avant tout le toucher de l'espace et le contact des corps.

Avec le spectacle qu'il vient de présenter aux Célestins, Daniel Larrieu a eu le sentiment d'« un passage en sixième ». Pour nous, il confirme ses qualités chorégraphiques et son sens de la théâtralité. Il impose un style à ses danseurs, qui évoluent de profil, par gestes anguleux, saccadés, semblables, avec leurs perruques de mousse, à

des statues plaquées sur la pierre. Il exprime l'incommunicabilité entre les protagonistes, dont le duo fait plus songer à Ampédocle et à son livre *De la nature* (lecture favorite de Martha Graham) qu'à Théophile Gautier. Une émotion passe malgré quelques maladresses : un certain statisme dans la première partie, des transitions naïves, un texte difficile à saisir.

Le climat est suggéré par un mixage de Jean-Jacques Panix. On glisse d'une musique méchante de Taxis aux extases mozartiennes dirigées par un chef d'orchestre adepte du cultisme. Les décors en tissu sont plaqués sur les pierres des Célestins. Costumes en faux marbre, lunettes lumineuses, tout n'est que trompe-l'œil. Daniel Larrieu veut bien jouer les romantiques, mais avec l'esprit de sa génération.

MARCELLE MICHEL.

Sélection

FESTIVAL D'AVIGNON

Les films de Georges Méliès

Pour son retour au Festival d'Avignon, Jacques Robert a programmé une série de films des origines, français, italiens, américains, danois, avec la coopération de la Cinéma-thèque française. On y verra notamment la copie restaurée d'une œuvre peu connue du magicien de Montreuil, l'Affaire Dreyfus, qui révèle une facette originale du talent de Georges Méliès. Méliès y tient le rôle de l'avocat chargé de défendre le capitaine Dreyfus. — L. M.

Hercule sur scène

Dernier jour pour aller voir le travail du metteur en scène Alain Françon qui signe deux spectacles — deux succès du festival d'Avignon — présentés en alternance à la chapelle des Pénitents blancs. Bel ouvrage en vérité dans un décor unique et subtil dû à Nicolas Sir. On voit d'une part l'impressionnante Dominique Valédin en solo

incarner, jusqu'à la grimace et pesant par toutes les nuances de l'excitation et du trouble, une héroïne étrange d'un XIX^e siècle bizarre : Hercule Abel Barbin dont les médailles et les officiers de l'état civil attendent qu'elle ait vingt-deux ans pour reconnaître et déclarer qu'elle était un homme.

D'autre part le spectacle *Je songe au vieux soleil...* tiré de Faulkner et servi par un tas d'acteurs que l'on n'oublie pas de si tôt. Laurence Mayor et André Marcon, irrésistibles, magnifiques, restituent la musique, la violence sourde, la fureur du grand Américain. — M. L.-B.

Odile Duboc, chorégraphe

Parmi les chorégraphes français contemporains, Odile Duboc apporte une sensibilité très féminine. Son nouveau ballet, *Une heure d'attente*, présenté au cloître des Célestins du 26 au 28 juillet se déplace sur une « bande-son » réalisée par André Serre et qui pourrait être l'écoulement d'une radio parasite par les bruits de la vie quotidienne. Inspirée par le cinéma, Odile Duboc a tenté de mettre en mouvement ces glissements d'une source sonore à l'autre. Les quinze danseurs disposent d'un matériel de base simple qu'ils utilisent pour des séquences réglées sur des nombres. L'ensemble suggère un paysage intérieur rigoureusement déterminé. — M. M.

MUSIQUE

Festival estival de Paris

Ils sont quinze à fêter cette année leur soixante-dixième anniversaire, mais, à les entendre, on ne le

dirait pas car ce qu'ils écrivent porte une étiquette redoutable : musique contemporaine. En leur réservant un concert chaque vendredi, de 18 h 30 à 23 h (du 26 juillet au 23 août, à la mairie du 5^e arrondissement), le Festival estival de Paris prend un risque. Risque pourtant limité car ces quinze compositeurs ont fait leurs preuves et les œuvres retenues, composées il y a dix, quinze ou vingt ans parfois, sont presque devenues classiques. Ainsi, le concert du 26 juillet, qui réunira deux pianistes Jean-François Heiser et Georges Pludermacher et deux percussionnistes (Guy Cipriani et Gérard Péron), proposera successivement *Linea de Barro*, Archipel de Boucourechnev, le Second livre des structures de Boulez, *Psyché* de Constant et la célèbre sonate de Bartok. — G. C.

★ Renseignements : 354-84-96 de 11 h à 19 h.

JAZZ

Derniers jours à Antibes

Les quatre derniers jours du Festival d'Antibes-Juan-les-Pins font le tour de la question, des tendances et des tournées actuelles. A la soirée ouverte par le *Special Edition* de Jack Dejohnette (avec Howard Johnson) et prolongée par la Charlie Haden Liberation Orchestra, les anciens compagnons de Coltrane lui consacreront un « Tribute » : McCoy Tyner, Pharoah Sanders, etc. (le 24). Soirée de musiciens très prisés sur la scène (le 25) : Joe Zawinul et ses claviers, John McLaughlin et ses guitares, Tuvan Big Band et son big band. « Soirée rétro » le 26, et couronne-

ment selon les goûts de l'heure, le 27, africain avec Touré Kunda, latino avec Ray Barretto. Si l'on ajoute la douceur du soir et les clapotis de la grande bleue toute proche, on comprendra qu'Antibes continue de valoir le détour. — F. M.

EXPOSITION

André Masson

à Royaumont et à Nîmes

Le centre littéraire de la Fondation Royaumont présente une rétrospective des livres illustrés par André Masson. Quelque cent trente ouvrages parus depuis *Soleils bas* de Georges Limbour, en 1924. Gravure pour les *Contes de sang* de Pierre-Jean Jouvet, composition d'écritures cru pour le *Cor d'Irène* et *Sacrifices*, lithographies en couleur pour les *Illuminations* de Rimbaud.

Dans le même temps, le Musée des beaux-arts de Nîmes propose une riche exposition consacrée au peintre, cette fois. De nombreuses toiles sont prêtées par la galerie Lairs de Paris, mais on découvre aussi des tableaux plus rares, issus de collections privées et de la famille d'André Masson. — S. D.-S.

★ Abbaye de Royaumont : 95 270 Asnières-sur-Oise, jusqu'à fin juillet.
★ Musée des beaux-arts : rue Cité Foulc, 30 000 Nîmes. Jusqu'au 15 octobre.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (177-12-33).

REOUVERTURE PARTIELLE DES COLLECTIONS PERMANENTES.

Musée national d'art moderne.

HOMMAGE À JEAN DUBUFFET : NON-LIEUX.

Jusqu'au 30 septembre.

JEAN-PIERRE BERTRAND - DAVID TREMBLETT.

Dessins, 1960-1980. Rétrospective. — UNE AUTRE COLLECTION POUR LE MUSÉE. — ATELIER POLAROID. Jusqu'au 19 août. Galeries contemporaines.

LUMIÈRES. Je passe à vous.

Jusqu'au 5 août. LA MODE EN DIRECT. Jusqu'au 30 septembre. CCI.

LIVRES D'ARTISTES.

Jusqu'au 7 octobre. — PARIS AUTREMENT. Jusqu'au 7 septembre. BP.

L'ARCHITECTURE EST UN JEU MAGNIFIQUE.

Jusqu'au 26 août. Grand foyer.

LEGO EN LIBERTÉ.

Jusqu'au 24 août. Atelier des enfants.

Musées

RENOIR.

Grand Palais, avenue du Général-Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. le samedi : 16 F. Jusqu'au 2 septembre.

SALON DES INDÉPENDANTS.

De la Bière à nos jours, 3 000 ans d'art. Grand Palais (256-45-08). T.J. de 10 h à 20 h ; mardi jusqu'à 22 h. Jusqu'au 26 juillet.

LE PASSÉ COMPOSÉ.

Les 4x13 de J.-E. Lacaze. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (296-10-34). T.J. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

GUSTAVE DORÉ et la peinture religieuse et monumentale.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

LES PORTRAITS D'INGRES.

Petit Palais, avenue Winston-Churchill (742-03-47). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 29 septembre.

20 h 30. Entrée 15 F. Jusqu'au 8 septembre.

GIOVANNI ANSELMO - ANGE LECCIA.

Séance - LAWRENCE WELNER. Sculptures. Arc, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Jusqu'au 22 septembre.

PARANT & Co.

Cont mille et une boules. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York. Jusqu'au 29 octobre.

RONSAUD.

Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (361-42-83). T.J. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

CHARLES VANDENHOVE.

Use architecturale de la dentelle. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

TINTIN.

Il est mort sur la Lune - de la fiction à la réalité. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 121-123 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

BROR NJORTH.

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (348-07-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 15 septembre.

DU NEUF PEINTRES DU MAROC.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 26 août.

HISTOIRES D'AFFICHES.

Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

L'AFFICHE SPORTIVE AVANT 1914.

Une sélection du Musée du sport. Musée-galerie de la Seine, 12, rue de Valenciennes (555-91-50). Sauf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

ACHILLE DEVERIA.

Œuvres de la romantisme parisien. Musée Renau-Scheffer, 16, rue Chapuis (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au fin septembre.

RANCILLAC.

Images échantées. YVRAAL. Mosaïque synthétique. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 août.

LES GRANOS BOULEVARS.

Jusqu'au 20 octobre - DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU FAUBOURG DU TEMPLE. Promenade historique dans le XIX^e arrondissement. Jusqu'au 29 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

ARCHÉOLOGIE ET PROJET URBAIN.

Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (325-62-00). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 6 F. Jusqu'au 2 septembre.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE.

Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 6 janvier.

ROBERT LE DIABLE.

Opéra, entrée par la façade (266-50-22). T.J. de 11 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 septembre.

L'ÉVENTAIL, miroir de la Belle Époque.

Jusqu'au 27 octobre. — ÉVENTAILS CONTEMPORAINS. Jusqu'au 30 octobre. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbis (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES.

Le Musée de la Poste, 1, rue de la Poste, 75001 Paris. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

FONDS RÉGIONAL D'ART CONTEMPORAIN D'ILE-DE-FRANCE.

Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (234-95-00). T.J. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 4 août.

Centres culturels

HARTUNG.

Hôtel de ville, salle Saint-Jean (276-00-60). Sauf mardi de 11 h à 19 h. Jusqu'au 10 août.

CHARLES VANDENHOVE.

Use architecturale de la dentelle. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 5 octobre.

TINTIN.

Il est mort sur la Lune - de la fiction à la réalité. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 121-123 rue Saint-Martin (271-26-16). Jusqu'au 6 octobre.

BROR NJORTH.

Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (348-07-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 15 septembre.

DU NEUF PEINTRES DU MAROC.

Musée national des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil (343-14-54). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au 26 août.

HISTOIRES D'AFFICHES.

Musée de la Publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 4 novembre.

L'AFFICHE SPORTIVE AVANT 1914.

Une sélection du Musée du sport. Musée-galerie de la Seine, 12, rue de Valenciennes (555-91-50). Sauf dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 septembre.

ACHILLE DEVERIA.

Œuvres de la romantisme parisien. Musée Renau-Scheffer, 16, rue Chapuis (874-95-38). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au fin septembre.

RANCILLAC.

Images échantées. YVRAAL. Mosaïque synthétique. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 18 août.

LES GRANOS BOULEVARS.

Jusqu'au 20 octobre - DU FAUBOURG SAINT-ANTOINE AU FAUBOURG DU TEMPLE. Promenade historique dans le XIX^e arrondissement. Jusqu'au 29 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

ARCHÉOLOGIE ET PROJET URBAIN.

Musée de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (325-62-00). Sauf mardi, de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 6 F. Jusqu'au 2 septembre.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE.

Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 6 janvier.

ROBERT LE DIABLE.

Opéra, entrée par la façade (266-50-22). T.J. de 11 h à 17 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 septembre.

L'ÉVENTAIL, miroir de la Belle Époque.

Jusqu'au 27 octobre. — ÉVENTAILS CONTEMPORAINS. Jusqu'au 30 octobre. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbis (720-85-23). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 12 F.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES.

Le Musée de la Poste, 1, rue de la Poste, 75001 Paris. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES.

Le Musée de la Poste, 1, rue de la Poste, 75001 Paris. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES.

Le Musée de la Poste, 1, rue de la Poste, 75001 Paris. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES.

Le Musée de la Poste, 1, rue de la Poste, 75001 Paris. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

ALMANACHS, CALENDRIERS ET CARTES POSTALES.

Le Musée de la Poste, 1, rue de la Poste, 75001 Paris. Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 7 septembre.

BEAUVAIS. Édouard Baras. Galerie nationale de la tapisserie, 1, rue Saint-Pierre (4148-29-21). Jusqu'au 29 septembre.

BELLAC.

Caen, peintures, 1978-85. 9, rue Thiers (55) 68-12-79. Jusqu'au 31 août.

BIOT.

Images du travail : peintures et dessins des collections françaises. Musée national Fernand Léger (33-42-14). Jusqu'au 30 septembre.

BLERANCOURT.

La peinture américaine dans les collections du Musée national d'art moderne (1914-1938). Musée national de la coopération franco-américaine, château (39-60-16). Jusqu'au 16 septembre.

BORDEAUX.

Hommage à Odilon Redon, 1840-1916. Galerie des beaux-arts, place du Colonel-Raynal (90-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre. — Michel Baradot. Peintures 1983-1985. — Jeanne Koenig. Œuvres nouvelles. Musée d'art contemporain, entrepôt Lait, rue Foy (44-16-35). Jusqu'au 8 septembre.

BOURG-EN-BRESSE.

Olivier Delac, œuvres récentes. Musée de Bourg, 63, boulevard de Bourg (232-21-31). Jusqu'au 11 septembre.

CAEN.

L'art sacré d'Albert Glézes. Musée des beaux-arts, château (85-28-63). Jusqu'au 31 août.

CAHORS.

Comme Montreuil. Ensembles — Victor Fournier, 1950-1967. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu (97-99-00). Jusqu'au 22 octobre.

CAMPAGNE DU BUGUE (Dordogne).

Œuvres languiennes de l'archéologie. Château (06-44-74). Jusqu'au 28 septembre.

CARCASSONNE.

Gérard Titus-Carnel. Œuvres, ombres et sites. Tours maritimes, salle des Chevaliers. Jusqu'au 31 août.

CASES-DE-PÈNE.

Robert Combes. Fondation du château de Jau (64-42-97). Jusqu'au 15 septembre.

CHARTRES.

Fernand Léger, de 1943 à 1960. Musée des beaux-arts, 29, rue Notre-Dame (36-41-39). Jusqu'au 15 septembre.

CHATEAUBRIANT.

Bismarck de l'époque de Corbière (27-26-31). Jusqu'au 31 août. — Olivier Mosset, 1965-1985. Centre d'art contemporain, place Sainte-Hélène (34-98-25). Jusqu'au 31 août.

CLUNY.

Jean Béraud. Peintures et tapisseries. Écuries de Saint-Hugues. Jusqu'au 30 septembre.

DIEPPE.

Acquisitions : peintures, dessins, sculptures. Musée-château (44-19-76). Jusqu'au 30 septembre.

Le sport et l'argent

III. - En France : ni puissant ni misérable

Le sport brasse des sommes d'argent phénoménales et la télévision y est pour quelque chose (le Monde des 23 et 24 juillet).

Un Français sur cinq a troqué ses pantoufles pour des chaussures de sport. Les champions nationaux se sont fait une place sur les podiums internationaux. L'argent des secteurs public et privé a contribué à cette évolution.

Le fameux dessin de Jacques Faizant qui a fait le tour de la planète il y a un quart de siècle n'illustrait plus, aujourd'hui, l'état et le moral des sportifs : il représentait le général de Gaulle, en survêtement, en sac de sport sur l'épaule, en parlant pour les Jeux olympiques de Rome (1960) - où la délégation nationale était, à quelques exceptions près comme Michel Jazy, en pleine déroute, - et la « bulle » faisait dire au chef de l'Etat : « Décidément, il faut que je fasse tout moi-même ». L'an dernier, M. François Mitterrand n'a pas eu besoin de coiffer son chapeau à larges bords pour aller jouer les cow-boys réagissants à Los Angeles.

Vingt-huit médailles : même si l'absence des pays de l'Est a facilité l'acquisition de quelques-uns de ces trophées, la moisson n'avait pas été si bonne depuis longtemps. Question de dons, évidemment, mais aussi de soutiens financiers : rien que pour l'athlétisme, indique M. Pierre Weiss, directeur administratif de la Fédération nationale française, l'aide gouvernementale à la préparation olympique s'est élevée à 1,9 million de francs, réparti selon le niveau de performance ou le statut social du « sélectionnable ». Bref, Marianne n'est plus seulement un buste. Elle possède maintenant des jambes, et, même s'il a, par nature, des mollets de coq, Chatelet peut se dresser sur ses ergots.

Traditionnellement brillants dans des disciplines réputées « nobles » - le judo, l'escrime, le rugby, les sports équestres, la voile, - mais guère pratiqués au sommet, sur plus d'un ou deux continents, les Français ont, depuis une dizaine d'années et après bien souvent de longues traversées du désert, étendu leur registre international.

Ils ont refait surface en football (la « bande » à Platini et l'équipe olympique), en tennis (Yannick Noah, Henri Leconte), en boxe (Louis Acardis, Antoine Montera), en ski féminin (Christine Pélissier), dans les sports mécaniques - Alain Prost en automobile, Bernard Hinault et Laurent Fignon en cyclisme, Christian Sarron en motocyclisme, etc.

Réviser l'ordre du quarté

Certes, il subsiste de vastes zones d'ombre, notamment dans les deux disciplines vedettes des JO : l'athlétisme, malgré les percées, et la natation, bien que des progrès, illustrés par Frédéric Delcourt à Los Angeles, aient été réalisés. Et gymnastique, en aviron, dans les sports de glace et dans des sports d'équipe comme le basket-ball, le handball ou le volley-ball, on ne peut pas dire que les représentants français se bousculent sur les podiums, exploit excepté. Mais, dans l'ensemble, le sport national, en 1985, n'est pas ridicule. Ni puissant ni misérable.

Dans un pays qui passe, à ses propres yeux, pour compter une majorité de « sportifs en chambre », il faut savoir, comme le souligne M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSEF), qu'on ne cesse pas de gagner et de perdre, pratiquant toutes disciplines confondues (soit un Français sur cinq, nourrissons et personnes âgées).

M. Nelson Paillou est sur la même longueur d'onde : « La préoccupation majeure, dit-il, c'est moins de s'intéresser aux gains des sélections que de se donner les moyens nécessaires pour mener une politique sportive nationale. Ou bien, c'est le tout-étatisme, en vigueur dans les pays totalitaires, de gauche comme de droite. Ou bien c'est le tout-libéralisme, en pratique aux Etats-Unis et en Italie, par exemple. Dans les deux cas, les forces politiques ou économiques se servent des jeunes ou l'un des deux. Nous avons choisi une troisième voie qui sera prépondérante dans l'avenir : financer une politique sportive en commun, pouvoirs publics - secteur privé, à la condition expresse que le mouvement associatif garde toujours le leadership des opérations. »

C'est un langage nouveau : avant mai 1981, la gauche - pure et dure - a souvent considéré que les rapports entre l'activité sportive et l'argent étaient, en quelque sorte, incestueux. Quand on en fait la remarque au président du CNOSEF, ce dernier critique ses propres amis : « Dans ce domaine, la gauche a besoin de se dépoussiérer. Sous la réserve que je viens d'indiquer, on ne doit pas être complexé à l'idée de signer des contrats (définissant évidemment, les droits et les devoirs de chacun) avec des firmes ». Et c'est l'ancien professeur de lettres, qui ajoute : « Le sport est culture, car on peut se « réaliser » à travers lui. Ce qui est vrai, c'est que l'éducateur doit rester le... maître. »

Pour exemple, la Fédération française d'athlétisme vient de renouveler ses accords avec Adidas : la marque, qui habille de pied en cap - ou presque - l'équipe nationale pour les compétitions internationales, a versé, pour 1985, la somme de 460 000 F. Moyennant quoi, elle peut exploiter publiquement et commercialement les résultats obtenus.

par MICHEL CASTAING

(compris...) et un million de dirrants.

Il faut également savoir que l'hexagone comptabilise, au total, une soixantaine de fédérations sportives, des plus classiques à celles du ballon au poing, de la balle au tambourin, des pêcheurs en mer ou de la pirogue polynésienne.

Cet écolisme est à la fois sympathique, parce qu'il permet un grand choix : ce qui importe, c'est d'avoir une activité physique : commerciale, parce qu'il nécessite des matériels en tout genre, et préjudiciable, parce qu'il suppose une dispersion des subventions. Déjà, le budget du ministère de la jeunesse et des sports ne représente que 0,26 % - peut-être 0,30 % en 1986 - du budget de l'Etat, mais M. Alain Calmat préfère parler en chiffres ronds : son département a été doté, cette année, de 2,2 milliards de francs, et, avec les multiples apports des collectivités locales, ce sont, au total, 14 milliards de francs de crédits officiels qui sont aujourd'hui injectés dans le sport national (élite et masse). Il faut y ajouter les recettes du Loto sportif (s'il reprend) et, bien entendu, toutes les contributions nationalisées et privées.

La gauche et le nerf de la guerre

« Le sport brasse beaucoup d'argent, constate le ministre, il faut le redistribuer. A qui ? ». Le sport a besoin de beaucoup d'argent, poursuit-il. Qui doit le donner ? Bonnes questions... On remarque alors que, en 1984, c'est le football, qui a le plus bénéficié des subsides du Fonds national de développement du sport (FNDS) - alimenté par des prélèvements sur les jeux du PMU, et de la Loterie nationale - avec 988 500 F, devant l'athlétisme (769 000 F), le ski (5 643 000 F) et la natation (485 500 F).

« Quel que soit le sport considéré, assure M. Alain Calmat, il convient que le champion soit pris en compte. Je ne peux pas supporter qu'un sportif empêche un autre de vivre. Mais il n'y a aucune raison, non plus, pour que les sportifs soient pénalisés, financièrement, par tous ceux qui, dans la coulisse, vivent du sport. Il faut dresser des plans de carrière, veiller à l'encadrement global de l'athlète de haut niveau, préparer sa conversion. Il existe de nombreuses possibilités. Dans cet esprit, nous avons déjà signé quatre cents conventions (1). Nous en parapherons autant d'ici aux JO de Séoul, en 1988. En ce sens, je parle moins d'argent que de moyen. »

M. Nelson Paillou est sur la même longueur d'onde : « La préoccupation majeure, dit-il, c'est moins de s'intéresser aux gains des sélections que de se donner les moyens nécessaires pour mener une politique sportive nationale. Ou bien, c'est le tout-étatisme, en vigueur dans les pays totalitaires, de gauche comme de droite. Ou bien c'est le tout-libéralisme, en pratique aux Etats-Unis et en Italie, par exemple. Dans les deux cas, les forces politiques ou économiques se servent des jeunes ou l'un des deux. Nous avons choisi une troisième voie qui sera prépondérante dans l'avenir : financer une politique sportive en commun, pouvoirs publics - secteur privé, à la condition expresse que le mouvement associatif garde toujours le leadership des opérations. »

C'est un langage nouveau : avant mai 1981, la gauche - pure et dure - a souvent considéré que les rapports entre l'activité sportive et l'argent étaient, en quelque sorte, incestueux. Quand on en fait la remarque au président du CNOSEF, ce dernier critique ses propres amis : « Dans ce domaine, la gauche a besoin de se dépoussiérer. Sous la réserve que je viens d'indiquer, on ne doit pas être complexé à l'idée de signer des contrats (définissant évidemment, les droits et les devoirs de chacun) avec des firmes ». Et c'est l'ancien professeur de lettres, qui ajoute : « Le sport est culture, car on peut se « réaliser » à travers lui. Ce qui est vrai, c'est que l'éducateur doit rester le... maître. »

Pour exemple, la Fédération française d'athlétisme vient de renouveler ses accords avec Adidas : la marque, qui habille de pied en cap - ou presque - l'équipe nationale pour les compétitions internationales, a versé, pour 1985, la somme de 460 000 F. Moyennant quoi, elle peut exploiter publiquement et commercialement les résultats obtenus.

« L'argent investi dans le sport n'est pas celui qui est employé à travers des résultats, à constituer des « coiffes noires » ou à appâter sans vergogne de trop jeunes gens, estime M. Bernard Bourand, conseiller technique à la direction des sports, ancien directeur technique national de l'aviron. Mais, heureusement, il est généralement utilisé à tout autre chose. Depuis les années 60, le sport de haut niveau est devenu un produit d'exportation. C'est aussi une guerre, et le nerf, c'est l'argent. Comment veut-on qu'un champion non professionnel s'abstienne de son travail six mois par an, pour s'entraîner et concourir bénévolement, s'il n'est pas pris en charge d'une façon quelconque ? »

« Manque à gagner », bourses d'aide à la préparation olympique (jusqu'à 10 000 F par mois), cachets-exhibitions, etc. Le statut de l'athlète olympique est encore mal défini en France et varie selon les disciplines. D'où l'idée des « conventions », pour tenter de concilier. Quelles que soient les critiques émises contre le système en vigueur à l'Est, force est de constater que, dans notre pays, une majorité de talents sportifs se retrouvent non sans raison dans la fonction publique : postiers, policiers, douaniers, employés communaux, sans compter, bien sûr, les professeurs d'éducation physique...

Certes, on n'ignore pas le développement des sections « sport-études », ni le « réveil » du sport à l'école. Mais quand tout un environnement fait miroiter, au moindre gamin un peu doué, une carrière à la Mc Enroe ou à la Platini, avec une mine de dollars à la clé, on peut se poser cette question toute bête, en guise de pirouette finale : quelle chance a aujourd'hui un jeune de devenir successivement champion du monde de patinage artistique, chirurgien des hôpitaux de Paris et, pourquoi pas, ministre chargé de la jeunesse et des sports ?

FIN

(1) L'employeur (service public ou secteur privé) s'engage à embaucher un athlète de haut niveau, à le rémunérer, selon son degré de qualification, et à l'autoriser à prendre le quart, la moitié voire la totalité de son temps de travail pour se consacrer à l'entraînement. La promotion sociale de l'athlète peut s'effectuer par concours ou examens internes). En compensation, le ministère de la jeunesse et des sports alloue à l'employeur une subvention qui doit être réservée au développement du sport de masse dans une entreprise.

TOURISME

QUAND LES GENDARMES REMPLACENT LE GARDE CHAMPÊTRE DE L'ILE

L'ordre règne à Ouessant...

De notre envoyée spéciale

Ouessant. - Depuis le 1^{er} juillet, l'île d'Ouessant (Finistère) est en ébullition. « Il y a des arrivés. Les touristes ? Non, les gendarmes qui occupent l'île, un poste provisoire. Il est vrai que, durant dix mois de l'année, Ouessant vit livrée à elle-même sous l'autorité débonnaire de Malou « la » garde-champêtre. Sans doute les mirages accomplis ont le gardien sur les voitures ouestannaises, rongées par la sel et la rouille, ne sont-ils pas toujours conformes au code de la route et, si les cyclomotoristes n'oublient jamais leur casque, c'est pour mieux l'accrocher à leur guidon. Bref, comme le dit le commandant de gendarmerie de Brest dont l'île dépend, « quand le cher n'est pas là, les touristes dansent ».

Cette année, l'activité fébrile des gendarmes a surpris tout le monde. « Durant l'hiver, explique le docteur Gonin, médecin à Ouessant, le maire est parvenu au bon fonctionnement de la communauté et c'est l'été, période pendant laquelle les touristes affluent, que les gendarmes sont nécessaires. Or, cette année, ils se retournent contre les Ouessantins. »

Chaque jour apporte désormais son lot d'annoyances largement commentées à l'heure de l'apéritif dans les bars, centres de la vie sociale insulaire. La fécure, qui ne roule que le jour, a eu la surprise de se voir arrêter pour vérification de son éclairage : les conducteurs de cars, qui ne font jamais plus de deux fois en une journée les quatre kilomètres qui séparent le bourg du port, ont été priés de placer un mouchard dans leur véhicule afin de vérifier qu'ils ne dépassent pas leurs horaires. Le pro-

Frédéric Beauchêne et Thierry Caron, partis le 16 juin dernier de New-York sur une planche à voile double, sont attendus à Brest mercredi 27 juillet, au terme d'une aventure de quelque 930 heures (38 jours) en mer. Les deux hommes, qui ont doublé le cap Lizard (sud de l'Angleterre) au bord de l'épuisement, avaient fait le pari de joindre les deux continents sur la route empruntée en 1905, par la goélette du capitaine Charly Barr. Un authentique exploit qui repousse un peu plus loin les limites de l'endurance en mer.

Ce devait être une très grosse vague. De celles que l'on voit arriver en se disant : cette fois, on y va. En ce mercredi 17 juillet 1985, Frédéric Beauchêne et Thierry Caron se retrouvent tous les deux dans une eau na dépasant pas 15 degrés. Deux hommes seuls, à la mer. Ça sera leur plus mauvais souvenir. Ils ont vu arriver la dépression, puis, sentant le vent piauler et leur planche à voile se tasser, ils s'étaient précipités à l'abri. Il était exactement 16 h 32 et quelques secondes. De cela, leur commanditaire américain, fabricant de montres, leur a demandé de se souvenir très précisément. Et ils s'en souviendront longtemps, car les derniers jours de navigation - sans vivres et sans couverture de vent - a été un véritable calvaire. Un mois et cinq jours plus tôt, le vice-président de cette compagnie avait appris, en lisant le Washington Post dans son bain, que deux Français allaient se lancer dans le sillage de Charly Barr - le légendaire détenteur du record de l'Atlantique pendant soixante-cinq ans - sur une planche à voile spécialement conçue (le Monde du 4 mai) : 8,20 mètres de long, 1,90 mètre de large, 800 kilos, deux voiles biplanes.

Première balaine

Coup de génie pour coup de pub. Par chance, Beauchêne et Caron avaient dû retarder d'un jour leur départ, les conditions de vent n'étant pas satisfaisantes. Un hélicoptère vint les prendre à New-York pour les amener au bureau du grand industriel américain, dans le Connecticut. Les deux véliplanistes ont alors été pris en charge par un commandant de police, en quelques minutes, Times est devenu la salle de gymnastique des champs, le plus important commanditaire de l'opération. Beauchêne et Caron ne demandaient pas mieux.

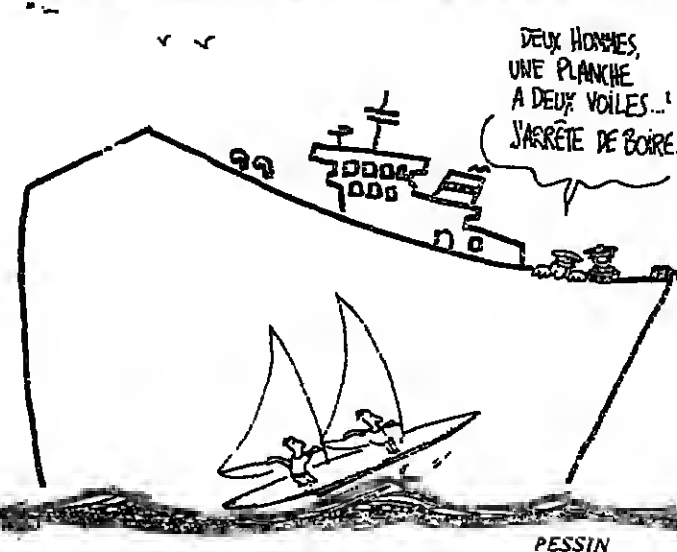
« Fred » a tenté aussi. Le cheveu blond et vagabond. C'est un

as de la planche à voile. En 1978, il a effectué la première traversée de la Manche. L'année d'après, il a doublé le cap Horn, performance dont il est toujours le seul « dépositaire ». Il rêvait de faire encore mieux : la traversée d'ouest en est de l'Atlantique. Sans assistance, contrairement au « voyage » Guyane-Sénégal de Christian Marty en 1982.

Pendant des mois, il a mûri son projet. En janvier dernier, il a présenté son premier dossier au Salon nautique. La salle des Champs engageait à elle seule près de la moitié du budget global (14 400 000 F), puis une vingtaine d'autres commanditaires, des sommes plus modestes. Le projet grand forme. Thierry Caron, le coéquipier choisi par Beauchêne, est l'homme de l'ombre et des cartes. Un marin de La Rochelle,

de bonheur, mais ensuite ils seront hantés par la peur de chavirer sur une autre. Les cargos qu'ils croisent au large commencent de précieuses informations : plus au nord, les flots charrient de gros blocs de glace dangereux pour la frêle embarcation. Jusqu'à ce 17 juillet dernier, quand la planche se ratoune sous le tampe. L'un des deux oieds du mât articulé casse, un wishbone se désagrége. Il faudra un quart d'heure d'efforts avant de réussir à renverser la planche.

Par radio, Beauchêne indique seulement qu'ils ont chaviré, sans plus de précision. Trois jours après, il lâche quelques informations qui alertent les oroches à Paris. Les deux navigateurs ont perdu une partie de leurs maigres ressources d'eau et de nourriture.



fin navigateur. C'est lui qui donnera le cap. Mais c'est aussi un solide gaillard qui sait prendre le quart et s'accrocher au wishbone de cette planche à voile peu commune.

Les premiers miles seront laborieux. Il faudra presque une semaine pour toucher enfin le Gulf Stream, cette « autoroute de l'Est » océanique, et contourner une première dérive trop sudiste. Le travail à bord est organisé sur le système des trois huit. Les deux hommes naviguent de concert pendant huit heures, puis l'un va se reposer dans le petit habitacle insubmersible avant de remonter sur le pont huit heures plus tard. Au bout de quelques jours, les appareils de radio, en proie à l'humidité, s'effondrent. Puis les hommes. Pau après, Beauchêne et Caron croisent leur première balaine. C'est un grand moment

et le moral est au plus bas. On évoque la possibilité de leur porter assistance. « Jamais ! », proteste Beauchêne. La traversée se poursuit, malgré un eczéma au cuir chavellu pour Caron, une arcade sourcillière ouverte pour Beauchêne, la fatigue et le rationnement pour tous les deux. C'est dans ces conditions qu'ils « désalent » une nouvelle fois au cours de la nuit précédant leur arrivée par un coup de vent de force 7. Mais ils n'abandonnent pas.

Enfin la phare du cap Lizard est en vue : selon les gardes-côtes de Falmouth ils doublent cette marque symbolique des traversées record de l'Atlantique nord mûri 26 juillet vers 22 heures. Mercredi, les deux héros devaient être conduits jusqu'à Brest. La gloire pour quelque miles de plus.

YAN LIEUTAUD.

CYCLISME

L'équipe de France en question

Composer l'équipe de France cycliste pour les championnats du monde sur route, le 1^{er} septembre prochain à Trévise, risque d'être un casse-tête pour le directeur technique national, Lucien Bailly.

Personne ne comprendrait en effet que l'on se passe des services de Bernard Hinault. Mais le vainqueur du Tour de France a clairement fait savoir que le système des équipes nationales lui paraît absurde dans le contexte du cyclisme professionnel actuel (le Monde du 20 juillet). Le Breton ne veut pas faire la chusée à ses coéquipiers étrangers de la formation de Bernard Tapie, tels Lemond, Ruitmann ou Andersen, s'ils ont des chances de gagner le maillot arc-en-ciel.

Mais, dans ces conditions, quel serait l'intérêt de participer à une équipe tricolore pour les coureurs

français qui ne portent pas le maillot de La Vie Claire ? C'est la question que vient de soulever Cyrille Guimard, directeur sportif de l'équipe Renault Elf : si le vainqueur du Tour de France ne joue pas le jeu de la course d'équipe, ces coureurs n'ont aucune chance de figurer à l'arrivée. Et quelques autres Français pourraient être amenés à rouler pour d'autres étrangers. Ce serait absurde. Aussi Cyrille Guimard envisage-t-il de ne prêter aucun de ses coureurs à l'équipe nationale. La tâche de Lucien Bailly en serait momentanément simplifiée. Mais ce serait un fait : l'arrêt de mort de l'équipe tricolore.

MÉDECINE

SIDA INTERDIT A BORD

La compagnie nationale australienne Trans Australia Airline (TAA) refusera dorénavant de transporter les passagers atteints de SIDA. La principale compagnie intérieure, Ansett, avait déjà pris la même décision.

Il y a quelques jours, les professeurs Gold et Pennington, qui dirigent le groupe d'urgence mis en place par le gouvernement pour enquêter sur cette maladie, ont déclaré que près de cinq cent mille personnes étaient porteuses du virus en Australie. A ce jour, quatre-vingt-cas de SIDA avérés ont été enregistrés dans le pays.

On ne voit pas très bien comment les mesures prises par les deux compagnies aériennes pourraient être appliquées. A moins d'exiger de chaque passager une déclaration « sur l'honneur »...

TOUT CE QUI SE TRANSFORME EN LIT S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU

CAPELOU

GRAND CHOIX DE MEUBLES ET DE DÉCORATION

37, Avenue de la République
75017 PARIS - Métro Parmentier
TEL : 357.46.35

INFORMATIONS « SERVICES »

LE JEU DU MERCREDI

LE QUIZ

Ces événements ont fait la « une » de l'actualité il y a quelques semaines ou quelques mois. Si vous êtes un lecteur assidu du Monde, vous devriez retrouver sans mal les réponses exactes.

1. « J'avance comme un âne... » : c'est le titre d'un ouvrage de réflexions signé :
a) Michel Poniatowski ;
b) Le cardinal Etchegaray ;
c) Jean-Luc Godard.
2. Quel est l'auteur de cette analyse : « Il y a un accord complexe entre M. Fabius et M. Jospin sur la stratégie. Ils se sont partagés les rôles afin de réaliser plus large. » ?
a) Jean-Claude Gaudin ;
b) Pierre Mauroy ;
c) Pierre Bérégovoy.
3. Solution au chômage proposée par le CNPF : la création des ENCA, c'est-à-dire des :
a) Emplois nationaux à caractère associatif ;
b) Emplois nouveaux à contraintes allégées ;
c) Ecoles nationales de créations d'affaires.
4. Outre la France, trois pays participent à la construction de l'Airbus A320 :
a) Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne ;
b) Allemagne, Belgique, Pays-Bas ;
c) Italie, Grande-Bretagne, Allemagne.
5. M. Badinter, lors d'un débat sur les libertés, a confié à propos de la récupération par la droite de ce thème :
a) Ça me gonfle les bottes ;
b) Ça me coupe les bretelles ;
c) Ça me bassine les mollets.
6. Oscars 84 du cinéma américain :
a) Robert Duval et Shirley Mac Laine ;
b) Jack Nicholson et Marryl Streep ;
c) Michael Caine et Jessica Lange.
7. Selon une enquête de l'IFRES, la catégorie politique de Parisiens la plus cinéophile est :
a) Les communistes ;
b) Les socialistes ;
c) Les libéraux (UDF).
8. Liste RPR-UDF aux élections européennes sous la direction de M. Vail. Ses trois suivants étaient :
a) MM. Pons, Lecanuet, Poniatowski ;
b) MM. Pons, Lecanuet, de la Malène ;
c) MM. Lecanuet, Poniatowski, Juppé.
9. Le général Jeruzelski a récemment décliné un grand honneur. Lequel ?
a) La médaille de l'Ordre de Lénine ;
b) Le prix de l'Académie des sciences de Kaboul ;
c) La nomination au grade de maréchal.
10. « La bêtise » a inspiré un ouvrage récent signé :
a) Michel Poniatowski ;
b) Guy Bados ;
c) André Glucksmann.

Solution dans notre prochain numéro

SOLUTION DU JEU DU MARDI (à la tribune)

1. de la crise ; 2. redressement national ; 3. vous ; 4. la France ; 5. nos ventes à l'étranger ; 6. ébranlée ; 7. l'inflation ; 8. affaiblir ; 9. notre appareil industriel ; 10. producteur et accélérateur ; 11. l'Etat ; 12. 1985 ; 13. pas autrement ; 14. relanceurs ; 15. durables ; 16. salaires ; 17. un grand pays moderne ; 18. solidarité et de dialogue ; 19. pour moi ; 20. compétitives ; 21. grandes tâches ; 22. sécurité ; 23. barrières ; 24. d'enfance ; 25. l'essentiel ; 26. bonne parole à tous.
- 1 à 5 réponses exactes : Les messages de votre vote sont aussi étrangers que la politique en général.
- 10 à 15 réponses exactes : Moyen : soyez attentifs le 31 décembre 1985 et vous améliorerez votre score.
- 20 à 25 réponses exactes : Contactez immédiatement Jacques Attali (écrite à la cellule « sous-traitants et autres négociés »).
- 26 réponses exactes : Vous êtes un proche de Roger Henin qui vous a le 24 juillet fait un discours pour s'entraîner. Nous comptons.

A la suite d'une erreur technique, certains de nos lecteurs n'ont pas eu la bonne solution du « Jeu du Lundi » (Le Monde du 23 juillet) : le Parrain. Nous les prions de bien vouloir nous excuser. Nous donnons aujourd'hui la bonne solution.

« Bion égo-centrique » était le totem de notre personnage chez des scouts. Ses lunettes sans verres étaient une allusion à l'une des photos de la campagne présidentielle de 1981 où il avait posé avec de simples montures. Quant à l'« histoire d'habitation », c'était plutôt de cohabitation qu'il s'agissait. Le parrain de Laurent était donc Jacques Chirac.

Admissions aux agrégations

(Par ordre alphabétique)

Mathématiques

Mmes et MM. Karim Abdeljelil (66) ; Luc Abregel (74) ; Marianne Alcan (50) ; Bernard Alaric (152) ; Marie-Claude Anaud (44) ; Daniel Attal (103) ; Anne-Marie Aubert (118) ; Pascal Auscher (21) ; Pascal Azerad (18) ; Evelyne Baldis (142) ; Paul Barbaroux (61) ; Jean-Luc Barnier (58) ; Nadine Barou (142) ; Bruno Baudin (16) ; Marc Becker (111) ; Michel Beniguet (94) ; Philippe Benedetto (42) ; Yves Benjamin (58) ; Jean-François Benzeval (46) ; Alain Bernard (99) ; Jean-François Bertin (16) ; François Bertrand (56) ; Hervé Bertrand (76) ; Corinne Berzin (87) ; Maurice Besset (124) ; Michel Beutin (126) ; Denis Bigo (133) ; Christine Biseat (80) ; Yann Blanchard (133) ; Daniel Blouin (166) ; Pascal Boldini (136) ; Michèle Bonansea (35) ; Michel Borral-Michaud (107) ; Thierry Bouche (128) ; Jean-Philippe Boucheron (39) ; Jacques Boulanger (74) ; Françoise Bourgeois (107) ; Michel Bourguet (118) ; Katy Bousci (136) ; Gérard Bouneaux (80) ; Benjamin Caban (101) ; François Capaces

(28) ; Benoît Carrey (69) ; Christian Carrière (148) ; Grégoire Casalis (35) ; Jean-Marc Chabrier (12) ; Danielle Chamazallard (166) ; Jacques Champagne (51) ; Brigitte Chaput (173) ; Eric Charpentier (58) ; Ouzi Chau (87) ; Sophie Chemla (80) ; Nicolas Choquet (10) ; Jean-Philippe Choquin (139) ; Sylvie Chou (107) ; Mireille Clossier (89) ; Pierre Corbet (155) ; François Couloigner (49) ; Didine Courroube (118) ; Olivier Couvroux (42) ; Xavier Creveaux (76) ; Bernadette Deuly (80) ; Nicole David (45) ; Jean-Marc Dedeurwaerder (107) ; Bernard Delacampagne (154) ; Corinne Delahaye (173) ; Eric Desvues (33) ; Yves Deville (7) ; Jean-Marc Dittes (152) ; Anne Dondon (139) ; Catherine Donati (2) ; Michèle Dorand (56) ; Jean-Luc Dorier (13) ; Sophie Duhamelin (71) ; Patrick Estevez (155) ; Jean-Louis Fabry (114) ; Christian Faivre (39) ; Etienne Feige (141) ; Alain Fleury (52) ; Jean-Denis Fouks (72) ; Gilbert Gabillard (55) ; Jean Galtier (70) ; Denis Gardes (103) ; Françoise Geandier (107) ; Olivier Genes (52) ; Jean-Michel Gindaglie (58) ; Pierre Gissot (21) ;

Patrick Gonzalez (128) ; Olivier Gues (15) ; Laurent Habesiger (25) ; Pascale Harneke (6) ; Hélène Hato (35) ; Alan Hudin (158) ; Alain Hugues (102) ; Martine Jandaly (99) ; Thierry Jannet (20) ; Jean-Marie Frédérique (158) ; Kindler Alain (173) ; Lasjaunias Magali (158) ; Laurence Claude (166) ; Lemaître Christine (103) ; Lecoq Noël (173) ; Legros Stéphane (51) ; Lempereur Deguery Robert (149) ; Leblond Jean (80) ; Martel Valérie (30) ; Mayer Marie (163) ; Mellac Joseph (122) ; Michélie Gérard (116) ; Michou Thérèse (149) ; Michaux Marie (150) ; Morion Michel (129) ; Moulin François (1) ; Mourre Catherine (163) ; Musoz Enriques (152) ; Mathias Catherine (142) ; Oger Bruno (46) ; Martine Olivi (54) ; Eric Oswald (45) ; Irène Passeron (92) ; Jean-Marc Patin (166) ; Philippe Paul (129) ; Michel Percy (128) ; Frédérique Petit (18) ;

Catherine Penaud (14) ; Didier Pias (2) ; Jean-Marc Pichon (145) ; Serge Plantureux (23) ; Patrick Prigot (31) ; Catherine Pujol (27) ; Marcel Quesset (173) ; Patrick Rainaud (97) ; Henri Renaudon (150) ; Collette Renouvin (61) ; Blandine Reure (94) ; Benoît Richard (7) ; Pascal Richard (41) ; Christian Riffel (97) ; Francis Rigal (170) ; Agnès Rigby (50) ; Emmanuel Rio (28) ; Guy Rivol (133) ; Didier Robert (61) ; Jean Rombaldi (78) ; Jean Roget (107) ; Jacques Roussel (173) ; Bernard Roux (124) ; Alberte Royer (107) ; Philippe Ryckelnyck (72) ; Eric Salas (40) ; Yves Saladin (161) ; Michel Salau (155) ; Denis Sauvaget (172) ; Rinaldo Schiavi (47) ; Yves Solubaud (173) ; Alain Schwann (85) ; Eric Serré (86) ; Luc Sibergu (91) ; Jérôme Surven (126) ; Thierry Socruux (113) ; Yves Suprin (118) ; Laurent Thieulin (39) ; Dominique Toussaint (32) ; Bernard Tuech (163) ; Pierre Vallée (74) ; Bruno Vidal de Verneix (173) ; Eric Wegrynowski (52).

Omar Kouba (21 bis), admis à titre étranger.

DU BON USAGE DE L'AUTOROUTE

C'est tellement facile de conduire sur autoroute ! Il suffit de se laisser rouler sur ce ruban d'asphalte si sûr, dira-t-on, alors pourquoi ce petit livre *Bien conduire sur autoroute* ? Parce que plus de la moitié des accidents mortels ne mettent en cause qu'un seul véhicule, parce que le risque d'accident y est trois fois plus grand la nuit que le jour, parce qu'il existe des règles pour arriver à destination en bonne santé !

Bien conduire sur autoroute indique les précautions à prendre (la pression des pneus !), la conduite en situation normale (tenez vos distances !), et la conduite en situation particulière (la pluie, la nuit, la panne...). A lire pour apprendre que la fatigue, l'assoupissement et l'inattention provoquent un accident corporel sur cinq.

★ *Bien conduire sur autoroute*. Assoc. Codoroute, 29 F. En vente dans les kiosques, dans les auto-écoles et sur les autoroutes.

MODE

Le long et le court

Le long l'emporte pour le jour en tenues molles et emmitouflées destinées au grand froid, le court, ajusté et séducteur, se révélant en robes de nuit.

Ambiance studieuse, chez PHILIPPE VENET, où se pressent banquiers et investisseurs. Il habille avec maestria et cohérence. Son interprétation du court est d'une élégance raffinée en manteaux-couverture de couleurs de fleurs d'été, aux découpes basses ou effées de cape, s'ouvrant sur des robes-chandails en deux et trois couleurs. C'est seyant et confortable du matin au crépuscule. Quelques redingotes sont traitées en douceur, comme les ensembles de dîner épaillés en belle soie et laine, sur des corsages drapés en araignée et jupes de velours. Les robes de cocktail montrent des volants de taille haute, et les modèles du soir s'ouvrent avec bonheur autour du corps.

EMMANUEL UNGARO fête le vingtième anniversaire de sa maison avec des ensembles de velours ajustés et en biais, gris benquière, battant les mollets. Les manteaux et vestes s'ouvrent sur des blouses à manches gigot et encolures à manger de la tarte, les pieds étant chaussés de bottillons à talons hauts agrémentés de guêtres. C'est dire qu'on est couvert pour les frimas. Ces thèmes sont repris en deux tons neutres avec une couleur forte, puis c'est le concert des harmonies douces de jaune, de bleu, de vert et de violet, très printanières, à partir de chemises, de pannes haute de Jean Barthelet, plus vives que l'écharpe et la casaque sur jupes de linage et de velours. D'innombrables passages de robes de jersey de laine noire moulante ne s'éclaircissent que d'un épaule. Les imprimés sont à différents et heurtés que les grands blazers sur robes drapées en paraissent capocéphaliques, avant les modèles du soir, plutôt Traviata.

TED LAPIDUS coiffe ses vestes de chasse sous de fausses capes parmentées de castor à poil long. De belles redingotes de moulin



(Dessin de Karl Lagerfeld.)

CHANEL : tailleur à grande veste de tweed noire garnie de fourrure sur jupes de tulle et mousseline de soie.

lots, à corsets ajustés, petites basques et jupes en pointe de mouchoir.

Les imprimés d'hiver de LOUIS FERAUD ont été dessinés « dans le désordre », du moins s'ordonnent-ils en thèmes jeunes et seyants. Le Cotton Club de La Nouvelle-Orléans inspire une série de tailleurs et ensembles de jour au mollet ou à pantalons à rayures noires et blanches de plusieurs largeurs, sur vestes à carreaux-fenêtres rehaussées par un gilet de linage fuchsia. Encore des écosais du soir somptueusement brodés en blazers larges sur minijupes. De charmantes robes du soir scintillent des mille feux de leurs broderies et paillettes, à décolletés plongeants et jupes drapées.

Le courant CHANEL passe très fort dans la belle collection de Karl Lagerfeld, jouant sur les deux logiques de la saison, mais sans excès. Manteaux et redingotes se complètent de paletots parfois ornés de vision sauvage et de zébrures sur les robes de jersey à corsages surhaussés plaqués au corps à partir des hanches. Les taffetas changeants de Taroni bruissent en robes du soir, utilisés en doublure d'imprimés ou en deux tons sobres. Les robes sont d'ailleurs omnipotentes : moulantes, dessinées, à la fois déshabillées et provocantes, quelle que soit leur longueur. La marée résume les points forts : robes-bustiers blanches au-dessus du genou sous manteaux-parkas géants en taffetas blanc réversible ornés d'un boa de remard. La brune lins se retrouve coiffée d'une immense perruque à franges.

En progrès, LECOANET REMANT joue l'Inde victorienne avec ses tuniques et draps de soie sur tailleurs épaillés, parfois travaillés en bandiers et retenus aux hanches. Des écosais de soie rebrodés de bianchini s'ouvrent sur des bustiers de velours. Des modèles à tourner en contraste invitent à la danse.

NATHALIE MONT-SERVAN.

MÉTÉOROLOGIE

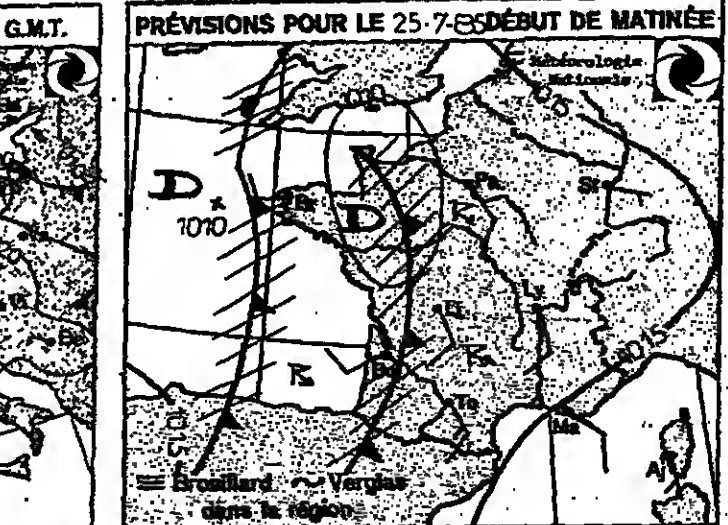


Évolution probable des temps en France entre le mercredi 24 juillet à 0 heure et le jeudi 25 juillet 1985 à minuit.

Situation générale : le flux de sud-ouest cyclonique qui s'organise en altitude advection de l'air de plus en plus instable sur la France, une situation orageuse va se généraliser.

Prévisions : jeudi matin, des pluies orageuses très localisées seront observées sur la France, excepté du nord au Jura, et sur les régions méditerranéennes où le beau temps prédominera, ces résidus pluvio-orageux seront plus fréquents de la Bretagne à l'Aquitaine.

À la cours de la journée, un temps chaud et orageux se généralisera, seuls l'extrême sud-est et l'Alsace ont peu de risque de subir des orages. Ailleurs les foyers orageux locaux seront fréquents et parfois forts et accompagnés de grêle et de rafales. Les nuages seront plus abondants et souvent accompagnés de



pluies mieux organisées de la Bretagne à la Vendée et à l'Aquitaine.

Les températures maximales, en baisse par rapport à mercredi, seront voisines de 23 degrés à 32 degrés du nord-ouest au sud-est.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 juillet ; le second, le minimum dans la nuit du 23 au 24 juillet) : Ajaccio, 30 et 16 degrés ; Biarritz, 26 et 15 ; Bordeaux, 30 et 17 ; Bourges, 28 et 15 ; Brest, 20 et 12 ; Caen, 21 et 10 ; Cherbourg, 17 et 9 ; Clermont-Ferrand, 30 et 12 ; Dijon, 30 et 16 ; Grenoble-St-M., 32 et 14 ; Grenoble-St-Georges, 29 et 12 ; Lille, 24 et 11 ; Lyon, 29 et 13 ; Marseille-Marinasse, 33 et 19 ; Nancy, 24 et 9 ; Nantes, 27 et 14 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 20 ; Paris-Monnaie, 23 et 14 ; Paris-Orly, 23 et 12 ; Pau, 32 et 18 ; Perpignan, 34 et 19 ; Rennes, 21 et 11 ; Strasbourg, 26 et 13 ;

Toulouse, 33 et 17 ; Tours, 26 et 14 ; Poitiers-Pitre, 32 et 26.

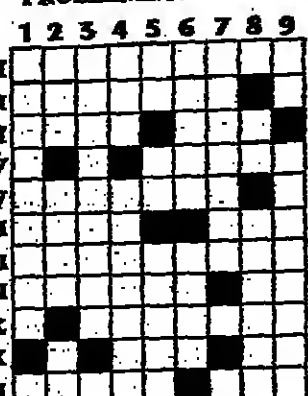
Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20 ; Amsterdam, 20 et 11 ; Athènes, 32 et 24 ; Berlin, 20 et 11 ; Bonn, 21 et 9 ; Bruxelles, 22 et 10 ; Le Caire, 35 et 22 ; Les Canaries, 27 et 21 ; Copenhague, 20 et 11 ; Dakar, 32 et 26 ; Djibouti, 29 et 24 ; Genève, 31 et 12 ; Istanbul, 27 et 16 ; Jérusalem, 29 et 18 ; Liège, 38 et 23 ; Londres, 25 et 13 ; Luxembourg, 21 et 12 ; Madrid, 38 et 20 ; Moscou, 23 et 12 ; Moscou, 15 et 14 ; Nairobi, 26 (max.) ; New-York, 25 et 18 ; Palma-de-Majorque, 30 et 18 ; Rio-de-Janeiro, 24 et 19 ; Rome, 32 et 20 ; Stockholm, 17 et 10 ; Tenez, 36 et 24 ; Tunis, 31 et 18.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris le 24 juillet, à 8 heures, de 1 023,6 millibars, soit 767,8 millimètres de mercure.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4016



HORIZONTALEMENT

1. Époque où le sabotage d'une ligne de « ceinture » tendait à favoriser les transports. — II. Fin d'une histoire d'amour fatigante. — III. Distraire. Point chaud au pays du mikado. — IV. Rassemble les réserves qui vont au feu. — V. Plus il est plein de son sujet, plus il est long à se vider. — VI. Mère d'une fille en valeur. Lettre grecque. — VII. Le travail le dérange beaucoup. — VIII. Fait une paire avec un roi. Même les grands liturgiques ont commencé par là. — IX. Affecte les gens du bas monde. — X. Tableaux. Pleine révolution. — XI. C'est quand il est pris qu'on en est souvent l'esclave. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Valeur en portefeuille. — 2. N'importe plus le bon d'œuvre vieux. Pièce souvent garnie. Se dirige. — 3. Il faut être patient pour la subir. — 4. Bonté de conduite. Rasant on affermissant la peau. — 5. Assimilé. Personnel. Barbe plus ou moins longue. — 6. Centre industriel du Brésil. Titres étrangers. — 7. Prit discrètement congé de la compagnie. — 8. Son pouvoir est irrésistible. Personnage de la fable on pas affable du tout. — 9. Mot de réver. Thermidoriens modernes.

Solution du problème n° 4015

Horizontalement

I. Tomelier. — II. Aviateur (allusion au bac africain). — III. Centrale. — IV. Hâ! Aide. — V. Elie, So. — VI. Carthes. — VII. Us. Art. — VIII. Autriche. — IX. P. Ecurie. — X. Han. Ess. — XI. Écosais.

Verticalement

1. Tachygraphe. — 2. Ovre. Ubat. — 3. Nin. Ecus. NL. — 4. Nataliste. — 5. Étrier. Écha. — 6. Leader. Ru. — 7. Iule. Haire. — 8. Ero. Surtur. — 9. Postée.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENREDI 26 JUILLET

- « La montagne Sainte-Geneviève : la Sorbonne », 15 heures, 47, rue des Ecoles.
- « Le parc des Buttes-Chaumont », 15 heures, métro Boulogne.
- « Archéologie et projet humain », à l'Hotel de Clugny, 15 heures, cour du musée.
- « La maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard.
- « Les divisions nouvelles et le calendrier du Père-Lachaise », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.
- « Cent tombes jolies dans un cimetière chrétien », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise.
- Pour les sept à douze ans : « Autour de Notre-Dame », tél. (1) 277-23-31 (Paris bascule).
- « Le château de Neuilly », 15 heures, 52, boulevard d'Argenson.
- « Réouverture du Musée des arts décoratifs », 15 heures, entrée musée 107, rue de Rivoli.
- « Exposition Renoir », 16 heures, entrée du Grand Palais ou 13 h 15 en bus scolaire gauche.
- « Les hôtels de l'île Saint-Louis », 14 heures, métro Pont-Marie.
- « Le Marais, de l'Hotel de Beauvais à l'Hotel de Sens », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie Lohau.
- « La maison Belhomme : prison sous la Terreur, de la duchesse d'Orléans et de Rouen », 15 heures, métro Ledru-Rollin, devant Moupin (C.A. Messer).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du mercredi 24 juillet :

UN ARRÊTÉ

Modifiant l'arrêté du 17 mai 1976 relatif aux préliminaires de sang.

UN DÉCRET

Portant organisation administrative et financière de l'Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES

مكتبة من الأصول

économie

REPÈRES

Dollar : raffermissement à 8,72 F

Déprimé mardi 23 juillet à 8,8450 F, contre 8,7850 F lundi 22 juillet, le dollar s'est raffermi mercredi 24 juillet à 8,72 F (2,87 DM, contre 2,84 DM). La raison ? Une augmentation inattendue de 1,8 % des commandes américaines de biens durables en juin 1985, alors que l'on prévoyait une diminution de 1,5 % à 2 %. La tendance du fond reste néanmoins à la baisse sur le dollar, signalent les opérateurs. La lire a légèrement monté, à plus de 4,54 F pour 1 000 lire, contre 4,538 F la veille. La mark a fléchi à Paris (3,0385 F, contre 3,04 F).

CEE : libre installation des pharmaciens

Les pharmaciens ressortissent d'un pays membre de la Communauté, indépendants comme salariés, pourront s'installer où bon leur semble sur le territoire des Dix. Les dispositions nécessaires à ce que cette liberté d'établissement devienne effective, et, singulièrement, la reconnaissance légale des diplômes, ont été approuvées mardi 23 juillet par le conseil des ministres des Dix.

Certains Etats membres, dont la France, restreignent la nombre de pharmacies nouvelles qui peuvent être créées. Pour en tenir compte, la directive limite le droit d'installation des nouveaux venus à la reprise de pharmacies qui ont fonctionné depuis plus de trois ans. S'agissant de la Grèce, compte tenu des conditions particulières dans lesquelles s'y exerce la profession, la libre circulation sera limitée aux pharmaciens salariés. La liberté d'établissement devient ainsi effective pour l'ensemble des professions médicales ; les directives précédentes l'avaient instaurée pour les médecins, les infirmiers, les sages-femmes et les dentistes.

SOCIAL

L'ACCÉLÉRATION DU PLAN ACIER

Les élus du Nord en appelant à MM. Mitterrand et Fabius

Correspondance

Lille. — Après l'annonce de la fermeture de l'usine Unimetal à Trith-Saint-Léger, (le Monde du 24 juillet), la journée du mardi 23 juillet a été marquée par une visite de MM. Claude Dole, PDG de Saeclor, et Jean Jacquet, PDG d'Unimetal, à Lille et à Valenciennes. Tous deux sont venus expliquer au bureau du conseil régional, que présidait M. Noël Joseph, et en présence du président du conseil général, M. Bernard Derossier, et du président du comité économique social régional, M. Fernand Miersman, les raisons économiques qui, selon eux, ont imposé la restructuration en cours, qui d'ailleurs s'effectue au niveau européen. Le déficit d'exploitation de l'usine de Trith serait actuellement de 14 % du chiffre d'affaires.

Le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont pas été entendus. Les élus ont affirmé nettement leur opposition à la fermeture de l'usine : une « décision inacceptable » ont-ils affirmé, en soulignant fortement que le maintien du train annuel à Trith était un engagement formel du plan sidérurgique approuvé par le gouvernement Mauroy en 1984. Les élus en appellent à M. Mitterrand et à M. Fabius en leur demandant de rejeter purement et simplement les décisions d'Unisat et de Saeclor. Dès mardi matin, cent-cinquante délégués environ ont barré l'autoroute A-2 pendant une bonne heure ; d'autres manifestations sont prévues ces jours-ci, notamment à Lille. Les élus ont obtenu l'assurance qu'aucune menace ne pèse sur l'usine des Dunes, près de Dunkerque, au sujet de laquelle courent des bruits alarmistes et où la direction vient d'annoncer cent suppressions d'emplois. Mardi, à Paris, se sont réunis MM. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat à la fonction publique, Pierre Mauroy, ancien premier ministre, et Guy Allouche, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord. Ils demandent au premier ministre de recevoir une délégation des parlementaires socialistes du Nord dans les quarante-huit heures. — (Interim.)

LES COMPTES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Mme Dufoix : il faut « gérer serré »

En présentant, le mardi 23 juillet, les comptes de la Sécurité sociale, M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a récusé les prévisions des experts de l'opposition qui parlent d'un déficit de 30 à 35 milliards pour 1986. « Ce sont eux qui annonçaient 25 milliards de déficit pour 1985 », a-t-elle ironisé tout en ajoutant : « La seule chose qui est sûre, c'est que la Sécurité sociale ne s'équilibre pas naturellement. La Sécurité sociale doit être gérée serrée pour maintenir en France une protection sociale collective. » M^{me} Dufoix a réitéré son opposition à « une Sécurité sociale à deux vitesses ». Sans exclure de nouvelles mesures pour 1986, elle a écarté

l'immédiate réévaluation du 1 %.

M. André Bergeron a affirmé que, si on veut « conserver le niveau très élevé de notre protection sociale », il faut prendre deux mesures immédiates : « le réajustement du 1 % et la poursuite assidue de la politique conventionnelle entre les médecins et les caisses-maladie ». S'exprimant dans une interview au Parisien libéré, le secrétaire général de FO ajoute : « En matière de comptes, il n'y a pas de miracle possible. Les dépenses vont croissant avec une rentrée moindre d'argent. (...) On ne peut être garanti contre tout sans accepter une contrepartie financière. »

La CFTC s'étonne, au-delà d'une présentation « qui se veut rassurante », de « l'extrême discrétion du rapport sur les projections de 1986, alors que le taux de croissance des dépenses conjugué avec la réduction des recettes laisse présager un déséquilibre qui dépassera sensiblement les réserves constituées ». De son côté, la CGC parle de « raffolement de comptes », en affirmant qu'« à l'aide de transferts entre les régimes le gouvernement masque la réalité de la situation financière de la Sécurité sociale ».

Pour M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS et ancien ministre de la santé, ces comptes « manifestent un accalmie suspecte ». « L'écart entre le rythme d'évolution des dépenses et des recettes qui s'est élargi en 1984 se trouve artificiellement réduit pour 1985 sous l'effet des reports des dépenses qui surchargent l'année 1986 déjà particulièrement difficile. » Et M. Barrot interroge : « Alors que s'affirme la certitude d'un déficit vieillisse de plus en plus élevé, pourquoi différer les efforts à consentir, au risque de les rendre plus difficiles que s'ils étaient élargis dans le temps ? »

Pour sa part, la fédération CGT des industries textiles affirme que le syndé a extorqué la signature d'un délégué syndical, celui-ci s'étant publiquement rétracté. La CGT organise le 25 juillet un vote pour recueillir l'avis des salariés.

IMBROGLIO AUX BLANCHISSERIES DE GRENNELLE

Le syndé des Blanchisseries de Grenelle (huit cent dix-sept salariés), installées à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), a annoncé le 23 juillet que l'entreprise était « sauvée » après la signature, par l'ensemble des syndicats, d'un protocole d'accord que conteste la fédération des industries textiles (CGT). Selon le syndé nommé après la mise en liquidation de l'entreprise le 17 juillet, tous les syndicats, dont la CGT (majoritaire à 85 % chez les ouvriers), « ont donné leur accord pour un plan consistant à bloquer les salaires pendant un an ou moins et à réduire de 10 % les dépenses de personnel par la suppression d'avantages acquis ».

Pour sa part, la fédération CGT des industries textiles affirme que le syndé a extorqué la signature d'un délégué syndical, celui-ci s'étant publiquement rétracté. La CGT organise le 25 juillet un vote pour recueillir l'avis des salariés.

AFFAIRES

La contribution des PTT au budget général sera de 19 milliards de francs

Dans le cadre d'un budget 1986 d'extrême rigueur, les PTT ne s'en sortent pas trop mal. Même si l'emploi de cette administration de 450 000 agents devra être réduit de quelque 3 000 postes, ce qui ne manquera pas de provoquer la colère des syndicats, cette baisse est moins forte que ne l'espérait M. Bérégovoy au départ (1 % des effectifs selon sa lettre de cadrage) soit 4 500 postes. Les investissements seront maintenus en volume à 36,1 milliards de francs (32,9 milliards pour les télécommunications et 3,2 milliards pour la poste) ce qui permettra, en rognant sur les dépenses courantes (immobilier, parc automobile...), de faire un gros effort sur le plan de la télévision par câble.

Cette bonne tenue budgétaire, les PTT ne la doivent pas au gouvernement mais aux usagers, particulièrement aux abonnés au téléphone. On sait que depuis 1982, la rue Rivoli « ponctionne » les PTT de façon variée et largement abusive puisque cette procédure a provoqué une augmentation de 25 % de la taxe de base téléphonique l'été dernier.

Le PDG de Renault adresse une mise en garde à la CGT

(Suite de la première page.)

Autrement dit, la direction est en droit d'affirmer aux syndicats : si vous voulez être tenus informés — comme le législateur nous en fait obligation — des grandes orientations stratégiques, économiques, financières ou technologiques de l'entreprise, gardez pour vous des informations qui peuvent donner des atouts à la concurrence, faire avorter une négociation ou effrayer indûment nos banquiers.

Tout se complique alors, car les syndicalistes ne sont pas moins dans leur rôle lorsqu'ils rétorquent : nous sommes maîtres par nos électeurs pour les informer de l'avenir de l'entreprise. A quoi nous servirait-il de connaître tous les chiffres et tous les projets, s'il nous est défendu d'en faire état et, oserais-je le dire, de les critiquer ? Nous serions piégés et poignés et deviendrons des alliés objectifs de la direction.

Ce débat, qui ne fait que commencer, est d'autant plus d'actualité que la Régie met en place, sans en avoir l'air, une politique immobilière de grande envergure. Avant la fin de cette année, la totalité du patrimoine immobilier de Renault aura cessé de lui appartenir en pleine propriété. En effet, pour reconstruire ses fondations, la direction a décidé, à partir de 1984, notamment, à une cession de ses usines de Flins, Cléon et Sandouville à sa filiale immobilière à 100 %, SICOFRAM, pour la somme de 3374 millions de francs empruntée pour une large part. Cette opération prend la forme d'une cession-bail (lease-back), c'est-à-dire qu'en échange d'un loyer versé par Renault, SICOFRAM rendra les immeubles concernés à sa maison-mère au terme d'une période d'une quinzaine d'années.

Le conseil d'administration du 23 juillet a poursuivi cette politique en cédant, cession-bail et pour 1,2 milliard de francs à SICOFRAM, les établissements de Boulogne et de Fresnes et en lui apportant en capital l'usine de Billancourt. Cette dernière cession peut soit préfigurer à l'abandon et à la vente de l'usine, soit garantir les emprunts ultérieurs de la SICOFRAM.

On voit que ces opérations, présentées par la direction de Renault comme acquiescentes de longue date, et purement techniques, engagent à long terme la Régie, et que la CGT a tout à fait raison d'être vigilante, même si elle se trompe sur les qualifications juridiques de la cession et sur ses conséquences à court terme. Il ne s'agit pas à l'évidence d'une prise d'hypothèque.

Les autres mesures arrêtées par le conseil d'administration sont de moindre importance. Comme prévu, il a entériné la filialisation de la direction du machinisme agricole, baptisée Renault-Agriculture, pour faciliter la recherche d'un partenaire qui pourrait être le constructeur allemand Deutz (KMD). Il a approuvé la cession de 51 % des actions de Renix électronique à la société américaine Allied. Il a décidé d'incorporer dans le capital de Renault-Véhicules industriels les avances faites par la Régie en 1983, 1984 et 1985.

ALAIN FAUJAS.

assimilable (pour les deux tiers) à un véritable impôt. En 1985, l'abonné sera ainsi venu au secours du contribuable pour 15,2 milliards de francs. En 1986, cette contribution sera d'environ 19 milliards. Le détail est le suivant :

— Les fonds de réserve pris directement par le budget général sur les résultats des PTT, passera de 2,2 milliards à 3 milliards (hausse supérieure à l'inflation malgré les engagements).

— Les dotations en capital des entreprises nationalisées de la filière électronique passeront à 2,4 milliards de francs (et non 22 milliards comme une coquille nous l'a fait écrire dans nos dernières éditions datées du 24 juillet) contre 1,7 milliards en 1985. Les PTT récupèrent ainsi l'ensemble de cette charge à laquelle en 1985 le ministère de l'Industrie avait participé ;

— Les autres aides budgétaires à la filière électronique atteindront 2,4 milliards contre 350 millions de francs pour Euréka (les autres 350 millions prévus pour Euréka seront payés par le ministère de la recherche et de la technologie) ;

— La charge du CNES, à la charge des PTT depuis cette année, fera un bond de 3,4 milliards à 4,210 milliards de francs ;

— La subvention accordée traditionnellement par la Rue de Rivoli à la poste pour le transport des journaux (1,3 milliard en 1985) est supprimée. Les PTT financeront en 1986 cet effort de l'Etat.

Cette contribution de 19 milliards est payée d'abord par une augmentation prévue des recettes (+ 7 % en volume), mais il faudra aussi augmenter légèrement les tarifs. Les PTT, à tarif téléphonique inchangé, pourront payer 17 milliards ; cette différence de 2 milliards sera financée par une hausse de 2 centimes, courant août, de la taxe téléphonique (qui passera à 77 centimes), afin de ne pas avoir recours à trop d'emprunts supplémentaires. Les PTT ont déjà très lourdement endettés.

Le timbre, par ailleurs, augmentera de 1 centime le 1^{er} août (le Monde des 23 et 24 juin), mais la décision avait été prise précédemment.

ÉRIC LE BOUCHER.

ENTREPRISES

Toyota construira deux usines aux États-Unis et au Canada

Le constructeur automobile japonais Toyota a annoncé, le 23 juillet, qu'il installerait deux usines d'assemblage en Amérique du Nord. L'une sera implantée aux États-Unis et l'autre au Canada.

Ces usines qui, dans un premier temps, utiliseront des pièces détachées et des moteurs importés du Japon, produiront à partir de 1988 200 000 véhicules de 2 000 centimètres cubes par an, aux États-Unis, et 50 000 véhicules de 1 600 centimètres cubes au Canada.

Toyota produit déjà une petite cylindre en Californie en coopération avec General Motors. Il devient le quatrième constructeur japonais à produire directement ses véhicules en Amérique du Nord après Honda, Nissan et Mazda.

Sumitomo cherche à prendre pied dans Dunlop-États-Unis

Le groupe japonais Sumitomo Rubber s'efforce d'entrer dans le capital de Dunlop Tire Corporation (États-Unis), la dernière manufacture de pneus de Dunlop Holdings (Grande-Bretagne), revenue 118 millions de dollars (11,06 milliard de francs) en mai dernier (le Monde du 21 mai) à un groupe d'investisseurs américains et aux cadres de l'entreprise (ces derniers pour 10 %).

Selon le porte-parole de Sumitomo, un accord est sur le point d'être signé portant sur le rachat de 10 % des actions... dans un premier temps, car la firme japonaise, désormais propriétaire de toutes les installations de Dunlop en Europe, ne veut pas limiter ses ambitions à une participation minoritaire outre-Atlantique.

Le porte-parole de la firme japonaise précise que l'accord en préparation comporte une option d'achat sur un paquet supplémentaire de titres.

Bull en équilibre

Le constructeur français d'ordinateurs Bull a obtenu son

équilibre financier au premier semestre de 1985. Une année de rouge — dans lequel le groupe était plongé depuis la fin de 1980 — plus rapide que prévue, puisque l'équilibre ne devait être retrouvé, d'après les prévisions faites l'an passé, que sur l'année entière.

Cette accélération est due à la bonne tenue du marché, le chiffre d'affaires a augmenté de 17 % (à structures comparables) par rapport à 1984.

Le redressement financier de Bull ne manquera pas d'avoir un impact psychologique sur ses clients mais également sur ses salariés tant secourus, dans le passé, par les zigzags de l'information financière. La politique conduite depuis sa nationalisation en 1982 de remises en ordre des usines porte ses fruits.

Le britannique ICL, puis l'informaticien de l'Allemagne Siemens et aujourd'hui Bull retrouvent de meilleures perspectives — quoique encore très fragiles — au moment où le sort de l'industrie américaine, autre qu'IBM, inquiète, comme en témoignent les soucis d'Apple ou de Sperry.

• Pertes pour la COFACE britannique. — L'organisation de garantie des crédits à l'exportation (Export Credits Guarantee Department-ECGD), a enregistré pour l'année financière terminée au 31 mars 1984 une perte de 148 millions de livres contre un bénéfice net de 208 millions l'année précédente (1982-1983). La commission parlementaire d'enquête sur les comptes publics a qualifié cette évolution de « détérioration spectaculaire » et exprimé sa « préoccupation ». Selon la commission, les créances douteuses qui ont conduit à ces pertes sont attribuables au nombre croissant d'entreprises privées étrangères en difficulté. Elle suggère la limitation des affaires avec les pays « à risques » et une association de l'ECGD avec les assureurs privés britanniques pour limiter les pertes. — (AFP.)

L'AIDE A LA CRÉATION D'ENTREPRISES

Question de temps et d'argent

Pau. — Partenariat, essai, image ou aide ? Peu importe finalement le mot. L'essentiel est que, grâce à des dispositifs originaux, des grands groupes industriels de la dimension d'Elf-Aquitaine soutiennent la naissance de nouvelles entreprises dans des régions comme le Béarn ou les Landes où, justement, leur prédominance économique leur impose de respecter l'environnement, voire les obligations de maintien des équilibres.

Conçus à l'origine de façon tout à fait artisanale avec la Bureau de développement économique (BDE) du bassin de l'Adour — une association régie par la loi de 1901, à laquelle Elf-Aquitaine verse une cotisation annuelle de 8 millions de francs depuis sa création en 1972, — cette forme d'intervention s'est perfectionnée, en 1978, quand le groupe a constitué la SOFREA (Société de financement régional Elf-Aquitaine). Des 800 000 F d'aide par opération — 3 800 emplois créés avec 420 entreprises bénéficiaires, — pour un montant total de 37 millions de francs de prêts à moyen terme au taux de 8 %, il fallait passer à la vitesse supérieure pour engager 573 millions de francs au total — 100 millions par an qui ne sont pas entièrement utilisés — et, ainsi, participer aux mêmes conditions financières à la création ou au maintien de plus de 18 000 emplois avec 615 interventions auprès de 590 sociétés différentes.

La culture d'entreprise

Pour suivre ce secteur en plein développement, Elf-Aquitaine a même dû, en 1984, constituer une sixième direction générale, la DRAD (Direction des développements régionaux et activités diverses) et y rassembler les activités liées aux entreprises extérieures ou aux filiales et participations qui ne rentrent pas dans les orientations propres des branches des groupes. Dirigée par MM. Jean Pavard et Paul Dumontier, cette nouvelle entité s'est fait une spécialité de l'innovation et du développement régional.

On aurait tort de considérer ces tentatives comme du mécénat. Ici, on invente, on cherche et parfois la société mère trouve des pépites qui lui serviront à l'avenir pour sa propre diversification,

De notre envoyé spécial

quand ce n'est pas pour soutenir des marchés qui lui sont nécessaires. On raconte par exemple l'histoire, édifiante, des techniciens qui ont mis au point le film plastique agricole biodégradable. Ils ont permis de sauver une unité de production condamnée par ses mauvais résultats.

Thermoformeage et cimes des pins

Plus prosaïquement, comme aux environs de Lacq, il s'agit, au début, de fuir la pollution. Les femmes, puis les enfants, trouvaient difficilement un emploi dans une zone vouée aux activités agricoles. Plus tard, et parce que l'on commençait à se soucier des conséquences sur l'économie locale de la fin d'exploitation du gaz, on s'est efforcé de favoriser un tissu industriel de substitution. Puis, à la faveur de ces démarches volontaristes, on s'est aperçu qu'un grand groupe ne pouvait exister sans poissons, fruits, qu'il fallait l'accompagner d'une myriade de PME ou de PMI qui, comme autant de pépites, le maintenaient en contact des réalités économiques. Outre que les résultats financiers de ces aides, rémunérées, ne sont pas sans intérêt pour le groupe, Elf-Aquitaine s'est progressivement convaincu que ces aides faisaient partie de ce qu'on appelle aujourd'hui la « culture d'entreprise ».

Concrètement, au Béarn et dans les Landes, cela donne des résultats passionnants. C'est ainsi que la SOFREA a pu soutenir les sociétés Saimona et Saimonides d'Aquitaine qui, à Castets, ont implanté une usine de transformation et conditionnement de truites élevées dans neuf piscicultures, dont la plus importante se trouve à Mezcos. Non contente de fournir 10 % du marché français de la « truite portion », dix ans après sa création, cette jeune société s'est lancée dans la production de la truite saumonée pour reconquérir le terrain laissé aux Scandinaves pour le saumon fumé. Avec des installations modernes, informatisées et gérées électroniquement, les éleveurs de truites suivent quotidiennement la progression de 17 000 tonnes de poissons.

Plus proche des activités d'un groupe pétrolier, on trouve aussi, perdue dans la forêt des Landes, une entreprise, la SATMA, spécialisée dans la réalisation de machines pour le thermoformeage qui sont utilisées, par exemple, pour la fabrication de casques de moto ou de planches à voile. Il y a peu, cette entreprise toute récente dirigée par M. Gérard Guillemet, a donné naissance à une deuxième société, la CIM, qui a commencé en mars dernier la fabrication de raquettes de tennis en fibres de carbone et de verre, commercialisée sous le marque Elf-Compétition. A terme, 58 emplois seront créés dans ces deux entreprises, contre 37 actuellement. La SOFREA aura financé le projet par un prêt de 1,8 million de francs, sans parler des aides techniques fournies ou même du soutien de sa filiale de distribution Distriplay, qui souhaite concurrencer le matériel haut de gamme fabriqué à Taiwan.

Deuxième exemple, beaucoup plus connu (le Monde Dimanche du 17 avril 1983), la société Biolandes, installée au San (Landes), a pu elle aussi renaître grâce à la SOFREA et créer quelques dizaines d'emplois en exploitant un trésor inutilisé, les cimes de pin. En ramassant 30 à 40 tonnes d'épaves de pin par jour dans la forêt landaise, l'entreprise distille des huiles essentielles qui servent à fabriquer les parfums — un produit qu'il faut importer — mais commercialisées également du vareau ou du compost auprès des horticulteurs et, enfin, fournir du combustible peu onéreux pour trois cents logements HLM et 2 hectares de serres dans l'agglomération bordelaise. Outre ses après son implantation, Biolandes a évité un suicide, à mi-chemin entre le rêve écologiste et la ruée technique. Mais Elf-Aquitaine, qui possède plusieurs filiales spécialisées dans les cosmétiques, ne fait pas partie de ses clients.

Ce qui tendrait à prouver que les marchés captifs favorisent moins la création d'entreprises viables que le sérieux de l'investisseur, pourvu qu'il sache consacrer beaucoup d'argent et de temps à des enfants qui vivront ensuite sans lui.

ALAIN LEBLAUD.

553 من الأصل

ÉTRANGER

LES NÉGOCIATIONS POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'ACCORD MULTIFIBRES

Un marché de 828 milliards de francs

Les négociations pour le renouvellement de l'accord multibfibres, réglementant près des quatre cinquièmes du commerce textile mondial (tous produits confondus), ont commencé mardi 23 juillet à Genève au sein du comité des textiles du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Qu'est-ce que l'accord multibfibres (AMF) ? Il s'agit d'un arrangement quadripartite sur le négoce international des produits de l'industrie textile et de l'habillement en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1974. Cet arrangement va au-delà des possibilités ouvertes par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) et permet aux Etats membres (quarante plus la CEE, considérée comme une entité) d'arrêter des mesures de sauvegarde contre l'entrée intempestive d'articles d'origine étrangère. Il constitue une sorte de compromis entre les intérêts des pays en voie de développement (exportateurs) soutenus d'accroître leurs ventes et ceux des pays industrialisés (importateurs), dont l'industrie textile est à la recherche de moyens pour lutter contre l'une des plus grandes crises de son histoire.

Trois révisions en dix ans

Autrement dit, l'AMF s'est fixé pour objectif de favoriser le développement économique et social des pays en voie de développement en leur assurant une croissance sensible mais régulière des recettes tirées des ventes de produits textiles ; de mettre les seconds à l'abri d'une invasion qui menacerait leur propre industrie. Comment ? En instaurant des contingents d'importations, soit quand un préjudice grave est constaté, soit, le plus souvent, par des accords bilatéraux d'importations et d'exportations révisables annuellement (quotas fixés pays par pays). Ces quotas sont les véritables instruments de

L'accord multibfibres arrive à son terme à la fin juillet 1986.

Les discussions s'annoncent laborieuses. L'enjeu est considérable, puisque 9 % du commerce international des produits manufacturés sont concernés. En 1983, les exportations mon-

diales de textiles et de vêtements se sont élevées à 92 milliards de dollars (828 milliards de francs) et les ventes aux pays industrialisés des seuls pays en voie de développement, ventes couvertes par l'accord multibfibres, ont atteint 15 milliards de dollars (136 milliards de francs).

tion des quotas entre les Etats membres de la CEE restait délicate. Ceux-ci ne respectaient pas nécessairement les obligations des accords préférentiels. Quant au problème posé par le non-contingentement des exportations entre pays industrialisés, il restait entier.

AMF-3, signé le 22 décembre 1981, a derechef corrigé le tir en fixant au niveau communautaire des plafonds globaux internes compatibles avec les possibilités d'absorption des divers marchés.

L'AMF n'est certes pas une panacée mais son principal mérite est d'avoir évité le pire. D'une part, il n'a pas entravé le commerce des pays en voie de développement dont la part dans les échanges internationaux, pour l'habillement notamment, est passée de 47 % à 59 % entre 1973 et 1982. D'autre part, en régulant le flot, il a permis à l'industrie européenne de se restructurer sans catastrophe majeure, si ce n'est pour l'emploi (1,3 million de postes supprimés).

En 1983, les importations textiles de la CEE ont atteint 15,9 milliards d'ECU (109 milliards de francs) et ses exportations 14,1 milliards d'ECU.

Les enjeux

d'un quatrième accord

Les industriels européens, ceux du vêtement surtout, sont évidemment favorables à un quatrième AMF, car ils redoutent sinon de voir remis fondamentalement en cause des équilibres trouvés avec peine. Les Dix partagent cet avis ; ils esti-

ment que, dans les conditions actuelles, une suppression de l'AMF conduirait à une déstabilisation des échanges mondiaux. Mais pour sauver la face, ils affirment que la libéralisation des échanges reste leur objectif à moyen terme. L'AMF a donc des chances d'être reconduit. Mais quel AMF ? En France, l'union des industries de l'habillement préconise un accord mieux « ciblé » et plus contraignant pour les produits sensibles, un accord plus équilibré aussi comportant la reconnaissance du principe de réciprocité, pour ouvrir les portes des marchés encore fermés, l'inclusion d'une clause renforçant la lutte contre le piratage et les contrefaçons et d'une clause sur un développement social dans les pays en voie de développement, afin d'atténuer les effets de la concurrence par les coûts de la main-d'œuvre.

Les Etats-Unis, dont le marché a finalement cédé aux coups de boutoir des importations (la part étrangère s'élève à 23 % contre 9,4 % en 1974), préparent une loi très restrictive et réclament la conclusion rapide d'un nouvel arrangement et se posent en arbitre. Le Japon soutient la CEE pour reconduire l'accord avec des dispositions plus libérales. Les pays en voie de développement, enfin, sont partagés entre la suppression et l'aménagement avec application des règles du GATT. Qui l'emportera ?

Cette première réunion du comité des textiles n'est en fait que le coup d'envoi de négociations, qui ne devraient véritablement commencer qu'au printemps 1986. Une nouvelle réunion du comité textile est prévue en décembre prochain.

ANDRÉ DESBOTS.

APRÈS L'ADOPTION DU PROJET DE LOI SUR LES RETRAITES

Le gouvernement espagnol s'efforce d'apaiser le mécontentement syndical

De notre correspondant

Madrid. — Après cinq mois de polémiques au Congrès et d'agitation dans la rue, le projet de loi réduisant les pensions de retraite a été définitivement adopté, le 23 juillet, par le Parlement. L'un des plus controversés de la législature, il a provoqué la première grève générale de l'Espagne démocratique, et un affrontement d'une dureté sans précédent entre le gouvernement et les syndicats (le Monde des 26 avril et 22 mai).

Le ministre du travail, M. Almunia, considérait que cette loi était indispensable pour maîtriser l'accroissement des dépenses de retraites qui, entre 1977 et 1984, ont augmenté de 24 % par an en moyenne, alors que les cotisations à la Sécurité sociale progressaient seulement de 15 %. Pour inverser cette tendance, la nouvelle loi durcit les exigences pour l'octroi de la retraite, en faisant passer de dix à quinze le nombre minimal d'années de cotisations requises.

Le niveau initial des retraites sera par ailleurs sensiblement abaissé. Il sera calculé en fonction des cotisations des huit dernières années ; auparavant, il était établi sur la base des cotisations de deux années choisies par le salarié parmi les sept dernières. En échange, la loi prévoit la revalorisation automatique des pensions de retraite suivant l'inflation prévue. Les organisations syndicales exigeaient que la revalorisation s'effectue au contraire en fonction de la hausse réelle des prix, qui est toujours supérieure à celle prévue par le gouvernement. Ils n'ont finalement obtenu satisfaction que pour les retraites inférieures au salaire

minimal. Les syndicats n'ont d'ailleurs cessé de livrer bataille contre cette loi. Selon eux, le gouvernement, en se contentant de réduire les retraites, veut faire l'économie d'une réforme plus profonde du système de Sécurité sociale. Depuis la grève générale de vingt-quatre heures, le 20 juin dernier, par les Commissions ouvrières (communistes), les ponts sont pratiquement coupés entre cette centrale et le gouvernement socialiste. Ce dernier a dû faire face, en outre, à une attaque en règle du « syndicat frère », l'UGT (Union générale des travailleurs) socialiste, qui a annoncé, le 19 juillet, qu'elle dénoncerait la loi devant l'OIT (Organisation internationale du travail) à Genève.

Afin d'apaiser ce mécontentement syndical qui grandit dangereusement à moins d'un an des élections législatives, le gouvernement a lancé ces derniers jours, parallèlement à l'adoption de la loi sur les retraites une « offensive de charisme » en direction de l'UGT. Le ministre du travail vient de donner une réponse favorable à trois des principales exigences de cette centrale.

Des négociations vont s'ouvrir pour assurer la participation des syndicats à la gestion des entreprises publiques. Par ailleurs, le gouvernement ne poussera pas plus loin la « flexibilité » du marché de l'emploi, malgré les pressions du patronat, qui demande que le licenciement collectif ne soit plus soumis à autorisation administrative préalable. Enfin, sera envoyée dans les prochains jours au Parlement une loi réglementant la restitution aux centrales du « patrimoine syndical ».

Ce patrimoine est constitué, d'une part, par les biens des organisations ouvrières confisqués par Franco à la fin de la guerre civile et, de l'autre, par les cotisations obligatoires versées durant quarante ans par les travailleurs et les employeurs au syndicat vertical franquiste. En 1978, le ministère du travail évaluait sa valeur totale, constituée surtout de biens immobiliers, à 44,5 milliards de pesetas, soit 2,3 milliards de francs. Il s'agit d'un apport de taille pour des organisations ouvrières dont l'assise financière reste fragile, vu le faible taux de syndicalisation qui caractérise aujourd'hui l'Espagne.

THIERRY MALINIAR.

● Vins frelatés en RFA. — Des analyses en laboratoire ont révélé la présence de glycol-dithylène — antigel — dans deux vins de la région du Rhin-Hessen, en RFA. La société qui les commercialise a toutefois précisé qu'aucune bouteille n'avait encore été distribuée.

D'autre part, une dose de 19 grammes de glycol-dithylène, le CISEL, a été trouvée dans le centre de la RFA. La dose mortelle de cette substance toxique entrant dans la fabrication de l'antigel est, pour une personne de faible résistance physique, de 14 grammes.

En Autriche, tandis que les viticulteurs tentent de sauver l'image de marque de leur production en faisant notamment une importante campagne publicitaire, le syndicat des agriculteurs a demandé la démission du ministre de l'agriculture.

● Accord des syndicats sur l'échelle mobile. — Les trois centrales syndicales italiennes, CGIL, CISL et UIL, ont convenu, le 23 juillet, d'un accord sur le projet de réforme de l'échelle mobile qu'ils présenteront au gouvernement et au patronat. Il prévoit une indexation totale d'une partie du salaire fixée à 600 000 liras (2 700 F environ) et l'indexation à 30 % de la partie dépassant ce plafond. Une telle réforme aboutirait à une indexation moyenne de 50 % ; a indiqué M. Fausto Vicegami, secrétaire confédéral de la CGIL. Parallèlement, les syndicats demandent que les déductions fiscales dont bénéficient les salariés ne portent plus sur une somme fixe, mais sur une partie de leurs revenus exprimée en pourcentage. — AFP.

AGRICULTURE

LES SUITES DE LA DÉVALUATION DE LA LIRE

Les montants compensatoires sont relevés en Italie

Après la dévaluation de 7,8 % de la lire (calculée « en dedans »), le comité de gestion agricole de la CEE a décidé, mardi 23 juillet, de relever les montants compensatoires monétaires (MCM) en Italie. Ces MCM, négatifs pour ce pays, passent de 3,5 % à 7,3 % pour les céréales, les œufs, les volailles et les porcs, produits déjà soumis aux MCM. Des MCM négatifs sont institués à hauteur de 3,7 % pour le vin, et de 3,8 % pour les autres produits. Les MCM négatifs, appliqués dans les pays à monnaie faible, jouent comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation de produits agricoles. Ils corrigent les effets des ajustements monétaires sur les prix agricoles, les neutralisant pour une grande part.

Dans le cas de l'Italie, les MCM qui viennent d'être relevés ou modifiés le sont pour un pourcentage très inférieur aux 7,8 % de dévaluation de la lire. L'explication réside dans le fait que leur calcul s'effectue en « taux réel », c'est-à-dire sur la moyenne des cours effectifs constatés en continu sur une période de cinq jours. Ainsi se mesure l'écart entre le « taux » (taux fictif utilisé pour convertir en monnaie nationale les prix agricoles fixés en ECU) et le « taux réel ». Or depuis le début de l'année, et surtout depuis février, la lire a déjà fléchi de plus

de 5 %, profitant de sa marge de fluctuation autorisée, fixée à 6 % contre 2,25 % pour les autres monnaies de la CEE.

Ce phénomène explique que, le lundi 22 juillet, à la réouverture des marchés des échanges italiens fermés le vendredi précédent, la lire n'ait perdu que 1,5 %, d'où le montant réduit des MCM négatifs. Les MCM réellement appliqués dans les échanges ne reflètent toutefois pas la totalité de l'écart entre le « taux vert » et le « taux réel », car l'Italie bénéficie d'une franchise de 1,5 % à 5 %, selon les produits.

Pour l'Allemagne de l'Ouest et les Pays-Bas, les MCM positifs (taxes à l'exportation et subventions à l'importation) restent inchangés, variant entre 1,8 % et 2,9 %. Le comité de gestion a également décidé de modifier les MCM en Grande-Bretagne et en Grèce, qui varient en fonction des fluctuations de la livre sterling et de la drachme, les deux seules monnaies de la CEE qui ne participent pas au mécanisme de stabilisation des échanges du SME.

En Grèce, les MCM négatifs sur les céréales, les œufs, la volaille et le porc passent à 15,8 % contre 13,9 %, ceux sur le vin à 12,3 % contre 10,4 % et les MCM sur les autres produits à 2,3 % contre 1 %.

Au Royaume-Uni, ce sont des montants compensatoires monétaires positifs qui sont appliqués. Pour tous les produits, ils passent de 4,9 % à 5,5 %.

TRANSPORTS

LES CONTRÔLEURS AÉRIENS SUSPENDENT LEUR ORDRE DE GRÈVE

L'ordre de grève qui devait paralyser le contrôle aérien, du vendredi 26 juillet à midi au lundi 29 juillet à midi, est suspendu. A l'issue d'une réunion avec la direction de la navigation aérienne, le Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien (SNCTA) a décidé de ne pas donner suite à son préavis de grève.

Le SNCTA a estimé qu'il avait obtenu l'ouverture de véritables négociations sur le maintien des contrôleurs dans les aéroports de moindre importance.

De son côté, le secrétaire d'Etat aux transports déclare exclure la fermeture de ceux-ci. Il annonce « un ambitieux projet de formation permanente qui devra être conçu pour contribuer au développement des différentes professions de la navigation aérienne ».

CRÉATION DU GROUPEMENT EUROPÉEN D'INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES (GIE)

(De notre correspondant.)

Bruxelles (Communautés européennes). — Pour favoriser la coopération entre entreprises appartenant à plusieurs pays membres de la Communauté, le conseil des ministres des Dix a décidé d'instaurer le GIE (Groupe d'intérêts économiques). Ce nouvel instrument juridique de droit communautaire s'inspire du GIE (Groupe d'intérêts économiques) français. Il s'agit d'une sorte d'association souple réalisée par plusieurs partenaires qui ont décidé de poursuivre une activité en commun.

Ainsi, Airbus Industrie est un GIE, mais il est de droit français. L'apparition du GIE permettra de supprimer l'obstacle, très réel pour de nombreuses entreprises, qui consiste à devoir se soumettre à un statut juridique relevant d'un autre pays membre. L'UNICE (Union des industries de la Communauté européenne) réclame avec force depuis plusieurs années la création du GIE, à laquelle se sont longtemps opposés les Britanniques, réticents à l'idée de voir introduire à côté de leur propre législation un instrument juridique communautaire.

Lord Cockfield, vice-président de la commission qui conduit le combat pour la création d'un grand marché intérieur, considère le GIE comme un outil efficace pour promouvoir la coopération entre industriels. Son point de vue a été apparemment entendu à Londres. Cependant, compte tenu des dispositions pratiques à introduire dans chacun des pays membres, le GIE ne pourra devenir opérationnel avant 1989.

Ph. L.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base - haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-IL	8,7149	8,7179	+ 119	+ 125
DM	6,4548	6,4594	+ 24	+ 45
Yen (100)	3,6271	3,6549	+ 96	+ 109
DM	3,8389	3,8419	+ 136	+ 136
Florn	2,7818	2,7825	+ 71	+ 79
F.S. (100)	15,0976	15,1075	+ 186	+ 158
F.S.	3,7026	3,7062	+ 129	+ 145
L. (1 000)	4,5433	4,5472	+ 39	+ 115
L. (1 000)	12,2562	12,2592	+ 299	+ 261

TAUX DES EUROMONNAIES

	3/4	8	1/8	1/16	3/16	1/4	3/8
SE-IL	4 3/4	5 1/8	4 15/16	5 1/16	4 15/16	5 1/8	5 1/4
DM	6 1/4	6 1/2	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4	6 1/4
F.S. (100)	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 3/4
F.S.	1	2	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8
L. (1 000)	7	9	11	12 1/4	11 1/2	12 1/2	13 3/4
L. (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 1/2	12 3/4	13 1/4
F. (100)	9 1/2	10	9 7/8	10 3/8	9 7/8	10 3/8	10 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉTATS-UNIS

Hausse de 1,8 % des commandes de biens durables de l'industrie

Les commandes de biens durables aux Etats-Unis ont de nouveau progressé de 1,8 % en juin, après s'être déjà améliorées de 3,3 % en mai, et de 0,2 % en avril. Comme au cours du mois précédent, cette progression a reflété, pour une bonne part, la hausse de 13,7 % des commandes militaires. Hors celles-ci, l'augmentation des commandes n'a été que de 0,7 % en juin, contre 0,6 % en mai.

Signe encourageant, les commandes de biens d'équipements non militaires — principal indicateur de l'investissement des entreprises — se sont accrues de 6,8 % en juin, alors qu'elles n'avaient augmenté que de 0,9 % en mai et diminué en avril.

On remarque, en revanche, une baisse des commandes de matériel de transport de 0,7 % en juin, une diminution des commandes d'automobiles n'ayant été que partielle-

ment compensée par une progression des commandes d'avions et de navires.

LES PRIX DE DÉTAIL ONT AUGMENTÉ DE 0,2 % EN JUIN

La hausse des prix de détail reste faible aux Etats-Unis (0,2 % en juin, identique à celle du mois précédent). En avril, en revanche, l'augmentation de ce même indice avait été plus forte (10,4 %). Pour l'ensemble de ce semestre, les prix de détail ont évolué à un rythme modéré, de 3,7 % sur l'année. « L'inflation continue d'être maîtrisée », a conclu M. Larry Speakes, le porte-parole de la Maison Blanche.

Créances douteuses en solde

Echengerait créance sur la Corée du Sud contre créance sur le Chili. De telles transactions ont de quoi étonner, la solvabilité des pays débiteurs étant mise en doute en raison de l'importance de leur dette extérieure. Mais les développements récents ont mis en évidence l'existence d'opérateurs intéressés par de telles créances. Certains, contents dans les perspectives de remboursement, y voient une occasion de réaliser un profit en rachetant, avec un rabais, ces créances. D'autres, exporteurs de produits à destination des pays en voie de développement, y trouvent un substitut au refinancement des banques qui, déjà trop engagées sur ces pays, refusent tout risque supplémentaire. Le plus souvent ce sont les banques elles-mêmes qui vendent ou s'échangent leurs créances sur le tiers-monde.

En tout cas, un opérateur réfractaire l'argument selon lequel un pays endetté ne profiterait pour racheter sa dette, en dessous de sa valeur : un tel pays a trop besoin de préserver intact le capital de confiance de la part des pays créanciers, indispensables au refinancement éventuel de sa dette, pour risquer de l'entier par de telles transactions.

La Banque mondiale observe, sans y participer, le développement de ce que l'on appelle, pour simplifier, les « marchés secon-

daire » des titres de la dette des pays du tiers-monde. Leur avantage est de permettre aux banques, soit de reconstruire leur capacité de prêter, grâce à un allègement de leur portefeuille, soit de mieux répartir les risques entre les pays.

Mais le volume des transactions reste limité, de l'ordre de 3 à 4 milliards de dollars. Un des principaux opérateurs, la banque d'affaires britannique Singer and Friedlander, qui, avec son partenaire américain European Inter American Finance World, a été impliquée dans des opérations dont le total dépasse le milliard de dollars, ne prévoit pas de grands développements dans l'immédiat, car « il y a plus de vendeurs que d'acheteurs ».

Paradoxalement, les créances sont pourtant rarement échangées à moins de 70 % de leur valeur : d'une part, les banques préfèrent s'abstenir plutôt que de révéler le peu de confiance qu'elles accordent à leurs propres titres. D'autre part, il y a peu d'acheteurs prêts à miser sur une créance bradée éventuellement à 10 % de sa valeur, dont le prix suffirait à indiquer la défiance des prêteurs dans les possibilités de recouvrement. Finalement, les « marchés secondaires » sont moins des marchés qu'un ensemble de transactions isolées.

D. B.

PARLER AVEC ASSURANCE

Confiance en soi - Communication
Méthode audiovisuelle
Formation continue
I.F.T.O. (1) 333-97-25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INFORMATION SICAV AU 28 JUIN 1985
BANQUE WORMS

Sociétés d'investissement à Capital Variable	HAUSSMANN OBLIGATIONS	HAUSSMANN ÉPARGNE	EUROPE INVESTISSEMENT	SÉQUANAISE COURT TERME	SÉQUANAISE ASSOCIATION	SÉQUANAISE MULTICROISSANCE
Date de création	12.12.82	23.7.84	28.11.84	17.10.83	5.12.83	22.10.84
ORIENTATION	Obligations françaises et étrangères	Obligations françaises	Valeurs mobilières diversifiées françaises et européennes	Obligations françaises	Obligations françaises	Obligations françaises
ACTIF NET (MF)	634,3	753,79	224,96	298,14	615,05	335,26
VALEUR LIQUIDATIVE (F par action)	1352,61	1117,73	1203,89	57 644,81	57 304,71	54 170,13
PERFORMANCE en % (coupons inclus) :						
- depuis l'origine	+49,12	+11,77	+21,93	+25,20	+23,07	+6,46
- depuis le 1.1.85	+9,20	+6,26	+17,62	+6,08	+6,21	+6,02
RÉPARTITION DE L'ACTIF NET (%) :						
a) en France - actions	—	—	19,77	—	—	—
- obligations	85,33	96,89	31,41	86,1	76,9	88,9
b) à l'étranger - actions	—	—	41,80	—	—	—
- obligations	10,31	—	1,85	—	—	—
c) autres éléments d'actif	4,36	3,11	5,17	13,9	23,1	11,1

Les souscriptions et les demandes de rachats, ainsi que les notes trimestrielles d'information, sont reçues et disponibles aux guichets de la BANQUE WORMS - 45 boulevard Haussmann, 75009 PARIS - Téléphone (1) 265.92.10.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - OBLIGATIONS 13,80 % JUILL 1988

Les intérêts courus du 22 août 1984 au 21 août 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 13,80 % juillet 1988 seront payables, à partir du 22 août 1985, à raison de 621 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 5 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt de 1 %.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 103,45 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 6,90 F, faisant ressortir un net de 510,65 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

NOTA

En application de la loi du 30 décembre 1981, article 94, alinéa II, et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

- Les porteurs qui ont déposé leurs titres, ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux ;

- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) ;

- Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque Indosuez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France, Banque Vernes et commerciale de Paris, ainsi que chez tout autre intermédiaire habilité.

ACCORD DIDOT-BOTTIN-AFF

L'Agence France-Presse et Didot-Bottin ont conclu un accord pour la diffusion d'informations financières en mode vidéo.

Dès septembre, le centre serveur duplex de Didot-Bottin proposera le fil financier de l'AFP, qui est actuellement distribué par téléscripteur exclusivement à des agences bancaires et aux directions financières de grandes sociétés.

Ce service pourra être consulté par Minitel, du côté des produits d'information de Bottin (banques de données sur les entreprises) et de Valscop (cours des valeurs mobilières de la Compagnie des agents de change).

L'Agence France-Presse fournira ainsi son développement dans les applications videotex professionnelles, après le lancement des banques de données d'informations générales AGORA.

Didot-Bottin, qui mise depuis plusieurs années sur l'usage de la télématique, affirme par cet accord sa prépondérance sur le marché de la diffusion d'informations professionnelles.



FILIALISATION PAR INTERTECHNIQUE DE SON ACTIVITÉ INFORMATIQUE

Le conseil d'administration d'INTERTECHNIQUE, le 20 juin 1985, et celui d'IN-INFORMATIQUE, le 17 juillet 1985, ont approuvé le traité d'apport à IN-INFORMATIQUE de l'activité informatique d'INTERTECHNIQUE.

Des assemblées générales extraordinaires d'INTERTECHNIQUE et d'IN-INFORMATIQUE convoquées pour le 30 août 1985, se prononceront sur cet apport qui deviendra effectif à cette date, avec effet social au 1^{er} janvier 1986.

Le montant de l'apport net s'élève à 148,6 millions : 480,5 millions d'actifs apportés contre 331,9 de passifs pris en charge.

En rémunération de son apport, INTERTECHNIQUE recevra 1.453.140 actions d'IN-INFORMATIQUE d'une valeur nominale de 100 F chacune. Le capital social d'IN-INFORMATIQUE avant l'apport était représenté par 2 500 actions de 100 F de nominal ; après l'apport, il est représenté par 1.455.640 actions, dont la quasi totalité est propriété d'INTERTECHNIQUE.

Le but de cette filialisation est, tout en maintenant la cohésion du groupe INTERTECHNIQUE, d'assurer à l'activité informatique un mode de gestion adapté et différent de celui du secteur aéronautique. De plus, la filialisation permet un mode de financement spécifique à l'activité informatique qui connaît une forte croissance.

Dans ce but et dans un souci de sécurité à long terme, le conseil d'administration a retenu la solution qui lui était offerte d'un apport de financement global garanti, de l'ordre de 30 % du capital d'IN-INFORMATIQUE, assurant pour de nombreuses années le financement de l'accroissement de son activité.

Aussi, le conseil d'administration d'IN-INFORMATIQUE propose-t-il à une assemblée générale extraordinaire, convoquée le 30 août 1985, une augmentation de capital réservée à trois groupes d'investisseurs conduits respectivement par : J.-C. MELENDES, Agent de change à Paris, pour un montant de 150,0 millions de francs, avec notamment Ivory and Sime (Edimbourg), G.T. Management Ltd (Londres), Lombard Odier Int. Management (Londres), Morgan Grenfell (Londres), S.G. Warburg and Co Ltd (Londres) ; par la BANEXI, pour un montant de 19,2 millions de francs ; par la Compagnie Financière BARCLAYS, pour un montant de 9,6 millions de francs. Il est précisé qu'aucun des actionnaires représentés au conseil d'administration d'INTERTECHNIQUE ne participera directement ou indirectement à cette augmentation de capital réservée.

La solution est en substance la suivante :
- Les groupes d'investisseurs garantiront à IN-INFORMATIQUE un apport de fonds propres de 178,9 millions à verser en septembre 1985, en contre-partie d'une participation de 29,8 % du capital après augmentation de capital ; ceci revient à attribuer à IN-INFORMATIQUE, après augmentation de capital, une valeur de 600 millions, représentant vingt fois le bénéfice net courant de l'activité d'IN-INFORMATIQUE de 1984.

- IN-INFORMATIQUE s'engage à introduire ses actions au second marché de la Bourse de Paris dans la première quinzaine de décembre 1985. Les nouveaux souscripteurs s'engagent à proposer au marché 210.000 à 300.000 des actions leur appartenant, soit de 10 à 15 % du capital d'IN-INFORMATIQUE, le solde de leurs actions ne pouvant être vendu avant juin 1986. INTERTECHNIQUE pour sa part garde la totalité des actions reçues en rémunération de son apport.

Praquement, l'opération se traduira par une augmentation de capital réservée de 618.550 actions, jouissance 1^{er} janvier 1986 ; le prix unitaire de souscription sera de 289,30 F, 100 F de nominal et 189,30 F de prime, correspondant à l'estimation globale de 600 millions.

Après cette augmentation, les fonds propres d'IN-INFORMATIQUE s'élèveront à 326,4 millions de francs ; la répartition du capital sera la suivante :

INTERTECHNIQUE	1.455.640 actions	70,18 %
Nouveaux actionnaires :		
- français	222.950	10,75 %
- étrangers	395.600	19,07 %
	2.074.190	100,00 %

Une note d'information sera à la disposition des actionnaires à compter du 1^{er} août 1985, à la direction administrative d'INTERTECHNIQUE - B.P. 1 - 78374 PLAISIR CEDEX - Tél. (3) 055.82.00 - TELEX : 696 242 F.

REPUBLIQUE FRANCAISE

F 20 000 000 000

O.A.T. 10% MAI 2 000 - O.A.T. révisable SEPTEMBRE 2 000

BANQUE INDOSUEZ

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS

BANQUE NATIONALE DE PARIS

BANQUE PARIBAS

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE

CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS

CREDIT LYONNAIS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

BANQUE WORMS

CAISSE CENTRALE DU CREDIT MUTUEL

CREDIT DU NORD

L'EUROPÉENNE DE BANQUE

MESSIEURS LAZARD ET CIE

SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CREDIT

BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

BANQUE FÉDÉRATIVE DU CREDIT MUTUEL

BANQUE FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE ET DU CREDIT MUTUEL

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR

BANQUE DE GESTION PRIVEE

BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIERE PRIVEE

BANQUE DE NEUFILIZE, SCHLUMBERGER, MALLET

BANQUE PRIVEE DE GESTION FINANCIERE

CAISSE CENTRALE DE CREDIT COOPERATIF

CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL OCEAN

COMPAGNIE FINANCIERE

CREDIT CHIMIQUE

FINACOR

INTERFI

OMNIUM FINANCIER DE VALEURS MOBILIERES

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ETUDE ET DE REALISATION DE PLACEMENTS « SOFINAM »

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE DE BANQUE

BANQUE DE BRETAGNE

BANQUE DE FINANCEMENT POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE

BANQUE GÉNÉRALE DU PHENIX

BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

BANQUE LOUIS DREYFUS

BANQUE ODIER BUNGENER COURVOISIER

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE FRANCE

CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL DE BRETAGNE

CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE

COMPAGNIE INTERPROFESSIONNELLE DE PLACEMENTS FINANCIERS

CREDIT PARISIEN

EXCOFINANCE

MESSIEURS NOTTINGUER ET CIE

SOCIÉTÉ AUXILIAIRE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENTS « INVESTIMO »

ROBERT LEFEVRE S.A.

SOCIÉTÉ FINANCIERE DES MUTUELLES DU MANS « SOFINAM »

VIA BANQUE



SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION GÉNÉRALE ET DE PRODUITS MANUFACTURÉS

L'assemblée générale extraordinaire de SCGPM, convoquée le 31 juillet 1985, aura pour objet de statuer sur la fusion absorbante de la société Caligaro entrainant la création d'un département Rénovation et Réhabilitation au sein de SCGPM.

La société absorbée, Caligaro, apportera un actif net évalué à 5 325 876 francs à SCGPM qui procédera simultanément à une double augmentation de son capital.

Dans un premier temps, le capital de SCGPM sera porté de 11 880 000 F à 13 580 000 F, soit une augmentation de 1 700 000 F, par création de 17 000 actions de 100 F de nominal attribuées aux actionnaires de Caligaro à raison de 17 actions SCGPM pour 53 actions Caligaro, le solde de 3 625 876 F étant inscrit dans un compte « prime de fusion ».

Dans un second temps, le capital sera augmenté de 3 880 000 F et porté à 17 460 000 F par incorporation de la prime de fusion et prélèvement partiel sur la réserve facultative. Cette seconde augmentation donnera droit à l'attribution gratuite de 2 actions nouvelles pour 7 anciennes à l'ensemble des actionnaires.

Les actionnaires de SCGPM présents à l'assemblée générale extraordinaire du 31 juillet seront amenés à statuer sur ces résolutions.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE - OBLIGATIONS 16,50 % JUILL 1982

Les intérêts courus du 12 août 1984 au 11 août 1985 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 16,50 % juillet 1982 seront payables, à partir du 12 août 1985, à raison de 742,50 F par titre de 5 000 F nominal, contre détachement du coupon n° 3 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source d'impôt de 1 %.

En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 123,70 F, auquel s'ajoutera la retenue de 1 % calculée sur l'intérêt brut conformément à la loi de finances pour 1984, soit 8,25 F, faisant ressortir un net de 610,55 F. Cette retenue ne concerne pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

NOTA

En application de la loi du 30 décembre 1981, article 94, alinéa II, et du décret n° 83-359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, nous précisons que :

- Les porteurs qui ont déposé leurs titres, ainsi que la loi le prescrit, le montant des sommes qui leur sont dues (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) sera porté au crédit de leurs comptes tenus par les intermédiaires habilités choisis par eux ;

- Les porteurs qui n'auraient pas déposé leurs titres à la date du 3 novembre 1984 sont tenus de satisfaire à cette obligation légale afin de pouvoir exercer leurs droits (paiement de l'intérêt, amortissement du capital) ;

- Les porteurs peuvent obtenir toute information concernant les nouvelles modalités de paiement applicables aux valeurs dématérialisées en s'adressant aux caisses des comptables directs du Trésor (trésoreries générales, recettes des finances et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris, 18 bis, rue de Berri, aux guichets de la Banque de France et des établissements bancaires désignés ci-après :

Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Banque Paribas, Crédit du Nord, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial et banques affiliées, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Banque de l'Union européenne, Banque Indosuez, Caisse centrale des banques populaires et toutes les banques populaires de France, Banque Vernes et commerciale de Paris, ainsi que chez tout autre intermédiaire habilité.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

246-72-23, poste 2412

Experts-comptables, pour vous aider

TELEMAQUE

diffuse quotidiennement des messages d'affaires sur les marchés étrangers
Information : Tél. (1) 505 32 03 ou demande de documentation à adresser au

CENTRE FRANÇAIS DU COMMERCE EXTERIEUR

